

Ville de
Montpellier



Secrétariat général

Service de l'Assemblée

Registre des délibérations - décisions

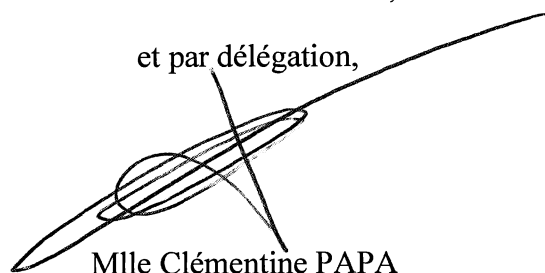
**Conseil municipal
Lundi 06 février 2012
TOME 5**

Le présent registre contenant 166 pages a été coté et paraphé par Mlle Clémentine PAPA, Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2011/1346/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 30/10/2012

Pour Madame le Maire,

et par délégation,

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Mlle Clémentine PAPA

Chef du Service de l'Assemblée

Registre des délibérations - décisions

Décisions et annexes

Lundi 06 février 2012

L'opérateur fera son affaire de tous les recours intentés contre la Ville par des tiers, ainsi que des réclamations auxquelles pourraient donner lieu ses équipements ou son activité, de façon à ce que la Ville ne puisse pas être inquiétée ou recherchée à ce sujet.

La responsabilité de la Ville pourra être engagée en cas de préjudices causés à l'opérateur fait du non respect de ses propres obligations au titre de la présente convention, à l'exclusion des cas de force majeure répondant aux conditions définies par la jurisprudence des tribunaux français.

ARTICLE 11 - CONTROLE DE LA VILLE

L'opérateur a l'obligation de tenir la Ville informée des conditions d'exécution de la présente convention, de répondre aux demandes de renseignements et de fournir les documents s'y rapportant. Il doit notamment informer la Ville en cas de modifications éventuelles apportées à son autorisation au titre de l'article L.33-1 du code des postes et télécommunications telle que visée à l'article 1 ci-dessus.

ARTICLE 12 - CESSIION DE LA CONVENTION

L'opérateur ne pourra pas céder ou apporter tout ou partie des droits et obligations de la présente convention à un tiers sans le consentement écrit et préalable de la Ville et sans la signature préalable d'une nouvelle convention avec la Ville.

L'opérateur est toutefois d'ores et déjà autorisé par la Ville à céder ses droits et obligations résultant des présentes au profit de toutes sociétés filiales et de la société mère dès lors que ces sociétés sont également autorisées à exercer leur activité au lieu et place de l'opérateur, au titre d'une autorisation accordée au titre de l'article L. 33.1 du code des postes et télécommunications.

Cette cession fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 13 - DUREE DE LA CONVENTION – MISE A DISPOSITION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature. Elle est conclue pour une durée initiale de dix (10) ans à compter de la date de mise à disposition définie à l'article 6.4.1 ci-avant. Elle sera ensuite renouvelée par nouvelles périodes d'une (1) année après accord express des parties, l'opérateur informera la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois (3) mois avant chacune de ces échéances de son intention de renouvellement.

La Ville se réserve le droit de revoir le prix de la redevance tous les deux ans afin de tenir compte de l'évolution des conditions économiques. Elle signifiera son intention six mois avant l'échéance de chaque période de deux ans à l'opérateur. A défaut d'accord des parties, la Ville et l'opérateur mettront un terme à la présente convention.

ARTICLE 14 - RESILIATION

14.1 : A L'INITIATIVE DE LA VILLE

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public occupé ou à l'intérêt général ou pour des motifs tirés du non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles, sous réserve d'en informer l'opérateur par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois (3) mois à l'avance.

14.1.1: Dans l'intérêt général

801

La Ville peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, pour des motifs liés à l'intérêt du domaine public concerné ou à l'intérêt général.

14.1.2: En cas d'inexécution de ses obligations au titre des présentes par l'opérateur

La Ville peut en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par l'opérateur de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

14.1.3 Indemnisation de résiliation

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.1, l'opérateur n'aura droit à aucune indemnisation.

Dans le cas d'une résiliation en vertu des dispositions de l'article 14.1.2 l'opérateur abandonnera à titre d'indemnité le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.1.4 Procédure de résiliation

La résiliation sera prononcée par le maire de la Ville, dûment habilité par le Conseil municipal. La résiliation sera notifiée à l'opérateur par lettre recommandée avec avis de réception. En cas de faute de l'opérateur, la décision de résiliation doit être précédée d'une lettre de mise en demeure visée à l'article 14.1.2 ci-avant et adressée à l'opérateur pour lui permettre de s'expliquer sur les griefs qui lui sont faits.

14.1.5 Dépose des équipements de l'opérateur

L'opérateur est tenu de déposer ses équipements de raccordement, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date de notification de résiliation sauf accord contraire.

14.2 : A L'INITIATIVE DE L'OPERATEUR

14.2.1 Sans faute de la Ville

L'opérateur peut résilier de plein droit et à tout moment la présente convention, sous réserve d'en informer la Ville par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans ce cas l'opérateur abandonnera à titre d'indemnités le solde de la redevance déjà versée au titre de l'année considérée.

14.2.2 En cas d'inexécution

L'opérateur peut, en cours d'exécution de la convention, y mettre un terme à tout moment, en cas de non-respect par la Ville de ses obligations conventionnelles et après mise en demeure envoyée par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse pendant plus de trente (30) jours.

Cette résiliation entraînera le remboursement des redevances perçues d'avance pour la période restant à courir au-delà de la date de résiliation et ce, nonobstant la réparation de tout préjudice auquel pourrait prétendre l'opérateur du fait de ladite résiliation.

ARTICLE 15 - REGLEMENT DES LITIGES

Le tribunal administratif compétent pour toutes les actions dont la convention est l'objet, la cause ou l'occasion est celui dans le ressort duquel est situé l'ouvrage précité.

Liste des annexes :

52

Annexe n°1 : Descriptif des liaisons de la Ville mises à disposition
Annexe n°2 : Spécifications techniques des fibres optiques mises à disposition
Annexe n°3 : Procédure de réception

Fait à Montpellier le

En trois exemplaires originaux de 13 pages chacun.

Pour la Ville de Montpellier
Pour Madame le Maire
L'Adjoint Délégué

Pour l'opérateur



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR LIAISONS
EDF-CAP OMEGA
EDF-INFORSUD
L03465**

ANNEXE N°1 : DESCRIPTION DES LIAISONS MISES A DISPOSITION

804

1° Description géographique des liaisons mises à disposition de l'opérateur par la Ville :

Les liaisons sont composées d'une paire de fibre optique du réseau de la Ville PEGASE sur une distance estimée à :

EDF – capa Oméga : 500m

EDF – Inforsud : 1300m

2° Points de livraison des liaisons :



3° Date de mise à disposition des liaisons :

Un mois à compter de la signature de la convention.



**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR LIAISONS
EDF-CAP OMEGA
EDF-INFORSUD
L03465**

ANNEXE N°2 : SPECIFICATIONS TECHNIQUES DES FIBRES OPTIQUES

SPECIFICATION TECHNIQUE DES FIBRES G.652 / CEI 793-2 B1.1

Extraits

Les fibres doivent être conformes à la norme ITU-T G.652 et présenter les caractéristiques suivantes :

Paramètre	Valeur
Diamètre de mode à 1310 nm	$9,3 \pm 0,4 \mu\text{m}$
Diamètre de gaine optique	$125 \pm 1 \mu\text{m}$
Excentration cœur / gaine	$\leq 0,8 \mu\text{m}$
Non circularité du diamètre de mode	$\leq 6 \%$
Non circularité de la gaine optique	$\leq 1 \%$
Longueur d'onde de coupure en câble	$\leq 1250 \text{ nm}$
Dispersion chromatique à 1550nm	$\leq 18 \text{ ps/nm.km}$
Atténuation maximale à 1550nm (hors câble)	$\leq 0,25 \text{ dB/km}$
Uniformité de l'atténuation à 1310 et 1550 nm	Pas de discontinuité supérieure à 0,01 dB
Atténuation induite en cycle de température (-60 / +85°C, fibre hors câble)	$\leq 0,05 \text{ dB/km}$
PMD	$\leq 0,2 \text{ ps/km}^{1/2}$ Moyenne quadratique $\leq 0,1 \text{ ps/km}^{1/2}$
Perte additionnelle en macrocourbure (100 tours sur 60 mm de diamètre) à 1550 nm et 1620 nm	$\leq 0,1 \text{ dB}$
Test en tension (100 % des fibres testées)	Tension de test $> 100 \text{ Kpsi}$ ($= 0.69 \text{ GN/m}^2$) à 1,0 % d'allongement équivalent

Les méthodes de mesure sont celles normalisées ou reconnues par la profession.

807

**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FIBRES
OPTIQUES PAR LA VILLE DE MONTPELLIER
A SFR LIAISONS
EDF-CAP OMEGA
EDF-INFORSUD
L03465**

ANNEXE N°3 : PROCEDURE DE RECETTE OPTIQUE

CAHIER DES CHARGES
POUR LES
RECETTES OPTIQUES
(ANNEXES TECHNIQUES)
EXTRAITS

1 – INTRODUCTION ET GENERALITES

Le présent document décrit les caractéristiques techniques nécessaires à la validation de tronçons optiques. Il définit les essais optiques à effectuer et les documents à fournir lors de la recette d'un segment ou d'un tronçon.

Le segment, ou arc optique, est défini comme un ensemble de fibres pouvant relier deux équipements optoélectroniques tels que transmetteurs ou amplificateurs optiques. Un tronçon est une partie de segment.

Ce document s'applique aux recettes de raccordement de câbles, ainsi qu'aux recettes d'activation de fibres sur des câbles dont le raccordement a déjà été validé.

LE PRESTATAIRE S'ASSURERA DU RESPECT DES CONSIGNES DE SECURITE DU MILIEU DANS LEQUEL IL INTERVIENT, AINSI QUE DU RESPECT DES AUTORISATIONS D'EMPRUNT DES EMPRISES FERROVIAIRES OU APPARTENANT A D'AUTRES OPERATEURS.

POUR UNE RECETTE DE RACCORDEMENT, LE PRESTATAIRE DEVRA OBTENIR DE L'ENTREPRISE DE RACCORDEMENT, LA PRESENTATION, AU MOMENT DE LA RECETTE, DU DOSSIER TECHNIQUE DU RACCORDEMENT (UN EXEMPLAIRE PAPIER), INCLUANT LE CAHIER DE MESURE.

Cet exemplaire du dossier technique sera ensuite transmis à la Ville avec le cahier de recette.

Les appareils de mesures utilisés devront avoir fait l'objet d'un étalonnage et être munis d'un certificat et d'un étiquetage d'étalonnage en cours de validité.

2 – CONTROLES

2.1 – CONTROLES VISUELS

Le respect des conditions techniques du raccordement sera contrôlé aux deux extrémités du segment, en particulier quant au bon positionnement des câbles et des connecteurs d'extrémité, ainsi qu'à leur repérage.

Le contrôle visuel permettra également de vérifier :

- la conformité aux règles de l'art pour le positionnement et le lovage des jarretières,
- le respect des règles de repérage des têtes de câbles et des câbles,
- la conformité aux documents Ville (selon le cas : schémas de baies, plan de câblage, synoptique de liaison).

- en présence d'équipements optiques non précédemment recettés (tels que tête de câble, tiroir d'épissurage...), que le raccordement de ces équipements est fait selon les spécifications techniques du fabricant ou celles de la Ville (pour le lovage des fibres, le positionnement des manchons de soudures...).

Dans le cas de fibres non connectées, un test de continuité sera effectué, principalement dans le but de contrôler qu'il n'y a pas de croisement de fibres. Une source visible ou toute autre méthode pourront être utilisées.

Lors d'une recette de raccordement, l'inspection visuelle portera aussi sur le marquage du câble (fabricant, année de fabrication, type de fibre s'il y a lieu...).

À la requête de la Ville, le PRESTATAIRE pourra demander à l'entreprise de raccordement l'ouverture d'une ou plusieurs boîtes de jonction.

Le PRESTATAIRE effectuera alors un contrôle visuel de la conformité du raccordement.

L'entreprise de raccordement assurera la fermeture des boîtes de jonction, puis le contrôle de leur étanchéité.

2.2 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

ELLES SERONT EFFECTUEES DANS LES 2 SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.
--

Leur but est de caractériser l'atténuation linéique de la fibre, l'atténuation des connecteurs et des épissures ainsi que leurs réflexions, et de contrôler l'absence de défauts atténuant et de contraintes sur la fibre.

Les paramètres d'acquisition seront choisis de façon à obtenir une résolution verticale suffisante pour que toutes les épissures soient lisibles.

Les courbes devront être exploitables jusqu'à leur extrémité éloignée, de façon à permettre la mesure de l'atténuation linéique et la détection d'inhomogénéité éventuelles sur la dernière longueur (après la dernière épissure).

L'indice de réfraction à prendre en compte pour paramétrer le réflectomètre est celui indiqué par le fabricant de la fibre, ou à défaut : 1,47 à 1550 nm et à 1310 nm.

La fiche d'un connecteur en fin de segment devra être mesurée en étant connectée à une bobine de référence, de façon à obtenir des valeurs d'atténuation et de réflexion dans chaque sens de propagation.

Par bobine de référence, on entend une bobine de fibre équipée aux extrémités avec des fiches de connecteur dites de référence, c'est à dire dont la fibre présente une très faible excentration qui est mesurée et garantie par l'entreprise assurant le montage des fibres-amorces.

La longueur de cette bobine devra être suffisante pour caractériser le connecteur, y compris s'il présente un pic de réflexion.

2.3 – MESURES PHOTOMETRIQUES

LA MESURE DE L'ATTENUATION GLOBALE DU SEGMENT SERA EFFECTUEE DANS LES DEUX SENS DE PROPAGATION, AUX LONGUEURS D'ONDE DE 1310 NM ET 1550 NM.

La procédure de mesure sera la méthode d'insertion, et utilisera deux jarretières équipées de connecteurs de référence (à faible excentration), qui seront connectées entre elles pour déterminer le niveau de référence (niveau 0 dB).

Dans le cas de connecteurs différents aux deux extrémités du segment, le niveau de référence sera pris avec un raccord hybride ou à défaut, en faisant une moyenne entre deux jeux de jarretières.

Les mesures photométriques ne seront pas réalisées sur des fibres qui ne sont pas connectorisées aux deux extrémités.

3 – PRESENTATION DES RESULTATS

3.1 – CAHIER DE RECETTE

Les résultats seront regroupés dans un cahier de recette.

Il inclura entre autres les tableaux de valeurs, le résultat du contrôle visuel, un récapitulatif des réserves éventuelles, ainsi que les traces réflectométriques à 1550 nm dans les deux sens.

Une version sera fournie sur support informatique (disquette ou cédérom) qui comprendra notamment toutes les traces réflectométriques (soit les traces dans les deux sens à 1310 nm et 1550 nm).

La première page de couverture indiquera entre autres, de façon bien visible :

- "Cahier de recette optique",
- le nom de l'opération,
- le numéro du code opération VILLE ("Code Opéra"), ainsi que le numéro de RRE RO,
- le nom de l'entreprise PRESTATAIRE.

Le cahier de recette mentionnera également s'il s'agit d'une recette d'activation de fibres ou de raccordement.

Dans ce dernier cas, le nom de l'entreprise ayant effectué le raccordement sera aussi mentionné.

De même, le type de soudeuse et le programme de soudage utilisés pour le raccordement seront reportés dans le cahier de recette, lorsque ces informations sont présentes dans le dossier technique de l'entreprise de raccordement.

Les réserves éventuellement relevées seront présentées dans un paragraphe dédié.

3.2 – CONTROLES VISUELS

Les différents points vérifiés seront indiqués, avec leur niveau de conformité et les éventuelles anomalies relevées.

Dans le cas d'une recette de raccordement, les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, validés ou annotés, seront reproduits.
Les indications portées sur le marquage du câble seront également retranscrites.

Dans le cas d'une recette d'activation de fibre, le synoptique de liaison VILLE, validé ou annoté, sera reproduit.

Dans le cas de fibres non connectorisées, le résultat des tests de continuité sera indiqué.

3.3 – MESURES REFLECTOMETRIQUES

**POUR L'UNIFORMITE DE L'ATTENUATION, IL SERA INDIQUE SI
L'ATTENUATION PRESENTE OU NON DES POINTS DE DISCONTINUITE.**

La valeur dans chaque sens de propagation ainsi que la valeur des deux sens moyennés seront présentés en tableaux, ceci pour :

- l'atténuation des connecteurs et des épissures, à 1310 et 1550 nm,
- le taux de réflexion des connecteurs à 1550 nm,
- l'atténuation linéique du segment hors connecteurs, à 1550 nm.

(Voir le récapitulatif au § 3.5).

Si le segment comporte des connecteurs en ligne, l'atténuation linéique à 1550 nm est à présenter pour chaque tronçon entre ces composants.

Pour les connecteurs et les épissures, un tableau présentera la différence d'atténuation entre les deux longueurs d'onde (valeur à 1310 nm moins valeur à 1550 nm).

Le tableau des épissures à 1550 nm fera apparaître la moyenne des épissures pour chaque fibre, ainsi que la moyenne générale, avec trois chiffres après la virgule.
Pour l'atténuation d'une épissure, si la valeur des deux sens moyennés est négative, elle sera comptée à zéro pour le calcul des moyennes par fibre et générale. (Elle pourra rester notée négative dans la colonne des deux sens moyennés).
Pour l'atténuation linéique, la valeur des deux sens moyennés sera donnée avec trois chiffres après la virgule.
Le type du connecteur mesuré sera rappelé en tête du tableau correspondant.

813

Dans le cas de fibres non connectées aux deux extrémités, les tableaux feront apparaître l'atténuation réflectométrique globale pour chaque longueur d'onde (deux sens et deux sens moyennés).

3.4 – MESURES PHOTOMETRIQUES

Les tableaux présenteront les valeurs de l'atténuation dans chaque sens de propagation, ainsi que la valeur des deux sens moyennés.

L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE, FOURNIE PAR VILLE OU CALCULEE AVEC LA FORMULE DU § 4.2, SERA RAPPELEE EN TETE DES TABLEAUX CORRESPONDANTS.

3.5 – RECAPITULATIF

Pour le cas général, les valeurs cochées suivantes sont à présenter en tableau :

	Deux sens et deux sens moyennés à 1550 nm	Deux sens et deux sens moyennés à 1310 nm	Différence des deux sens moyennés entre 1310 et 1550 nm
Épissures	X	X	X
Connecteurs	X	X	X
Réflexions	X		
Atténuation linéique	X		
Atténuation photométrique	X	X	

Pour les fibres non connectées aux deux extrémités, l'atténuation photométrique n'est pas à réaliser mais l'atténuation réflectométrique globale du segment est à présenter en tableau pour chaque longueur d'onde.

4 – SEUILS DES RESERVES

4.1 – SEUILS DES RESERVES POUR LES PARAMETRES MESURES

Les points suivants donnent lieu à des réserves :

4.1.1 – Inspection visuelle

- Toute non-conformité relevée lors des contrôles visuels.

4.1.2 - Épissures

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale à : 0,20 dB
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.3 – Connecteurs

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET DE DEUX EPISSURES, Y COMPRIS S'IL S'AGIT D'UN CONNECTEUR D'EXTREMITÉ OU D'UN CONNECTEUR DE JARRETIERE.

- Atténuation à 1550 nm supérieure ou égale aux valeurs suivantes, pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
Atténuation	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

- Taux de réflexion à 1550 nm supérieur ou égal aux valeurs suivantes :

Connecteur	SC/APC	FC, ST, SC/PC	EC	VFO
Taux de réflexion	- 50 dB	- 30 dB	- 45 dB	- 30 dB

4.1.4 - Contraintes sur la fibre

Pour un connecteur ou une épissure :

- Atténuation à 1550 nm supérieure à l'atténuation à 1310 nm, de 0,10 dB ou plus.

4.1.5 - Uniformité de l'atténuation

- Discontinuité supérieure ou égale à 0,10 dB à 1550 nm.
- Pic de réflexion visible sur les traces réflectométriques.

4.1.6 - Atténuation linéique

- Pas de seuil donnant lieu à réserve.

4.1.7 - Atténuation globale

815

- Atténuation à 1550 nm, dans l'une ou l'autre des directions de propagation, supérieure ou égale au maximum théorique A_{Maxi} qui sera fourni par VILLE et qui peut être calculé avec la formule décrite au § 4.2.
- Pas de seuil donnant lieu à réserve pour l'atténuation à 1310 nm.

4.2 - CALCUL DE L'ATTENUATION THEORIQUE MAXIMALE D'UN SEGMENT

L'atténuation maximale d'un segment peut être exprimée par la formule suivante :

$$A_{\text{Maxi}} = (\alpha_{\text{FO}} \times L_{\text{FO}} + \alpha_{\text{ép}} \times N_{\text{ép}} + \alpha_{\text{cn}} \times N_{\text{cn}}) \times C - \alpha_{\text{rf}}$$

Dans laquelle :

- A_{Maxi} en dB est l'atténuation du segment, hors équipements optoélectroniques.
- α_{FO} en dB/km est l'atténuation linéique de la fibre câblée, sans les épissures.
- L_{FO} en km est la longueur de fibre du segment, mesurée par réflectométrie.
- $\alpha_{\text{ép}}$ en dB est l'atténuation d'une épissure.
- $N_{\text{ép}}$ est le nombre d'épissures sur le segment, sans celles des connecteurs.
- α_{cn} en dB est l'atténuation d'un connecteur, incluant ses épissures.
- N_{cn} est le nombre de connecteurs sur la liaison.
- C est un coefficient d'effet statistique.
- α_{rf} en dB est la correction du niveau de référence de la mesure photométrique.

Les valeurs numériques à 1550 nm, sont les suivantes :

4.2.1 - Atténuation de la fibre câblée α_{FO}

- 0,215 dB/km si le segment est inférieur à 20 km
- 0,205 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 20 km
- 0,200 dB/km si le segment est supérieur ou égal à 80 km

**ON CONSIDERE QUE CES VALEURS S'APPLIQUENT A DES CABLES
FABRIQUES EN 2001.**

En fonction de l'écart entre cette date et la date de fabrication du câble, on compte une correction de l'atténuation, en plus (vers le passé) ou en moins (vers le futur), de :

0,004 dB/km par an

4.2.2 - Atténuation des épissures $\alpha_{\text{ép}}$

0,07 dB si leur nombre est inférieur à 10
0,05 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 10
0,04 dB si leur nombre est supérieur ou égal à 20

4.2.3 - Nombre d'épissures $N_{ép}$

Les épissures des connecteurs seront comptées avec les connecteurs et ne sont donc pas prises en compte dans le nombre d'épissures.

4.2.4 - Atténuation des connecteurs α_{cn}

ON CONSIDERE QU'UN CONNECTEUR EST CONSTITUE DE DEUX FICHES, D'UN RACCORD ET EVENTUELLEMENT DE DEUX EPISSURES.

De ce point de vue, on ne fait pas de différence entre les connecteurs de jarretières et les autres.

Une distinction est faite entre les différents types de connecteurs.
Pour des connecteurs soudés sur fibre G.652 de chaque côté :

Connecteur	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{cn}	0,5 dB	0,6 dB	0,8 dB	1 dB

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 4 (tous types confondus), enlever 0,15 dB par connecteur.

Si N_{cn} est supérieur ou égal à 8 (tous types confondus), enlever 0,20 dB par connecteur.

4.2.5 - Nombre de connecteurs N_{cn}

ON NE PREND PAS EN COMPTE LES JARRETIERES EN TANT QUE TELLES DANS LA FORMULE. ON COMPTABILISE SIMPLEMENT LES CONNECTEURS QUI LES CONSTITUENT.

Les connexions d'extrémité sont comptées comme des connexions entières et non pas comme des demi-connexions.

4.2.7 - Coefficient d'effet statistique C

$C = 0,98$ si on a à la fois $L_{FO} \geq 20$ km et $N_{cn} \geq 3$

$C = 1$ dans les autres cas.

4.2.8 - Correction du niveau de référence photométrique α_{rf}

Selon le type de connecteur d'extrémité, pour tenir compte du connecteur utilisé pour la prise du niveau de référence lors de la mesure photométrique (niveau 0 dB), on considère les valeurs α_{rf} suivantes :

Connect. d'extrémité	SC	FC, ST	EC	VFO
α_{rf}	0,25 dB	0,30 dB	0,45 dB	0,55 dB

En cas de connecteurs différents aux extrémités, on retiendra la plus forte valeur entre les deux connecteurs concernés si la référence a été prise avec un raccord hybride. On retiendra la moyenne des deux valeurs si la référence a été prise en faisant la moyenne entre deux jeux de jarretières.

Pour une mesure de l'atténuation au réflectomètre, (cas des fibres non connectorisées), $\alpha_{rf} = 0$.

5 – CONFIGURATION APRES ESSAIS

La liaison optique doit être mise à disposition de l'exploitation dans la configuration suivante :

- L'ensemble des connecteurs ayant subi une manœuvre lors de la recette seront nettoyés selon les procédures en vigueur dans la profession et remis en place.
 - Les éventuelles anomalies de repérage sur les étiquettes seront signalées.
-

ANNEXE 4

Contenu du cahier de recette

Le PRESTATAIRE s'engage à fournir à VILLE les documents suivants :

- Les schémas de baies et le plan de câblage VILLE, dans le cas d'une recette de raccordement, validés ou annotés (support papier).
- Le synoptique de liaison VILLE, dans le cas d'une recette d'activation de fibres, validé ou annoté (support papier).
- Les diverses informations demandées aux § 3.1 et 3.2 de l'annexe 1 (supports papier et informatique).
- Les analyses et tableaux de synthèse des mesures réflectométriques et photométriques, tels que décrits aux § 3.3 et 3.4 de l'annexe 1, (supports papier et informatique).
- Les traces réflectométriques, aux deux longueurs d'onde pour le support informatique et à 1550 nm pour le support papier, telles que décrites aux § 3.1 et 3.3 de l'annexe 1.



**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: prestation de tirages photographiques pour
l'exposition Apocalypses au Pavillon Populaire**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la production de l'exposition Apocalypses au Pavillon Populaire exige que soient réalisés des tirages photographiques spécifiques, de grande dimension et donc particulièrement difficiles à réaliser ;
- Que les artistes concernés et le commissaire d'exposition ont signalé leur souhait de travailler avec le laboratoire Pictorial Services, seul laboratoire à maîtriser l'ensemble des techniques exigées pour ces tirages ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinea du Code des marchés publics, ce marché, compte tenu des circonstances, peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité au laboratoire Pictorial Services, 53 bis rue de la Roquette, 75011 Paris, pour un montant de 13 196.76 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 16/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/12/2011

Notifiée le :

CONTENTIEUX
Ville de MONTPELLIER c/ Association
Kinésithérapie et Ergothérapie
Recours c/ permis de construire du 9 février 2011
délivré à la S.C.I. Mont d'Aurelle
Référé Suspension
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que l'association Kinésithérapie et Ergothérapie a déposé une requête en référé (n°1105272-1) visant à suspendre l'arrêté n° PC 34172 10 V0009 du 9 février 2011 délivré la SCI Mont d'Aurelle ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville de MONTPELLIER par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 15/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA



Publiée le : 16/12/2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour le contrat de maîtrise d'oeuvre dans le
cadre de l'aménagement des locaux de la crèche
associative AZEMA**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 31/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Françoise PRUNIER ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de confier un contrat de maîtrise d'œuvre dans le cadre de l'aménagement des locaux intérieurs et extérieurs de la crèche associative AZEMA sise rue André Malraux à Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 11 octobre 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société ALAGHEBAND AND PARTNER'S, sise 10 rue Ferdinand Fabre à Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 623 précité à la société ALAGHEBAND AND PARTNER'S pour un montant global de 43 800,00 € HT détaillé comme suit :
 - * Montant de base : 37 400,00 € HT
 - * Mission DQE : 4 300,00 € HT
 - * Mission SYN : 2 100,00 € HT
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2011 de la Ville
- Section : Investissement Fonction : 9064 Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjointe Déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04/01/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Françoise PRUNIER



Publiée le : 05/01/2012
Notifiée le :

MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption urbain
Propriété SCI PACTOLE
6, rue du Fbg du Courreau
Exercice du droit de préemption

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan de sauvegarde et de mise en valeur approuvé par décret du Conseil d'Etat le 1^{er} septembre 1977;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- Vu la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- Vu la concession d'aménagement confiée à la SERM par délibération du Conseil municipal du 26 juin 2003;
- Vu l'avenant n° 3 à la concession d'aménagement confiée à la SERM (actions à mener dans le cadre du protocole transactionnel VILLE/CCI/CAM/SERM/SCI Odysseum II approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006;
- Vu l'estimation des services fiscaux.

Considérant :

- que le 21 octobre 2011, la SCI PACTOLE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un immeuble situé 6 rue du Faubourg du Courreau et cadastrée section BX n° 98, au prix de 1.125.000 €;

- que la politique locale de l'habitat mise en œuvre par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement, permettre le renouvellement urbain et la dynamisation du commerce conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L 300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour objet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat, de permettre la restructuration urbaine et la revitalisation du commerce;

- qu'à cette fin, par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003, la Ville de Montpellier a décidé de réaliser l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", avec pour objectifs principaux sur le volet habitat de réactiver et diversifier le marché du logement, par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé, par la réhabilitation du parc de logements inconfortables ou obsolètes;

- que pour la mise en œuvre de l'opération "Montpellier Grand Cœur" susvisée, la Ville de Montpellier a conclu avec la SERM une concession d'aménagement, selon le régime défini par l'article L 300-4 du code de l'urbanisme, approuvée par délibération du Conseil Municipal du 26 juin 2003;

- que l'avenant n° 3 de la convention publique d'aménagement, approuvé par délibération du Conseil municipal du 10 mai 2006, met en place un programme d'actions complémentaires liées à l'accompagnement commercial suite à la signature d'un protocole transactionnel signé par la Ville, la Communauté d'agglomération de Montpellier, la Chambre de Commerce d'Industrie de Montpellier, la SERM et la SC Odysseum II;

- que le bien immobilier objet des présentes est situé dans le périmètre de l'opération définie ci-dessus, et dans ceux de l'ANRU et de l'OPAH RU "Gambetta-Clémenceau / Nord Ecusson";

- que la présente acquisition entre, d'une part, dans le cadre des différentes études réalisées par la Ville de Montpellier et la SERM afin de mettre en œuvre la politique de dynamisation du commerce en Centre Ville et, d'autre part, dans la mise en œuvre des différents accords signés entre la Ville de Montpellier, la Chambre de Commerce et d'Industrie et les principaux acteurs en charge du commerce afin de pérenniser le commerce en Centre Ville,

- que dans ces conditions, il paraît opportun pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ledit bien immobilier, au vu des objectifs ci-dessus, en vue de la remise aux normes du local commercial en rez-de-chaussée dans un souci de soutenir l'activité commerciale du secteur et afin de créer des logements à loyer maîtrisés.

Décide en conséquence :

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI PACTOLE, située 6 rue du Faubourg du Courreau, et cadastrée section BX0098, au prix de 1.125.000 €;

- que la SERM intervienne à l'acte d'acquisition en tant que tiers payeurs et que le bien lui sera ensuite rétrocédé gratuitement afin de poursuivre sa mission dans le cadre de la concession d'aménagement.

Montpellier, le 20/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 21/12/2011
Notifiée le :



824



**Direction Energie Moyens
Techniques**
Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0550

Attribution d'un marché passé selon une procédure adaptée pour des prestations de déplacements, petites réparations et mises au rebut de mobiliers

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de prestations de déplacements, petites réparations et mises au rebut de mobiliers pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M672), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 24/11/2011, la société DEMENAGEMENTS SANS, 09100 PAMIERS, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société DEMENAGEMENTS SANS, pour un montant total de commandes sans mini et maximum de 85 000 € HT, pour une durée de quatre an à compter de sa notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement de la Ville nature 6241, tous chapitres.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21 / 12 / 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 22 / 12 / 2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Mission d'Etudes Géotechniques
pour le Groupe Scolaire André Malraux**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°218/2011 en date du 5 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, Adjoint délégué à la gestion active et durable du patrimoine et l'économie des ressources et des énergies.

Considérant :

- qu'il y a lieu de confier à un bureau d'étude une mission d'études géotechniques préalable à la réalisation du futur groupe scolaire André Malraux, situé dans le quartier Port Marianne ;
- qu'à la suite d'une consultation en date du 18 octobre 2011, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société GINGER CEBTP a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché d'études précité à l'entreprise GINGER CEBTP -12 rue des Frères Lumière, Parc d'activité Clément ADER, 34 830 JACOU - pour un montant total de marché de 4 850 € HT (quatre mille huit cent cinquante euros), sur une durée totale de 2 semaines.
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville de Montpellier Direction Architecture Immobilier – Service Conduite d'Opérations.
Nature : 2031 - Fonction : 900 020 - Ligne de Crédit : 18870

Montpellier, le 21/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 22/12/2011
Notifiée le :



**Etudes acoustiques
pour le projet d'élargissement
de l'avenue du Pont Trinquat
(section rue des Acconiers / Chemin de Moularès)**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N°2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégation de signature de Monsieur Michaël Delafosse, adjoint délégué ;

Considérant :

- qu'il y a lieu, dans le cadre du projet d'aménagement et d'élargissement de l'avenue du Pont Trinquat (section rue des Acconiers / Chemin de Moularès), de réaliser les études acoustiques préalables à la réalisation du projet ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 15 novembre 2011 organisée conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la société Conseil Ingénierie Acoustique a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché n°1M158 à la société Conseil Ingénierie Acoustique pour un montant total de 7 950 €HT pour la tranche ferme, 7 150 €HT pour la tranche conditionnelle n°1, et 300 €HT par logement (avec un maximum de 35 logements) pour la tranche conditionnelle n°2 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du dit marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement 2012.

Nature : 2031

Fonction : 908241

Programme : 2010AP35

Ligne : 18802

Montpellier, le 23 DEC. 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 DEC 2011
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour réaliser des analyses d'air libérateurs
suite aux travaux effectués à l'école élémentaire Jean
Moulin.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'analyse de l'air suite aux travaux effectués à l'école élémentaire Jean Moulin sise 20 boulevard Mounié à Montpellier ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 11 octobre 2011, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise CAP ENVIRONNEMENT sise 5 rue Jules Ferry à Nogent-sur-Marne (94) a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché 1 M 604 précité à l'entreprise CAP ENVIRONNEMENT pour un montant de 8 980,00 € HT.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2012 de la Ville
- Section : Investissement Fonction : 92212 Nature : 617
- D'autoriser Madame le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 04/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Jean-Louis GELY

Publiée le : 05/01/2012
Notifiée le :



**Direction Energie Moyens
Techniques**

Achats et Production
Graphique

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0555

Attribution de marchés passés selon une procédure adaptée pour l'achat de cinémomètres et d'éthylotests

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de cinémomètres et d'éthylotests pour la Police Municipale de la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M564), conformément aux articles 28 et 77-1 du Code des Marchés Publics, en date du 21/11/2011, la société MERCURA SAS, 41260 LA CHAUSSEE ST VICTOR, pour le lot 1 (cinémomètres), la société CONTRALCO, 34150 GIGNAC pour le lot 2 (éthylotests) ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses.

Décide en conséquence :

- D'attribuer les marchés précités aux sociétés :
 - MERCURA SAS pour le lot 1, pour un montant total de commandes compris entre 8 000 € HT et 35 000 € HT,
 - CONTRALCO pour le lot 2, pour un montant total de commandes compris entre 500 € HT et 4 000 € HT
 pour une durée de trois ans à compter de leur notification.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets investissement, fonctionnement, de la Ville nature 2188 - 60632, chapitre 921.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 21/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 21/12/2011
Notifiée le :

Théâtre Jean Vilar
Convention de prestation de recherche
Langues de rues, Langues de scène

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que dans le cadre de son action culturelle ; le théâtre Jean Vilar a choisi de mettre en place, pour la saison 2011-2012, une recherche autour des phénomènes langagiers intitulée Langues de rue, langues de scènes, en partenariat avec l'association VIVERLANG ;
- Que cette association réalisera ainsi quatre séminaires publics et interactifs, au théâtre Jean Vilar, entre le 4 octobre 2011 et le 14 mars 2012

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature de la convention de prestation de recherche avec l'association VIVERLANG, 88 rue du Faubourg Figuerolles, 34070 Montpellier, pour un montant de 4 000 € (non assujetti à la TVA) ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

06/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 09/01/2012
Notifiée le :

CONVENTION DE PRESTATION DE RECHERCHE

Entre les soussignés :

Raison Sociale : **LA VILLE DE MONTPELLIER**

Téléphone : 04 67 40 76 06 – Fax : 04 67 40 28 65
Email : administration-theatre.jvilar@ville-montpellier.fr

SIRET : 213 401 72 20 0011 / APE : 751 A
Licences : 1- 1030066 / 3- 1027742

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant ès-qualité en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009 relative aux délégations consenties par le Conseil Municipal à Madame le Maire.

Et

Raison Sociale : **VIVERLANG**
Adresse : 88 rue du Faubourg Figuierolles 34 070 Montpellier
Courriel : Cathie Brouillet <cbrouillet@free.fr>
code APE :
n° TVA intra.
N° Siret : 518 019 096 00016
N° licence

N°URSSAF: 340000001621107046 -N° AUDIENS: 960110/01
N° pôle emploi : 80002900297 - N°C.S : 79857001N - N°FNAS : 388953077/960110

Représentée par Gilberte Hugouvieux

d'autre part,

Il est exposé ce qui suit :

Le théâtre Jean Vilar et l'association Viverlang mettent en place pour la saison 2011-2012 une recherche autour des phénomènes langagiers intitulée :LANGUES DE RUE, LANGUES DE SCENES, sous la Direction de Madame Claudine Moïse, sociolinguiste, Professeure à l'université de Grenoble. Cette recherche s'inscrit dans le cadre de l'action culturelle du théâtre.

INTENTIONS

Sujet sensible que celui de la langue, de la langue parlée, de la langue du théâtre. La langue est un véhicule de communication essentielle, mais qu'est-ce que parler aujourd'hui ? Comment la langue se renouvelle-t-elle en permanence, et surtout, comment est-elle comprise. Pour le théâtre, la langue est essentielle, mais quel est le niveau de compréhension d'un texte, comment le théâtre d'aujourd'hui s'empare-t-il de la langue de rue, des novlangues issues de la révolution numérique ?
cette recherche s'inscrit dans le cadre de l'action culturelle du théâtre.

Les deux parties disposent des autorisations nécessaires pour employer du personnel et s'acquittent de leurs obligations fiscales et sociales en la matière.

Ceci exposé, il est convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 - OBJET

LE THEATRE JEAN VILAR ET L'ASSOCIATION Viverlang s'engagent à réaliser dans les conditions définies ci-après, et dans le cadre de la présente convention 4 séminaires sous le titre Langues de rue, Langues de scènes selon le calendrier suivant :

Mardi 4 octobre 2011	<i>Langues de rue, langues de scènes : de nouvelles écritures pour le théâtre</i>
Mardi 10 janvier 2012	<i>Le français de France : quelles histoires pour une langue nationale</i>
Mardi 28 février 2012	<i>Langues d'origine et apprentissage du français : Pour quelles rencontres ?</i>
Mercredi 14 mars 2012	<i>Le slam : résistance, démagogie ou jeu ?</i>

Ces séminaires sont publics et interactifs

Ils se déroulent : de 14h30 à 17h au bar du théâtre Jean Vilar

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES

L'association Viverlang gèrera le budget de production de l'ensemble des séminaires LANGUES DE RUE, LANGUES DE SCENES, elle s'engage à communiquer le budget au THEATRE JEAN VILAR.

La prestation comprendra :

- des frais de gestions de la manifestation (8 % de la prestation)
- les rémunérations des personnels engagés pour l'événement (auteurs y compris)
- les déplacements des personnels engagés et des invités
- les défraiements, frais de séjour des personnels engagés et des invités

En qualité d'employeur, L'ASSOCIATION s'engage irrévocablement à régler les rémunérations, charges sociales et fiscales comprises de son personnel attaché à l'événement (AUDIENS, URSSAF, Congés spectacles, FNAS, AFDAS...), ainsi que les éventuelles retenues à la source dues par les personnes qui ne sont pas fiscalement domiciliées en France. L'ASSOCIATION est responsable, en ce qui concerne son personnel, de l'application de la législation du travail.

LE THEATRE JEAN VILAR prendra en charge le service général, accueil et service de sécurité.

IL mettra à disposition les personnels, administratif et technique, nécessaires à la préparation de l'événement, à son déroulement et au fonctionnement du matériel.

En qualité d'employeur, il prendra en charge les rémunérations, charges sociales et fiscales, de son personnel,

Il mettra à disposition le matériel nécessaire établi en accord entre les deux parties et le cas échéant prendra en charge la location de matériels.

Il assurera la publicité dont les informations seront établies en accord entre les deux parties et prendra en charge tous les objets de communication ainsi que la diffusion de l'information.

ARTICLE 3 – CONTREPARTIE FINANCIERE

En contrepartie, LA VILLE DE MONTPELLIER, DIRECTION DE LA CULTURE ET DU PATRIMOINE, THEATRE JEAN VILAR s'engage à verser à L'ASSOCIATION VIVERLANG, sur présentation de facture, la somme de 4000€ TTC.

ARTICLE 4 – REGLEMENT

Le paiement s'effectuera en un règlement :

TITULAIRE DU COMPTE

Association Viverlang

Domiciliation : Banque Populaire du Sud
code banque 16607 Guichet 002557 N° Compte 980221445876 Clé 33
IBAN FR76 1660 7002 5798 0214 4587 633

ARTICLE 5 – ASSURANCES

L'ORGANISATEUR déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques liés à l'événement dans son lieu. Il déclare avoir notamment garanti contre les risques d'incendie tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Il renonce à tout recours qu'il serait en droit d'exercer contre LA COMPAGNIE pour les dommages qu'il pourrait subir sur tous ces objets.

Dans le même temps l'association est tenue d'assurer contre tous les risques, y compris lors du transport, le personnel, et tous les objets lui appartenant ou appartenant à son personnel. Le matériel qu'il utilisera – qu'il lui appartienne, soit loué ou prêté -sera assuré par ses soins contre l'incendie et le vol avec effraction, ou tout autre dégât dont les éventuelles dégradations subies par le lieu.

En cas d'accident du travail impliquant les employés du PRODUCTEUR, celui-ci est tenu d'effectuer les formalités légales.

ARTICLE 6 – ENREGISTREMENT - DIFFUSION

En dehors des émissions d'information radiophoniques et télévisées d'une durée de trois minutes au plus et de l'enregistrement éventuellement pratiqué par l'ORGANISATEUR à fin d'archive et utilisé exclusivement comme tel, tout enregistrement ou diffusion, même partielle du spectacle devra faire l'objet d'un accord particulier.

ARTICLE 7- ANNULATION ET MANQUEMENT

Le présent contrat se trouverait suspendu ou annulé de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas reconnus de force majeure. On entend, par cas de force majeure, des circonstances qui se sont produites après la signature du contrat, en raison de faits d'un caractère imprévisible et insurmontable et qui ne peuvent pas être empêchés par les cocontractants, notamment : catastrophes naturelles, guerre, insurrection, incendie. En cas de désir de reconduction du contrat après cessation des circonstances qui empêchent son exécution, les deux parties se réservent une nouvelle négociation.

Le défaut ou le retrait des droits de représentation à la date d'exécution du présent contrat entraînerait sa résiliation de plein droit pour inexécution de la clause essentielle du paragraphe A de son exposé.

Toute annulation du fait de l'une des parties entraînerait pour la partie défaillante l'obligation de verser à l'autre une indemnité calculée en fonction des frais effectivement engagés par cette dernière.

ARTICLE 8- COMPETENCE JURIDIQUE

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux de Montpellier, mais seulement après épuisement des voies amiables (conciliation, arbitrage, etc...)

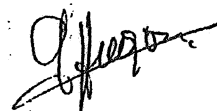
Fait à Montpellier en deux exemplaires originaux, le 3 octobre 2011

Pour l'ORGANISATEUR

Pour L'ASSOCIATION

Pour Madame Le Maire
L'Adjoint délégué

La Présidente G. Hugouvieux



Lu et approuvé pour les 3 pages du contrat
Chaque page du présent contrat doit être paraphée par les deux parties.

**Exposition "William Eugene Smith: Pittsburgh, le
labyrinthe impossible, 1955 1958" au Pavillon
Populaire, du 9 mars au 27 mai 2012
Contrat de mise à disposition des oeuvres**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville présentera au Pavillon Populaire, du 9 mars au 27 mai 2012, une exposition photographique consacrée à l'œuvre de William Eugene Smith ;
- Qu'il convient de formaliser la mise à disposition des œuvres objet de cette exposition ;
- Que, conformément à l'article 35.II.8 du code des marchés publics, ce contrat ne peut être conclu qu'avec l'Arizona Board of Regents, détenteur des droits relatifs aux œuvres de William Eugene Smith ;

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de mise à disposition des œuvres de William Eugene Smith avec l'Arizona Board of Regents, agissant pour le compte de l'Université d'Arizona, Center for Creative Photography, pour un montant de 32 437 € ;
- De dire que seront également pris en charge le transport aller et retour des œuvres, les frais de déplacement, d'hébergement et les défraiements de l'accompagnateur des œuvres, comme détaillé dans le contrat ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

06/01/2012
Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : *09/01/2012*
Notifiée le :

Exposition « *W. Eugene Smith : Pittsburgh, l'impossible labyrinthe (1955-1958)* »

Contrat de mise à disposition

N°2011 /

ENTRE LES SOUSSIGNES:

L'Arizona Board of Regents

Agissant pour le compte de l'Université d'Arizona, *Center for Creative Photography*

Domicilié au 1030 N. Olive Road - PO Box 210103 - Tucson, AZ 85721-0103 - USA

Représenté par Madame Leslie ERNETTE, Administratrice des contrats

Ci-après désigné par le terme de « PRÊTEUR ».

ET

La Ville de Montpellier

Domiciliée au 1 place Georges Frêche – 34267 Montpellier cedex 2

Téléphone : 04 67 34 88 21 Fax : 04 99 58 87 66

N° SIRET : 213 401 72 20 0011 Code APE : 8411Z

Représentée par Mme Hélène MANDROUX, Maire agissant es-qualités en vertu d'une délibération du Conseil municipal en date du 27 juillet 2009.

Ci-après désignée par le terme d'« ORGANISATEUR ».

PREAMBULE

Le présent contrat d'exposition énonce les conditions de l'accord convenu entre le **PRÊTEUR** et l'**ORGANISATEUR**.

L'**ORGANISATEUR** programme au Pavillon Populaire de Montpellier, du 9 Mars 2012 au 27 Mai 2012, une exposition de photographies de Pittsburgh réalisées par l'artiste William Eugene Smith, rassemblées et placées sous l'autorité scientifique du **PRÊTEUR**. L'**ORGANISATEUR** s'engage à présenter l'exposition conformément aux dispositions ci-après. L'**ORGANISATEUR** a l'autorisation de diffuser l'exposition dans deux autres lieux au sein de l'Union européenne. Lorsque le présent contrat fait mention du **PRÊTEUR** et de l'**ORGANISATEUR** en tant qu'entité unique, ils sont intitulés « les parties ».

I. L'EXPOSITION

L'exposition est composée des œuvres photographiques provenant des collections du PRÊTEUR et répertoriées à l'Annexe B (à fournir après finalisation). Le PRÊTEUR se réserve le droit de retirer à tout moment une ou plusieurs œuvres de l'exposition pour des besoins de préservation et/ou de conservation, à condition d'en expliquer les motifs à l'ORGANISATEUR.

II. PLANNING ET TOURNEE DE L'EXPOSITION

A. Lieu de démarrage

Le lieu de démarrage de l'exposition est :

Le Pavillon Populaire, galerie d'art photographique de la Ville de Montpellier, sis esplanade Charles-De-Gaulle, 34000 Montpellier, France, du 9 mars au 27 mai 2012.

B. Autres lieux

L'ORGANISATEUR a le droit de diffuser l'exposition dans deux autres lieux au sein de l'Union européenne durant une période d'un an après la clôture de son exposition à Montpellier (soit jusqu'au mois de mai 2013 inclus). En fonction du planning, les deux parties peuvent décider ensemble de repousser la date de clôture. Les accords passés entre l'ORGANISATEUR et les responsables des autres lieux doivent exiger que lesdits lieux respectent totalement les conditions du présent contrat en ce qui concerne le transport, l'assurance et la présentation de l'exposition. L'ORGANISATEUR devra envoyer préalablement au PRÊTEUR un rapport pour étude sur les équipements courants et les conditions techniques des lieux prévus. Le PRÊTEUR devra agréer chaque lieu par écrit. Le PRÊTEUR devra agréer tout changement proposé de lieu ou de date d'exposition au moins 60 jours avant l'ouverture de l'exposition dans le lieu concerné.

III. ASSURANCE ET RISQUES DE PERTE

A. Période de couverture

Pour les besoins du présent contrat, les œuvres sont réputées être sous la responsabilité de l'ORGANISATEUR à partir de leur enlèvement chez le PRÊTEUR par un transporteur d'œuvres d'art et jusqu'à leur retour chez le PRÊTEUR, en incluant le transport tant à Montpellier qu'éventuellement dans deux autres lieux de l'Union Européenne.

B. Assurance

L'ORGANISATEUR doit souscrire pour l'exposition une assurance tous risques spécifique aux œuvres d'art, avec garantie totale et continue, sans franchise. La police d'assurance doit désigner le PRÊTEUR comme bénéficiaire. L'ORGANISATEUR doit adresser une attestation d'assurance au PRÊTEUR avant l'expédition. Le PRÊTEUR et l'ORGANISATEUR conviennent de respecter toute procédure qu'exigeraient les conditions du contrat d'assurance.

C. Sinistres

L'ORGANISATEUR s'engage à informer immédiatement le PRÊTEUR de tout vol, de tout dommage ou perte (avec justificatifs), qui se produirait au cours de la période où l'exposition est sous la responsabilité de l'ORGANISATEUR. L'ORGANISATEUR doit se charger des déclarations de sinistre pour les pertes ou dommages, appuyées par des justificatifs (cf. section VIII. B-C pour les mesures d'urgence.)

D. Valeur totale de l'exposition

117 tirages artistiques 447 185,50 euros (environ 591,000 USD)

65 tirages de travail 245 914,20 euros (environ 325,000 USD)

Total : 693 099,70 euros (environ 916,000 USD)

IV. SECURITE

L'ORGANISATEUR est responsable de la sécurité et de la sauvegarde des œuvres depuis leur livraison jusqu'à leur retour chez le PRÊTEUR. Les galeries de l'exposition doivent être sous surveillance durant les périodes d'installation et de démontage, l'accès à la zone de l'exposition devant être réservé au seul personnel directement concerné par l'installation. La zone doit être sécurisée durant l'absence du personnel. L'ensemble des œuvres exposées doit rester à tout moment visible par un agent de sécurité expérimenté durant les heures d'ouverture au public. L'ORGANISATEUR s'engage à assurer que dans aucune circonstance le niveau de protection de sécurité prévu pour l'exposition ne sera inférieur à celui qu'il applique aux œuvres de valeur et d'état semblables appartenant à ses propres collections.

V. TRANSPORT

A. Frais de transport

L'ORGANISATEUR prendra à sa charge les frais de transport aller-retour depuis chez le PRÊTEUR par un transporteur d'œuvres d'art, y compris les frais de convoiement par un expert désigné par le PRÊTEUR (section VII. Convoiement).

B. Modalités du transport

En accord avec le PRÊTEUR, l'ORGANISATEUR prendra toutes les dispositions pour le transport de l'exposition depuis et vers les locaux du PRÊTEUR via un transporteur d'œuvres d'art agréé et un commissionnaire en douane spécialisé. Le PRÊTEUR et l'ORGANISATEUR s'accorderont sur les dates d'expédition aller et retour de l'exposition dans les délais imposés par le planning de l'exposition. Si, pour quelque raison que ce soit, l'ORGANISATEUR ne peut pas accueillir l'exposition à la date prévue ou ne peut pas préparer l'exposition en temps et heure pour la date de retour prévue, l'ORGANISATEUR en informera immédiatement le PRÊTEUR. L'ORGANISATEUR s'engage à réceptionner l'exposition directement dans une zone sécurisée et climatisée de ses propres locaux.

L'ORGANISATEUR est responsable du déchargement, du déballage puis du remballage et du rechargement de l'exposition. L'ORGANISATEUR s'engage à recevoir des envois séparés et à respecter l'ensemble des plannings de transport requis pour la sécurité de l'exposition.

C. Logistique du transport

Le PRÊTEUR mettra l'exposition à disposition pour enlèvement par un transporteur vers le 20 février 2012. En raison des limites imposées par l'aéroport international de Tucson et de l'absence dans l'Etat d'Arizona de commissionnaire en douane spécialisé en œuvres d'art, les expéditions internationales passent généralement par Los Angeles ou une autre grande ville américaine. Pour le voyage aller, les œuvres d'art seront envoyées par camion à Los Angeles quelques jours avant leur expédition par voie aérienne. L'accompagnateur désigné par le PRÊTEUR ira par avion à Los Angeles la veille de l'expédition et passera la nuit dans un hôtel à proximité de l'aéroport. Pour le voyage de retour, les œuvres d'art seront expédiées par avion à Los Angeles puis par camion à Tucson. En fonction de l'heure d'arrivée du vol et des correspondances disponibles pour Tucson, l'accompagnateur désigné par le PRÊTEUR peut être amené à passer une nuit dans un hôtel à proximité de l'aéroport et à prendre l'avion pour Tucson le lendemain.

D. Transit par camion

Tout transport des œuvres par camion, tant aux USA qu'entre différents lieux au sein de l'Union européenne, doit faire l'objet d'un chargement exclusif dans des véhicules climatisés à suspension pneumatique, avec deux chauffeurs.

E. Transit aérien

Pour tout transport des œuvres par voie aérienne, l'ORGANISATEUR doit s'assurer que le commissionnaire en douane spécialisé a prévu un service de sécurité sur le tarmac côté avion.

VI. INSTALLATION ET DEMONTAGE

A. Equipements requis

La responsabilité liée à la présentation de l'exposition exige le respect des procédures concernant la sécurité, la solidité des fixations, la climatisation, les éclairages et toutes autres mesures nécessaires à la protection des œuvres exposées, telles que précisées dans ce contrat. Une attention toute particulière sera portée au contrôle de l'hygrométrie et de la température, au maintien d'un niveau d'éclairage respectant la sécurité des œuvres dans les locaux de stockage et d'exposition et à la garantie d'une sécurité renforcée et d'un système de prévention des incendies, conformément aux instructions données par le PRÊTEUR. Les œuvres ne doivent pas être désencadrées sans l'autorisation écrite du PRÊTEUR. L'ORGANISATEUR doit garantir que l'installation n'aura pas lieu tant que toute activité de construction et de peinture sera achevée et que les surfaces peintes dans les zones d'exposition auront bénéficié d'un minimum de 36 heures de séchage et d'évaporation des odeurs.

B. Cadres et matériel d'accrochage

Les œuvres doivent être exposées dans les cadres fournis et seront équipées de moyens de fixation standards qui ne doivent être ni enlevés ni repositionnés. Il est possible d'ajouter du matériel supplémentaire et/ou spécifique pour garantir la sécurité des œuvres ou les protéger de mouvements excessifs en cas de tremblement de terre. Toutefois, de tels matériels ne peuvent être rajoutés qu'avec l'accord du PRÊTEUR. Tout autre système d'accrochage ou d'exposition des œuvres encadrées doit être signalé au PRÊTEUR et faire l'objet d'un accord entre les deux parties 60 jours avant l'expédition des œuvres dans les locaux de l'ORGANISATEUR.

C. Manutention et supervision

L'ORGANISATEUR mettra à disposition des membres de son personnel expérimentés dans la manutention des œuvres d'art ou, avec l'accord du PRÊTEUR, des personnes expérimentées dans la manutention et recrutées à cet effet. Toute opération de déballage, remballage, installation et démontage doit être supervisée par un personnel habilité.

D. Œuvres non incluses dans l'exposition

Sur autorisation, toute œuvre de l'exposition faisant l'objet d'une édition mais non incluse dans l'exposition doit être conservée, aux frais de l'ORGANISATEUR, dans un local sécurisé et climatisé, sous réserve de l'accord du PRÊTEUR.

E. Frais d'installation et de démontage

L'ORGANISATEUR endossera et supportera tous les frais d'installation de l'exposition, incluant (liste non exhaustive) : main d'œuvre, construction, agencement de l'exposition, éclairage et ouvrages graphiques.

F. Informations fournies

Le PRÊTEUR mettra à disposition par voie électronique une liste de contrôle et tout autre matériel que l'ORGANISATEUR pourra utiliser afin de produire ses propres textes de présentation, d'introduction et d'explication autour de l'exposition.

G. Déballage et stockage des caisses

Afin de permettre aux œuvres d'art de s'acclimater, l'ORGANISATEUR s'engage à ne pas déballer avant un délai de 24 heures suivant la livraison des caisses dans le lieu d'exposition. L'ORGANISATEUR s'engage à stocker à ses frais les caisses d'emballage et les matériels afférents à l'exposition dans un local propre et sec, conforme aux exigences de température et d'hygrométrie précisées à la section IX. Environnement.

H. Démontage et remballage

L'ORGANISATEUR s'engage à démonter et remballer l'exposition prête à expédier à son terme, conformément au planning mutuellement convenu. Le démontage et le remballage seront exécutés rapidement à la fin de l'exposition sous la supervision d'un personnel habilité. L'ensemble des œuvres doit être remballé dans ses emballages d'origine. Toutefois, si nécessaire, des emballages en plastique souillés ou déchirés peuvent être remplacés par des feuilles propres de plastique transparent. Aucun changement du système d'emballage ne pourra avoir lieu sans l'autorisation écrite du PRÊTEUR.

VII. CONVOIEMENT

A. Accompagnateurs

Un accompagnateur désigné par le PRÊTEUR voyagera avec les œuvres depuis le lieu de stockage du PRÊTEUR jusqu'au lieu de démarrage de l'exposition et ensuite du lieu de fin de l'exposition jusqu'au lieu de stockage du prêteur. L'accompagnateur supervisera le déballage/remballage, les comptes-rendus de l'état et l'expédition. L'ORGANISATEUR doit prévoir l'assistance d'un membre de son personnel qui se chargera de ces mêmes tâches pour les lieux situés au sein de l'Union Européenne qui pourraient accueillir l'exposition.

B. Frais

Les frais liés à l'accompagnement sont à la charge de l'ORGANISATEUR ou des lieux emprunteurs (voir section XIII.) Ces frais ne sont pas inclus dans le prix de location de l'exposition (voir section XIII. A). L'ORGANISATEUR ou le lieu emprunteur doivent régler directement –ou par l'intermédiaire du transporteur agréé en charge du dossier de transport avec convoiement désigné par l'ORGANISATEUR– ces frais et verser les frais journaliers (*per diem*) à l'accompagnateur désigné par le PRÊTEUR lors de son arrivée sur les lieux de début et de fin d'exposition. Les frais de l'accompagnateur incluent :

Déplacement de Tucson à Montpellier

- Billet d'avion en classe affaires lors de l'accompagnement des œuvres, classe touriste lors du déplacement du convoyeur sans les œuvres (voyages Montpellier-Tucson après l'arrivée des œuvres.)
- 1 nuit d'hôtel dans une ville américaine plus importante, point de départ du fret aérien (voir section V. C).
- 1 nuit d'hôtel dans une ville française plus importante, point d'arrivée du fret aérien (si le planning l'impose).
- 4 nuits (jusqu'à 6 nuits si le planning l'impose) dans un hôtel à proximité du lieu d'exposition à Montpellier.
- 7 jours (jusqu'à 9 jours si le planning l'impose) de défraiements correspondant à 100 USD (cent dollars américains) par jour.
- Forfait de 100 USD (cent dollars américains) pour le transit aéroportuaire.

Déplacement du lieu de fin d'exposition (Pavillon Populaire ou un autre lieu agréé par le PRÊTEUR dans l'Union Européenne) à Tucson

- Billet d'avion en classe affaires lors de l'accompagnement des œuvres, classe touriste lors du déplacement du convoyeur sans les œuvres pour le rapatriement des œuvres (Tucson – Montpellier ou autre lieu de l'Union Européenne).
- 4 nuits (jusqu'à 6 nuits si le planning l'impose) dans un hôtel à proximité de la galerie du lieu de fin de l'exposition.
- 1 nuit d'hôtel dans une ville plus importante, point de départ du fret aérien (si le planning l'impose).
- 1 nuit d'hôtel dans une ville américaine plus importante, point d'arrivée du fret aérien, avant le transport par camion à Tucson (voir section V. C).
- 7 jours (jusqu'à 9 nuits si le planning l'impose) de défraiement correspondant à 100 USD (cent dollars américains) par jour.
- Forfait de 100 USD (cent dollars américains) pour le transit aéroportuaire.

VIII. COMPTES-RENDUS D'ETAT DES OEUVRES ET PROCEDURES EN CAS DE PERTE OU DOMMAGES

A. Comptes-rendus d'état des œuvres

Le PRÊTEUR fournira un livret contenant un compte-rendu de l'état initial avec une image fac-similé de chaque œuvre exposée. Les comptes-rendus seront annotés, signés et datés par un membre du personnel habilité au moment du déballage et lors du remballage. Tout au long de leur présence sur les lieux d'exposition, les œuvres devront subir un contrôle hebdomadaire mené par une personne qualifiée travaillant dans le service approprié. Toute modification de l'état devra être mentionnée dans le compte-rendu d'état et immédiatement signalée au

PRÊTEUR selon la procédure décrite ci-dessous. Si une œuvre s'avère être instable ou dans un état qui la rend vulnérable, L'ORGANISATEUR doit immédiatement signaler ce fait au PRÊTEUR, retirer l'œuvre de l'exposition et l'enfermer dans un local prévu pour le stockage de collections muséales.

B. Mesures d'urgence

Aucune œuvre ne doit être retirée de son cadre ou de son support permanent ; L'ORGANISATEUR ne doit pas réparer, faire réparer une œuvre ou lui appliquer un traitement correctif sans l'autorisation écrite préalable du PRÊTEUR, sauf en cas d'urgence :

- 1) sur notification d'un représentant autorisé du PRÊTEUR
- 2) pour des procédures nécessaires à la prévention de menaces de dégâts ou pour empêcher la survenue de dégâts supplémentaires en cas d'accident, fuite d'eau, incendie, inondation, tremblement de terre ou toute autre menace dans des circonstances ne laissant pas le temps de prendre contact avec le personnel du PRÊTEUR.

C. Procédures en cas de dommages ou de vol

1. Si une œuvre est endommagée, perdue ou volée, voire objet de mesures d'urgence, d'altération de son état ou si son retrait s'impose, L'ORGANISATEUR doit, dans chacun de ces cas, immédiatement le documenter et en rendre compte auprès du PRÊTEUR en appelant au +1 520 626 5208 ou au +1 520 248 9261. Si le Conservateur du Centre n'est pas immédiatement joignable, L'ORGANISATEUR doit appeler le Concepteur/Assistant d'exposition du Centre au +1 520 307 1756. Dans de tels cas, L'ORGANISATEUR doit suivre les instructions du personnel autorisé du Centre au sujet des œuvres concernées.
2. Tout dommage ou changement documenté de l'état d'une œuvre sera photographié au moment même de sa constatation et le(s) photographie(s) jointe(s) à un rapport écrit décrivant : le dommage ou la détérioration, le cas échéant, les mesures prises par L'ORGANISATEUR, l'état de l'œuvre et les recommandations de L'ORGANISATEUR. Un exemplaire du rapport doit être adressé par mail ou par fax (parkert@ccp.library.arizona.edu, +1 520 626 9444) à l'attention du Conservateur du Centre et un exemplaire papier envoyé par courrier express. L'ORGANISATEUR doit rapidement fournir toute information complémentaire que le PRÊTEUR pourrait raisonnablement demander concernant l'incident.
3. Dans des situations exigeant une intervention immédiate, le personnel autorisé du Centre peut donner son accord verbal, ainsi que des instructions, suivis d'une confirmation écrite, concernant toute prise en charge nécessaire d'une œuvre. Une fois l'autorisation accordée par le PRÊTEUR, L'ORGANISATEUR doit exiger de la personne chargée du traitement de l'œuvre concernée qu'elle documente dans son intégralité tout traitement exécuté et joigne cette documentation au livret du compte-rendu d'état, ainsi qu'une copie de l'autorisation écrite du PRÊTEUR autorisant un tel traitement.

IX. ENVIRONNEMENT

A. Niveaux de soins

L'ORGANISATEUR s'assurera du maintien des niveaux adéquats de contrôle environnemental dans les espaces où les œuvres et leurs emballages sont stockés ou exposés ; une attention toute particulière sera accordée au maintien des justes niveaux de luminosité et d'humidité. Aucune œuvre ne doit être mise en contact direct avec des dispositifs d'éclairage, de chauffage, de climatisation, de ventilation ou de distribution de courant électrique. L'ORGANISATEUR interdira le stockage, le service ou la consommation de nourriture et/ou de boissons dans les espaces où les œuvres sont stockées ou exposées.

B. Température et humidité relative

Une température constante de 19 à 23 degrés doit être maintenue ; la température ne doit pas varier de plus de 2 degrés au cours d'une période de 24 heures.

Le niveau d'humidité relative doit être maintenu à 45 % +/- 5%. Le niveau d'humidité relative ne doit pas varier de plus de 5 % au cours d'une période de 24 heures.

C. Luminosité

L'ORGANISATEUR ne doit pas permettre qu'une œuvre soit exposée à la lumière du soleil, à des éclairages fluorescents (sauf si les lampes sont munies de filtres à ultraviolets) ou à un niveau de luminosité excessif. Le niveau de luminosité requis pour des œuvres photographiques artistiques et autres objets sensibles à la lumière est de 10 pieds-bougies. En dehors des heures d'ouverture, les galeries doivent être maintenues dans le noir, sans veilleuses à proximité des pièces exposées.

X. MENTION DU CREDIT

L'ORGANISATEUR fera mention du crédit, de manière appropriée et suivant accord mutuel, et exprimera son soutien à l'exposition. Les parties se concerteront de façon continue à ce sujet. En toute occasion où elle sera mentionnée, par voie de presse et d'affichage notamment, l'ORGANISATEUR devra toujours faire figurer la mention suivante :

Center for Creative Photography, Université d'Arizona: Collection W. Eugene Smith
Center for Creative Photography, University of Arizona: W. Eugene Smith Archive

L'ORGANISATEUR affichera ce crédit *a minima* près de l'entrée de l'espace d'exposition. Le cas échéant, il sera fait mention des sponsors de l'ORGANISATEUR conformément aux emplacements et formats stipulés.

XI. PHOTOGRAPHIE, PUBLICITE ET CREDITS

A. Copyright

1. Moyennant autorisation écrite du/des détenteur(s) de copyright, le PRÊTEUR autorise par le présent contrat l'ORGANISATEUR à utiliser, distribuer et reproduire des images sélectionnées à des fins de promotion et de publicité autour de l'exposition, ainsi que pour la scénographie, les archives et les besoins pédagogiques en lien direct avec l'exposition. Le PRÊTEUR ne mettra pas à disposition d'images numérisées sans autorisation expresse du/des détenteur(s) de copyright.
2. Il est entendu que les héritiers de W. Eugene Smith sont les propriétaires exclusifs des copyrights et de tous les droits y attachés des œuvres du Centre, ainsi que des images incluses, au même titre que des autres œuvres de W. Eugene Smith.
3. L'ORGANISATEUR doit exiger que toute utilisation par la presse des images de W. Eugene Smith fasse mention du copyright et du nom du PRÊTEUR, tel que spécifié ci-dessous.
4. L'ORGANISATEUR s'engage à s'assurer que toute reproduction d'image portera les mentions d'identification exactes, selon les spécifications du bureau des droits et de reproduction du PRÊTEUR. Tout élément reproduisant un travail de W. Eugene Smith, créé en rapport avec l'exposition, portera la mention de copyright suivante :
 - a. En cas de reproduction d'une seule œuvre, la mention sera la suivante (titre et date appropriés) : *[titre], ©Héritiers de W. Eugene Smith, Collection Center for Creative Photography, Université d'Arizona*
 - b. En cas de reproduction d'œuvres regroupées (par exemple dans une brochure ou une revue de presse), une seule mention globale suffira, comme suit : *Ensemble des œuvres de W. Eugene Smith ©Héritiers de W. Eugene Smith, Collection Center for Creative Photography, Université d'Arizona.*
 - c. En cas d'espace restreint, la mention peut être raccourcie comme suit : *©Héritiers de W. Eugene Smith.*

B. Matériels promotionnels et pédagogiques

1. Le PRÊTEUR ne fournira à l'ORGANISATEUR que des matériels destinés à la planification interne, à la pédagogie et à la collecte de fonds. La reproduction de ces matériels dans un tout autre contexte est interdite.
2. L'ORGANISATEUR sera également en droit de reproduire les œuvres mises à disposition par le PRÊTEUR pour des invitations, flyers, brochures et tickets d'entrée courants, ainsi que pour du matériel promotionnel destiné à annoncer et valoriser l'exposition. Les formats, mises en page, sélections d'images

et autres éléments significatifs de toute pièce reproduisant toute œuvre mise à disposition par le PRÊTEUR seront soumis au contrôle et à l'approbation du PRÊTEUR.

3. Au cours de la campagne de promotion de l'exposition, l'ORGANISATEUR sera en droit de faire un usage raisonnable des reproductions des œuvres mises à disposition par le PRÊTEUR pour des annonces exclusivement destinées à la publicité et à la promotion de l'exposition. Les droits de publicité doivent être convenus avec le détenteur du copyright ou son représentant : M. Kevin SMITH.
4. Aucun matériel publicitaire ou promotionnel ne peut être vendu (ou utilisé comme prime pour promouvoir la vente d'autres produits) ; aucune pièce seule ne peut porter de reproductions de plus de vingt (20) œuvres mises à disposition par le PRÊTEUR, sans l'autorisation écrite préalable du PRÊTEUR.
5. Tout imprimé comportant des images doit faire mention du copyright.
6. Les reproductions ne doivent pas être rognées, à fond perdu, avec un texte en surimpression, ni modifiées en aucune façon. L'ensemble des crédits documentaires et photographiques doit figurer soit à côté de la reproduction, soit sur la page en regard, soit à son verso.
7. Il doit également être fait mention imprimée du copyright et du versement de droits, mais cette mention peut figurer dans une partie séparée.

C. Mention du crédit

L'ORGANISATEUR s'assurera que tout matériel imprimé fera mention du crédit de l'exposition (voir section X).

D. Photographies de l'installation

1. L'ORGANISATEUR interdira toute prise de vue de l'exposition par les visiteurs. Tout enregistrement par caméra, vidéo ou photographie par des personnes n'appartenant pas à la presse ou à d'autres média exige l'accord préalable du PRÊTEUR. L'exposition ne peut être photographiée qu'en gros plan et par des photographes professionnels accrédités par l'ORGANISATEUR. Ces photographies en gros plan ne peuvent être utilisées qu'à des fins d'archivage, de pédagogie et de publicité en relation avec cette exposition.
2. Toute personne autorisée par l'ORGANISATEUR à photographier l'exposition devra être accompagnée et contrôlée par un ou plusieurs membres du personnel des lieux d'exposition qui pourra intervenir à tout moment s'ils jugent que la sécurité des œuvres pourrait être menacée. Toute prise de vue professionnelle doit se conformer à ce qui suit :
 - a. Aucun photographe ne doit toucher aucune des œuvres, y compris les cadres, caches, supports, socles ou tout autre élément d'exposition.
 - b. Dans certaines circonstances, l'exposition pourra être photographiée en utilisant un éclairage complémentaire, mais uniquement dans le cas où cet éclairage est indirect et que les prescriptions suivantes sont respectées : les lampes doivent se situer à plus de trois mètres de l'œuvre et ne pas être dirigées vers elle ; les lampes et leurs supports ne seront pas disposés de sorte qu'ils génèrent une chaleur qui pourrait mettre en danger tout objet ou de sorte qu'un support déséquilibré pourrait heurter l'œuvre.

E. Eléments à fournir au PRÊTEUR

Dans les six mois suivant la clôture de l'exposition, l'ORGANISATEUR devra fournir au PRÊTEUR un rapport sur le déroulé de l'exposition incluant des copies des communiqués de presse, des chiffres de fréquentation et une revue de presse.

XII. PUBLICATIONS

L'ORGANISATEUR mettra gracieusement à disposition du PRÊTEUR dix (10) exemplaires du catalogue de l'exposition.

XIII. MODALITES FINANCIERES

A. Prix de location de l'Exposition

L'ORGANISATEUR s'engage à payer au PRÊTEUR la somme de **32 437 EUR (trente deux mille quatre cents trente sept euros)** équivalent à 43 500 USD (quarante trois mille cinq cent dollars américains), pour la location de cette

exposition. Un premier versement de la moitié de la somme, soit **16 218 EUR, seize mille deux cents dix huit euros** (21 750 USD, vingt et un mille sept cent cinquante dollars américains) sera payable suivant acceptation du présent contrat par l'ORGANISATEUR, au maximum le 11 janvier 2012, et le solde de **16 219 EUR, seize mille deux cents dix neuf euros** (21 751 USD, vingt et un mille sept cent cinquante et un dollars américains) sera dû, avant la date d'inauguration de l'exposition, par l'Organisateur. Le PRÊTEUR facturera l'ORGANISATEUR pour chaque tranche de paiement du prix de location. Les paiements doivent être versés par chèque ou par virement bancaire à l'ordre de The University of Arizona, Center for Creative Photography dans les 30 jours calendaires suivant la réception de la facture.

B. Prix de location pour d'autres lieux

Pour chaque autre lieu éventuel de diffusion de l'exposition, l'ORGANISATEUR s'engage à payer au PRÊTEUR la somme de 4730 EUR (quatre mille sept cents trente euros) soit 6 500 USD (six mille cinq cent dollars américains.) Cette somme sera payée au PRÊTEUR dans les 30 jours calendaires suivant l'inauguration de l'exposition.

C. Autres responsabilités

L'ORGANISATEUR s'engage également à :

- (1) s'acquitter des frais de transport précisés en section V.,
- (2) souscrire une assurance comme précisé en section III.
- (3) payer les frais d'un accompagnateur désigné par le PRÊTEUR pour les transferts internationaux entre les lieux de démarrage et de fin de l'exposition, comme précisé en section VII.

L'ORGANISATEUR supportera tous les frais de présentation de l'exposition, y compris mais non limité à, l'assurance des œuvres, la promotion, la publicité, les vernissages, le déballage et le remballage des œuvres, les frais de transports internationaux et locaux, les frais d'installation, de stockage des caisses et des emballages (à l'intérieur ou en dehors des locaux de l'ORGANISATEUR, si nécessaire), des documents pédagogiques, d'animation et liés aux réceptions.

D. Sponsors

L'ORGANISATEUR pourra rechercher un financement par *sponsoring* pour couvrir les coûts de présentation de l'exposition, y compris tous les frais locaux et les frais de participation de l'ORGANISATEUR (ensemble, les « Frais locaux »). Afin d'éviter des conflits de *sponsoring*, si l'ORGANISATEUR recherche du *sponsoring* pour couvrir ses Frais locaux, il accepte de consulter Trinity Parker, Conservateur du Centre, et d'obtenir ainsi l'autorisation du PRÊTEUR avant d'accepter un tel *sponsoring*. Le PRÊTEUR s'engage à ne pas refuser ou retarder son accord au-delà d'un délai raisonnable.

E. Taxes

Il est entendu que le montant mentionné ci-dessus en tant que prix de location de l'exposition doit représenter la somme effectivement encaissée par le PRÊTEUR, nette de tous impôts ou taxes qui pourraient être levés par les autorités gouvernementales ou de réglementation des pays concernés (« Taxes »). Toutes les taxes doivent être exclusivement supportées et payées par l'ORGANISATEUR. Toutefois, sur demande de l'ORGANISATEUR, le PRÊTEUR devra fournir les documents et des informations nécessaires qui peuvent être raisonnablement demandés pour permettre à l'ORGANISATEUR de récupérer auprès des autorités concernées tout ou partie des taxes versées. L'ORGANISATEUR sera en droit, le cas échéant, de conserver les sommes ainsi récupérées pour son propre compte.

F. Remboursement

Il est entendu que le PRÊTEUR, si l'ORGANISATEUR le lui demande pour des raisons d'efficacité et de simplicité, peut choisir de payer certains de ces frais pour le compte de l'ORGANISATEUR. L'ORGANISATEUR doit rapidement rembourser le PRÊTEUR de toute dépense ainsi acquittée.

XIV. GARANTIES ET RESPONSABILITE

A. Relevant du PRÊTEUR

Le PRÊTEUR déclare que :

- (1) il dispose du pouvoir et de l'autorité de conclure et d'exécuter le présent contrat,
- (2) les objets prêtés sont sa propriété, libres de tous privilèges, servitudes ou droits de tiers
- (3) les œuvres mises à disposition par le PRÊTEUR, faisant partie de l'exposition et expressément agréées par le PRÊTEUR pour chaque usage particulier, n'enfreignent aucun *copyright* ou autre droit de toute personne physique ou morale.

B. Relevant de l'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR déclare, garantit et assure que

- (1) il dispose du pouvoir et de l'autorité de conclure et d'exécuter le présent contrat,
- (2) il respectera l'ensemble des dispositions du présent contrat
- (3) il ne fera pas usage, ni ne permettra de faire usage d'aucune œuvre mise à disposition par le PRÊTEUR, ni d'aucun autre objet ou œuvre de W. Eugene Smith prêté pour l'exposition, ni d'aucun droit accordé par les présentes qui pourrait être en violation du *copyright* ou de tout autre droit de toute personne physique ou morale.

C. Responsabilités

En ce qui concerne le non-respect par l'une ou l'autre des parties des déclarations et garanties citées dans les présentes, la partie fautive accepte la responsabilité de tout coût, perte, dommage documenté ou frais qu'entraînerait ce non-respect.

XV. ARBITRAGE, LITIGES, LIMITATION DES RESPONSABILITES ET INDEMNISATION

A. Arbitrage

Les parties conviennent qu'en cas de litige relatif au présent contrat et si aucune partie ne demande de compensation autre que financière, dans une limite maximum de trente-six mille quatre cent euros (36 400 EUR) soit cinquante mille dollars américains (50 000 USD), hors intérêts, coûts et honoraires d'avocats, elle porteront l'affaire pour arbitrage suivant la loi uniforme sur l'arbitrage révisée (*Revised Uniform Arbitration Act, A.R.S*) §12-3001 et suivants (la « Loi ») dont les dispositions s'appliquent à l'interprétation, à l'application et aux procédures conformément aux termes de ce paragraphe. Sauf disposition contraire de la Loi, la décision d'arbitrage sera définitive et engagera les deux parties.

B. Non-respect des responsabilités contractuelles

L'ORGANISATEUR accepte que, dans aucun cas, des dommages payables par le PRÊTEUR et résultant d'un non-respect de sa part des dispositions du présent contrat ne pourront dépasser le montant des frais de participation effectivement versés au PRÊTEUR et qu'en aucun cas l'ORGANISATEUR ne sera en droit de percevoir, outre le montant de ses dommages ou remboursements réels décrits ci-dessus, des dommages indirects, accessoires, spécifiques ou dissuasifs. Les parties ayant convenu que la solution de remboursement définie ci-dessus, incluant les dommages réels ainsi limités, est juste et adéquate et sera le seul recours de l'ORGANISATEUR.

C. Indemnisation

Excepté dans la mesure où le PRÊTEUR ou ses représentants ont fait preuve de négligence, l'ORGANISATEUR accepte de dégager le PRÊTEUR de sa responsabilité, de l'indemniser et de le défendre contre toute réclamation, tous dommages, toutes pertes et dépenses, y compris mais non limité aux honoraires raisonnables d'avocat et débours revendiqués auprès du PRÊTEUR ou subis par lui en relation avec ou découlant du présent contrat ou de l'exposition réalisée par l'ORGANISATEUR.

XVI. PROCEDURES LEGALES ; SAISIE DES ŒUVRES

Si toute action ou procédure légale est entreprise impliquant l'exposition ou en relation avec elle, et que soit l'ORGANISATEUR, soit le PRÊTEUR y est cité comme défendeur ou répondant, l'ORGANISATEUR s'engage à en informer rapidement le PRÊTEUR et à coopérer avec le PRÊTEUR concernant toute œuvre qui ferait l'objet d'une

telle action ou procédure dans tout litige qui pourrait s'ensuivre. Si une citation, une plainte ou autre action légale ou revendication de propriété ou de droit de propriété est notifiée, revendiquée ou entreprise à l'encontre de l'ORGANISATEUR, du PRÊTEUR ou de toute œuvre, dans l'objectif de s'octroyer, prendre possession de ou de saisir une quelconque œuvre dans l'exposition, l'ORGANISATEUR s'engage, dans la pleine mesure où la loi l'y autorise, à s'opposer à un tel octroi ou saisie et à se défendre ou à défendre le PRÊTEUR, à protéger l(es) œuvre(s) contre de telles actions ou revendications et, dans tous les cas, à entreprendre toutes les démarches légales à sa disposition afin d'informer immédiatement le PRÊTEUR de toute tentative au moyen d'une procédure légale ayant pour objet la prise de possession ou la saisie d'une œuvre de l'exposition avant que toute saisie soit autorisée ou que la propriété de l'œuvre soit transférée en conclusion d'une telle procédure.

XVII. DROIT DE RESILIATION ; FORCE MAJEURE

A. Cas de force majeure

Ni la galerie organisatrice, ni la galerie participante ne pourront être tenues pour responsables des dégâts provoqués par un retard ou un manquement dans l'exécution du présent contrat ou d'une quelconque de ses dispositions, ou d'un retard ou d'un manquement entraînant la résiliation du présent contrat, si un tel retard ou manquement entraînant cette résiliation provient d'une cause dépassant raisonnablement sa responsabilité, telle que, mais non limitée à : incendie, grève, pénurie de matériaux ou de carburant, guerre ou acte de guerre, mouvement de foule ou émeute, action des pouvoirs publics, retard ou manquement causé par les transports publics, séisme, tempête, inondation ou autre cas de force majeure, à condition toutefois que la partie notifiée à l'autre partie tout retard réel ou attendu, prenne des mesures raisonnables pour minimiser le retard et en corriger les effets et reprenne rapidement l'exécution de ses obligations après élimination de la cause du retard.

B. Motifs autres que le cas de force majeure

Si des circonstances autres qu'une force majeure obligent l'une ou l'autre partie à annuler l'exposition avant sa date d'inauguration, la notification doit en être faite par écrit.

1. Annulation par le PRÊTEUR

- a. Si, pour quelque raison que ce soit, autre qu'un cas de force majeure, le PRÊTEUR est obligé d'annuler l'exposition avant son inauguration sur le lieu d'exposition de l'ORGANISATEUR, le PRÊTEUR devra rembourser à l'ORGANISATEUR l'acompte déjà versé (déduction faite des dépenses directes du PRÊTEUR déjà intervenues) et l'ORGANISATEUR ne sera pas dans l'obligation de régler le solde des frais de location. Ce remboursement sera l'exclusif et unique recours de l'ORGANISATEUR en cas d'annulation ; le PRÊTEUR ne sera pas tenu pour responsable des dommages ou autres frais entraînés par une telle annulation.
- b. Si le PRÊTEUR est obligé d'annuler l'exposition avant son inauguration sur le lieu d'exposition de l'ORGANISATEUR en raison d'un manquement dans l'exécution du présent contrat par l'ORGANISATEUR, toutes les sommes déjà versées seront perdues et le solde du prix de location restera dû.

2. Annulation par l'ORGANISATEUR

- a. Si l'annulation intervient plus de 60 jours avant l'ouverture :
 - L'acompte du prix de location sera perdu.
 - Le PRÊTEUR facturera à l'ORGANISATEUR toute dépense excédant le montant de l'acompte.
 - L'ORGANISATEUR pourra chercher un lieu de remplacement. Si un tel lieu est trouvé, le PRÊTEUR devra l'agréer par écrit et l'ORGANISATEUR sera responsable de toute dépense non acquittée par le lieu de remplacement.
- b. Si l'annulation intervient moins de 60 jours avant l'ouverture :
 - L'acompte du prix de location sera perdu.
 - L'ORGANISATEUR devra régler le solde du prix de location.

- L'ORGANISATEUR pourra chercher un lieu de remplacement. Si un tel lieu est trouvé, le PRÊTEUR devra l'agréer par écrit et l'ORGANISATEUR sera responsable de toute dépense non acquittée par le lieu de remplacement.

XVIII. CONFLIT D'INTERETS

L'Arizona Board of Regents pourra résilier le présent contrat dans les trois ans suivant son exécution sans s'exposer à une pénalité ou autre obligation si une personne impliquée de manière significative dans la négociation, la rédaction, l'obtention ou la conclusion du présent contrat pour le compte de l'Arizona Board of Regents est employée pour quelque raison que ce soit par toute autre partie, ou devient le consultant de toute autre partie concernant l'objet du présent contrat alors que celui-ci ou l'un de ses éventuels avenants est toujours en vigueur.

XIX. INTEGRALITE DU CONTRAT

- A. Le présent contrat et ses annexes constituent l'intégralité de l'accord relatif à l'exposition entre le PRÊTEUR et l'ORGANISATEUR. Le présent contrat annule et remplace tout document, courrier, conversation et autre accord écrit ou verbal antérieur relatif au dit accord.
- B. Le présent contrat ne doit être amendé ou modifié qu'au moyen d'un document écrit signé par les deux parties ; aucune renonciation aux termes du présent contrat ne prendra effet à moins d'être écrite et signée par la partie renonciatrice.

XX. LOI APPLICABLE

L'interprétation, l'application et l'exécution du présent contrat seront soumises à la loi de l'Etat d'Arizona sans tenir compte d'un éventuel conflit de lois.

XXI. EGALITE DES DROITS

L'Arizona Board of Regents, agissant pour le compte de l'Université d'Arizona, doit respecter les règlements étatiques et fédéraux régissant l'égalité d'accès à l'emploi, la non-discrimination et l'immigration et le fera dans l'exécution du présent contrat.

XXII. SIGNATURES ; ENGAGEMENT

Conformément à ce qui précède, le PRÊTEUR, soit l'Arizona Board of Regents, agissant pour le compte de l'Université d'Arizona, le Center for Creative Photography et l'ORGANISATEUR affirment que la ou les personne(s) qui signe(nt) le présent contrat en leur nom est/sont dûment mandatée(s) pour ce faire. Ils affirment qu'ils ont conclu le présent contrat et l'ont fait signer en leur nom afin qu'il les lie devant la loi.

CENTER FOR CREATIVE PHOTOGRAPHY

Arizona Board of Regents agissant pour le compte de
l'Université d'Arizona, Center for Creative Photography

Par : _____

Nom : Leslie ERNETTE

Fonction : Administrateur des contrats

ORGANISATEUR

La Ville de Montpellier
1 place Georges Frêche
34267 Montpellier cedex 2, France

Pour Madame Le Maire, l'Adjoint délégué

Nom : Philippe SAUREL

Fonction : Adjoint au Maire délégué à la Culture

Exposition « *W. Eugene Smith : Pittsburgh, l'impossible labyrinthe (1955-1958)* » - Contrat de mise à disposition

Date : _____

Date : _____

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » :

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé » :

ANNEXE A.

Coordonnées des parties

PRÊTEUR

Télécopie +1 520 621 9444

Katharine Martinez

+1 520 621 7970

martinezk@ccp.library.arizona.edu

Trinity Parker, Conservateur

+1 520 626 5208 (ligne fixe)

+1 520 248 9261 (portable)

parkert@ccp.library.arizona.edu

Tim Mosman, Assistant

+1 520 307 1756 (portable)

mosmant@ccp.library.arizona.edu

Denise Gosé, Droits & Reproductions

+1 520 307 2830 (portable)

gosed@ccp.library.arizona.edu

ORGANISATEUR

Valérie Astésano, Directrice de la Culture et du Patrimoine de la Ville de Montpellier

valerie.astesano@ville-montpellier.fr

Gilles Mora, Directeur artistique du Pavillon Populaire

gilles.mora@ville-montpellier.fr

Madeline Faure, Responsable des lieux d'art et d'histoire

+33 (0)4 67 34 88 21 (ligne fixe)

+33 (0)4 67 34 88 90 (fax)

+33 (0)6 17 17 26 20 (portable)

madeline.faure@ville-montpellier.fr

Exposition « *W. Eugene Smith : Pittsburgh, l'impossible labyrinthe (1955-1958)* » - Contrat de mise à disposition

ANNEXE B. Liste des œuvres prêtées

Document de 20 pages fourni par le Center for Creative Photography, comprenant le détail des mentions et légendes et les images en vignettes des photographies de W. Eugene Smith prêtées dans le cadre de ce contrat de mise à disposition.

**Programme d'expositions au Carré Sainte Anne et
dans la salle Dominique Bagouet
Commissariat d'expositions 2012-2014
Convention pour l'année 2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il convient de redéfinir le mode de programmation des expositions présentées au Carré Sainte Anne et dans la salle Dominique Bagouet et de conférer à ces espaces une ligne artistique à long terme, par le biais d'un commissariat d'expositions pluriannuel ;
- Que Numa HAMBURSIN, de par ses réseaux professionnels locaux comme nationaux, la confiance d'importants collectionneurs et de conservateurs de musées dont il bénéficie au regard de son travail critique sur l'art moderne et contemporain, ainsi que grâce à sa riche expérience en tant que commissaire d'exposition indépendant, est la personne la plus indiquée pour assurer les missions relatives à la direction artistique du Carré Sainte-Anne et de la salle Dominique Bagouet, respectivement dédiées à des expositions d'art contemporain d'envergure nationale pour la première et à des expositions explorant les grandes figures régionales de l'art et du patrimoine pour la seconde ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinea du Code des Marchés Publics, l'approbation de ce contrat de commissariat d'exposition peut se faire sans publicité ni mise en concurrence préalables

Décide en conséquence :

- D'approuver le programme d'expositions au Carré Sainte Anne et dans la salle Dominique Bagouet pour la période janvier 2012- décembre 2013, ainsi que la convention de commissariat d'exposition pour l'année 2012 joints en annexe ;
- De confier cette mission à Monsieur Numa Hambursin, pour un montant de 24 000.00 € d'honoraires et 4 000.00 € maximum de frais de déplacement, d'hébergement et de restauration pour l'année 2012 ;

- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 09/01/2012
Notifiée le :

CONVENTION DE COMMISSARIAT D'EXPOSITIONS POUR L'ANNEE 2012

ENTRE LES SOUSSIGNES:

Monsieur Numa HAMBURSIN

Demeurant :

Raison sociale :

ci-après dénommé (e) « **LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION** »

D'UNE PART,

ET

LA VILLE DE MONTPELLIER

Représentée par Madame Hélène MANDROUX, Maire, agissant *es*-qualités en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 27 juillet 2009,

ci-après désignée par le terme « **L'ORGANISATEUR** »

D'AUTRE PART,

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION :

- Conception d'un programme d'expositions 2012-2014 pour le Carré Sainte-Anne - espace d'art contemporain de la Ville de Montpellier (*sis* rue Sainte Anne, 34000 Montpellier.)
- Réalisation de la première année du commissariat général des expositions de cet équipement municipal de janvier à décembre 2012 inclus.
- Commissariat direct de deux expositions sur cette période.
- Commissariat des expositions de la salle Dominique Bagouet

Comme défini dans le cahier des charges joint en annexe au présent contrat.

ARTICLE 2 – MONTANT DU COMMISSARIAT :

L'ORGANISATEUR versera au COMMISSAIRE D'EXPOSITION pour la conception du programme d'expositions 2012-2014, la coordination des expositions et le commissariat direct de deux expositions du Carré Sainte-Anne en 2012, la somme de **20 000 € TTC** soit vingt mille euros toutes taxes comprises. Il est également convenu de verser au commissaire d'exposition la somme de **4 000 € TTC** par exposition organisée dans la salle Dominique Bagouet. Une exposition est prévue dans cette salle en 2012, puis trois expositions annuelles à compter de 2013.

Les frais de déplacement, d'hébergement et de restauration du COMMISSAIRE D'EXPOSITION dans le cadre de ses recherches et de sa participation aux montages d'expositions sont à la charge de l'ORGANISATEUR pour un montant maximum de 4 000 €, remboursables sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 3 - RÉGLEMENT

Premier versement : 4000 € à la signature du contrat – janvier 2012

Deuxième versement : 4000 € - mars 2012.

Troisième versement : 4000 € - juin 2012

Quatrième versement : 4000 € - septembre 2012

Cinquième versement : 4000 € - novembre 2012

Sixième versement : 4000 € - janvier 2013

Et jusqu'à 4000 € de remboursements de frais sur la période de janvier à décembre 2012, sur présentation de justificatifs.

Compte bancaire : N°

Agence :

Adresse :

Les factures, accompagnées du bon de commande, devront être envoyées à l'adresse suivante : Mairie de Montpellier, Direction des Finances, 1 place Georges Frêche, 34267 Montpellier cedex 02.

ARTICLE 4 – CLAUSE JURIDIQUE

Le présent contrat sera interprété selon la législation française applicable aux contrats passés et exécutés en France. En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des Tribunaux de Montpellier, après épuisement des voies amiables.

Fait en trois exemplaires originaux.

À Montpellier, le

LE COMMISSAIRE D'EXPOSITION

M. Numa HAMBURSIN

L'ORGANISATEUR

Pour Madame le Maire

L'Adjoint délégué

M. Philippe SAUREL

**Carré Sainte Anne, exposition Adrien SEGUIN en
2010**

**Acceptation du don d'un dessin à la Ville de
Montpellier**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville a organisé au Carré Sainte Anne, en 2010, une exposition consacrée au peintre montpelliérain Adrien SEGUIN, décédé en 2005 ;
- Que Madame Seguin, sa veuve, a souhaité remercier la Ville en offrant un dessin réalisé par l'artiste ;

Décide en conséquence :

- D'accepter le don de Madame Seguin, consistant en une œuvre abstraite sur carton de 0.55m sur 0.46m (technique : feutre, acrylique), dont une photographie est jointe en annexe ;
- De dire que l'œuvre sera ainsi intégrée au fonds municipal comprenant les œuvres de l'Artothèque ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

09/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 09/01/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: convention pour le suivi et l'assistance à
réalisation du site Internet dédié au projet Textopoly**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que M. Eli Commins est l'auteur du projet TEXTOPOLY, réseau d'écriture en ligne, premier projet du centre d'art contemporain la Panacée ;
- Qu'un marché de réalisation d'un site Internet et d'une application pour smartphone, dédiés à ce projet, a été attribué à l'entreprise Intactile Design ;
- Qu'il convient aujourd'hui de confier à l'auteur du projet le suivi et l'assistance à réalisation de ce site Internet et de son application pour smartphone ;
- Que, conformément à l'article 28 dernier alinea du code des marchés publics, compte tenu des circonstances, ce marché peut être passé sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Décide en conséquence :

- D'approuver la signature du contrat de suivi et d'assistance à la réalisation du site Internet et de l'application pour smartphone dédiés au projet Textopoly à M. Eli Commins, 11 rue Pixérécourt, 75020 Paris, pour un montant de 8000 € bruts, desquels seront déduits les cotisations et contributions à verser directement aux organismes sociaux compétents.
- De dire que cette somme sera versé en deux fois : 50% à la signature du contrat et 50% à la fin de la mission
- De dire que seront pris en charge les frais de déplacement, de restauration et d'hébergement de M. Eli Commins, sur présentation de justificatifs, pour un montant maximum de 2 000 € ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 09/01/2012
Notifiée le :

**CONTRAT DE PRESTATION ARTISTIQUE POUR LE SUIVI ET LA
PARTICIPATION A LA CONCEPTION DU SITE INTERNET DEDIE AU PROJET
TEXTOPOLY**

Entre

La Ville de Montpellier représentée par son Maire, Hélène MANDROUX, dûment autorisé en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du 2 avril 2008, complétée par la délibération n°2009/131 du 3 mars 2009.

Et

Monsieur Eli COMMINS, 11 rue Pixerecourt, 75020 PARIS

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet du contrat :

Monsieur Eli Commins a réalisé, pour le compte de la Ville de Montpellier, le projet TEXTOPOLY, réseau d'écriture urbain : premier projet mis en œuvre par le centre d'art contemporain la Panacée Cité des Artistes, il vise à créer une dynamique collective autour de cet établissement avant même son ouverture. Il permet de mobiliser les étudiants sur un projet artistique et culturel, de donner une couleur spécifique au projet tant en termes de contenu que de relations au public et de rendre perceptible une énergie créée en commun au moment de l'inauguration.

Ce projet doit à présent être intégré à un site internet et une application Smartphone dédiés, dont la réalisation a été confiée, après mise en concurrence, à l'entreprise Intactile Design.

ARTICLE 2 : contenu de la prestation :

- en tant qu'interlocuteur référent d'Intactile Design, Monsieur Eli Commins aura en charge le suivi et la participation à la conception et construction du site et de l'application (méthode agile). Il s'engage à assister à tous les rendez-vous de travail prévus avec Intactile Design à compter du 10 janvier 2012 et ce jusqu'à la livraison et mise en ligne du site et de l'application fin mars 2012.
- Il animera une nouvelle série d'ateliers avec les étudiants de la Panacée et encadrera les étudiants sélectionnés (entre 6 et 10 maximum) qui participeront aux réunions de travail avec Intactile Design, au lancement et à la modération du site.
- Pour élargir la participation au projet Textopoly : il proposera en concertation avec l'équipe de La Panacée des invitations à contribution à des artistes, auteurs, plasticiens et prospectera de nouveaux publics en s'appuyant sur des relais dans le milieu universitaire, à la ville (maisons pour tous, Agora des savoirs...), ateliers d'écriture....

ARTICLE 3 : Rémunération :

Monsieur Eli Commins percevra la somme forfaitaire de 8.000 € brut somme sur laquelle les cotisations AGESSA seront précomptées et versées directement à l'AGESSA par la Ville.

Un remboursement de frais de déplacement et de restauration sera réalisé à hauteur de 2.000 € maximum, sur présentation de justificatifs. Par ailleurs, Monsieur Eli COMMINS aura la possibilité de loger ponctuellement dans un des appartements loués par la Ville au centre d'art La Panacée.

857

ARTICLE 5: Modalités de règlement

Le règlement des sommes dues à l'auteur sera effectué au plus tard 30 jours après émission des factures, par virement au compte ouvert au nom de M. Eli Commins

Le forfait de rémunération sera versé pour moitié lors de la signature du contrat et pour moitié lors de la remise du projet final.

ARTICLE 6 : Clause attributive de juridiction

Toute contestation relative à l'interprétation ou à l'application de la présente convention et qui ne saurait être résolue à l'amiable est du ressort des Tribunaux compétents de la Ville de Montpellier.

Fait à Montpellier, le

Pour Madame le Maire,
L'Adjoint délégué,

Monsieur Eli COMMINS

Philippe SAUREL

**Attribution d'un marché passé selon
une procédure adaptée
Immeuble du 23 boulevard du Jeu de Paume
Travaux à frais avancés**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2209 du 02/09/2011 donnant délégation de signature à Michaël DELAFOSSE adjoint délégué ;
- Vu la décision du Tribunal de grande instance, par l'ordonnance du 16 septembre 2010, d'autoriser la Ville à réaliser d'office et aux frais de Mme FABRE les travaux de ravalement de l'immeuble du 23 boulevard du Jeu de Paume.

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder aux travaux d'office de ravalement de la façade et des pignons de l'immeuble situé au 23 boulevard du Jeu de Paume et de sa façade arrière impasse du Moulin d'Huile ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 30 novembre 2011, l'entreprise FACADE 34 a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise FACADE 34 pour un montant de 42.738,50 € HT ;
- d'autoriser Mme le Maire, son représentant ou M. l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à, la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville : Nature 2313 - Fonction 324 - Opération 06D01846.

Montpellier, le 25/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 26/01/2012
Notifiée le :**



Ville de

Montpellier



Direction Finances et
Contrôle de Gestion
Gestion Budgétaire et
Comptable

Extrait du registre des
décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision n° 2011/0562



Contrat de maintenance du logiciel de gestion comptable et financière ASTRE

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA, Adjoint au Maire ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier a acquis un logiciel spécialisé dans la gestion financière et comptable auprès de la société GFI Progiciels,
- Que le contrat de maintenance du logiciel « Astre » est arrivé à échéance,
- Que conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, la société GFI Progiciels, sise 145 boulevard Victor Hugo 93400 Saint-Ouen, a présenté une offre économiquement avantageuse,
- Il est donc proposé de retenir l'offre de la société GFI Progiciels pour une partie annuelle forfaitaire de 35 008.25 HT et pour une partie à bon de commande pour les prestations ponctuelles non imputables au fournisseur (selon le bordereau des prix porté en annexe 3 du contrat de maintenance). Le marché est conclu pour une période initiale de 1 an et est reconductible par période d'un an, pour une durée maximale de 3 ans.

Décide en conséquence :

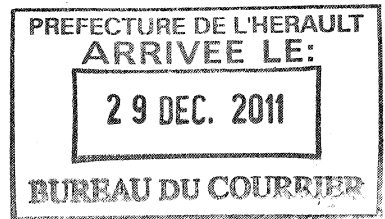
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué aux Finances à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville au chapitre 920 ;

Montpellier, le 29 DEC. 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :
Notifiée le :

CONTRAT DE SUIVI PROGICIEL(S)



Conclu entre :

La Ville de Montpellier

Représentée par

Agissant au nom et pour le compte de la collectivité **Ville de Montpellier**

Ci-après dénommée le CLIENT

D'une part,

Et :

GFI Progiciels, Société par actions simplifiée au capital de 7.977.991 euros, ayant son siège social 145 boulevard Victor Hugo 93400 Saint-Ouen, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Bobigny sous le numéro B 340 546 993, numéro SIRET 340 546 993 00320,

Représentée par Monsieur Pierre Chiarelli, Président, dûment habilité à l'effet des présentes

Ci-après dénommée le FOURNISSEUR

D'autre part,

SOMMAIRE

Préambule

- Article 1 - Définitions
- Article 2 - Objet du contrat
- Article 3 - Pièces constitutives du contrat
- Article 4 - Durée du contrat
- Article 5 - Exclusions
- Article 6 - Conditions financières
- Article 7 - Facturation et modalités de règlement
- Article 8 - Responsabilités
- Article 9 - Site de référence
- Article 10 - Confidentialité et secret professionnel
- Article 11 - Dispositions générales
- Article 12 - Prestations de support
- Article 13 - Maintenance
- Article 14 - Support et maintenance du module Kim'Stocks et de l'interface Astre-kim'stocks
- Article 15 - Prestations sur bons de commande
- Article 16 - Indisponibilité
- Article 17 - Pénalités

Annexes

PREAMBULE

Le FOURNISSEUR est propriétaire des progiciels définis à l'annexe 8. Il a concédé au CLIENT, le droit d'utilisation des modules listés à l'annexe 3, pour le site de référence décrit à l'annexe 2. Le droit d'usage du progiciel a également été concédé au Centre Communal d'Action Sociale de la Ville de Montpellier, ci-après dénommé le « CCAS », ainsi qu'à la Caisse des Ecoles.

Le CLIENT est informé que la prestation de suivi nécessite une collaboration active et régulière entre lui-même et le FOURNISSEUR. Cette obligation d'une collaboration active s'applique dans les mêmes conditions au FOURNISSEUR. A ce titre, en cas de difficulté, la collaboration nécessaire des parties les engage à s'alerter et à se concerter le plus vite possible afin de mettre en place, dans les meilleurs délais, la solution la mieux adaptée.

Le FOURNISSEUR a fourni au CLIENT toutes les informations et conseils nécessaires à la conclusion du présent contrat.

CECI RAPPELE, IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 - DEFINITIONS

1.1 Progiciel

En annexe 8 est précisé l'ensemble des fonctionnalités des progiciels regroupées en modules fonctionnels.

Le terme « progiciel » désigne les modules fonctionnels objet du droit d'usage concédé par le FOURNISSEUR (cf. annexe 3) comprenant les interfaces spécifiques développées pour la Ville de Montpellier ainsi que les éditions spécifiques, hors module Kim'Stocks et l'interface Astre-kim'Stocks.

Les progiciels sont constitués des programmes applicatifs et de la structure de la base de données. Ils sont conçus pour être utilisés par plusieurs utilisateurs en vue d'une même application ou d'une même fonction et sont exploités en environnement internet. Ils sont fournis sous la forme d'une version et d'un niveau dans cette version.

Le terme "progiciel" est étendu à la documentation qui décrit les modalités d'utilisation des programmes applicatifs.

1.2 SGBDR

Les progiciels utilisent pour leur exploitation courante le logiciel de la société ORACLE ci-après dénommé SGBDR, dans les conditions décrites à l'annexe 2.

1.3 MIDDLEWARE

Les progiciels exploités en architecture trois tiers utilisent un serveur d'application dont le logiciel et le système d'exploitation sont décrits à l'annexe 2. Le logiciel du serveur d'application est ci-après dénommé MIDDLEWARE.

1.4 INFOCENTRE

Certains progiciels utilisent pour leurs univers-OBJET, les modules du logiciel BUSINESS OBJECTS ci-après dénommé INFOCENTRE, dans les conditions décrites à l'annexe 2.

1.5 GENERATEUR

Les progiciels utilisent pour certaines de leurs éditions le logiciel de la société ACTUATE, ci-après nommé GENERATEUR.

1.6 Site de référence

Le terme « site de référence » désigne l'adresse et la configuration décrites en annexe 2.

La configuration est caractérisée par les plates-formes matérielles composées des serveurs de données et d'application et des postes de travail, la version des systèmes d'exploitation, la version du SGBDR, la version de l'INFOCENTRE, la version du MIDDLEWARE, la version du GENERATEUR, les logiciels de gestion du réseau y compris l'éventuel serveur de réseau et le nombre d'utilisateurs et/ou de CPU.

1.7 Anomalie

Un dysfonctionnement dû à un défaut de maîtrise des progiciels, de codification/paramétrage, d'exploitation (sauvegarde, archivage, restauration, gestion de la base de données, ...) ou de mise en œuvre des progiciels et de ses différentes versions par le CLIENT, n'est pas considéré comme une anomalie imputable au FOURNISSEUR

Une anomalie bloquante correspond à une anomalie bloquant le déroulement d'un acte de gestion dont les conséquences seraient préjudiciables pour le CLIENT et/ou affectant l'intégrité des données, sans possibilité d'appliquer une solution de contournement impliquant ainsi un retour à la procédure manuelle.

1.8 Formulaires

Le terme « Fiche Incident Progiciel » (F.I.P.) désigne le formulaire permettant au CLIENT de saisir le FOURNISSEUR à la suite de l'apparition d'un incident ou de transmettre une demande d'amélioration des fonctionnalités du progiciel (annexe 4.1).

Le terme « compte rendu de télémaintenance » (C.R.T.) désigne le formulaire utilisé par le FOURNISSEUR pour établir un compte rendu de l'intervention qu'il a effectuée en télémaintenance sur la configuration du site de référence (annexe 4.2).

ARTICLE 2 - OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat comporte une partie forfaitaire et une partie à bons de commande sans montant minimum ni maximum.

Au titre de la partie forfaitaire, le FOURNISSEUR s'engage à assurer au CLIENT le suivi des progiciels composé de prestations de support et de maintenance standard décrites respectivement aux articles 12.1 et 13.1 et de prestations de support et de maintenance optionnelles décrites aux articles 12.2 et 13.2 et mentionnées à l'annexe 3 ou intégrées au contrat via bon de commande.

Au titre de la partie à bons de commande, le FOURNISSEUR réalisera les prestations décrites à l'article 14 dans les conditions prévues à ce même article.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Le contrat est composé du présent document et de ses annexes :

- Annexe 1 – Tarifs unitaires
- Annexe 2 – Site(s) de référence
- Annexe 3 – Conditions financières
- Annexe 4 – Formulaires
- Annexe 5 – Correspondants
- Annexe 6 – Procédures d'accès
- Annexe 7 – Environnements techniques (systèmes d'exploitation et produits tiers) agréés
- Annexe 8 – Description du (des) progiciel(s)

ARTICLE 4 – DUREE DU CONTRAT

- 4.1 Le contrat prend effet à la date indiquée à la page de signature pour une durée ferme allant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours ; il est ensuite renouvelable expressément aux mêmes clauses, charges et conditions, par période annuelle, prenant effet au 1er janvier de chaque année, sous réserve de l'application des divers cas de résiliation prévus tant par la loi que par le présent contrat, sans toutefois pouvoir dépasser une durée totale de trois ans. Le CLIENT adressera sa demande de renouvellement expresse par lettre simple trois mois avant l'échéance annuelle fixée au 31 décembre.
- 4.2 Dans le cas où l'une des parties n'aurait pas l'intention de renouveler ce contrat à l'issue d'une période annuelle, elle devra en informer l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception parvenue trois mois au moins avant l'échéance annuelle, fixée au 31 décembre.
- 4.3 Dans le cas d'un manquement par l'une des parties aux obligations des présentes, non réparé dans un délai de trente jours à compter de la date d'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception notifiant les manquements par l'autre partie, cette dernière pourra faire valoir la résiliation du contrat sous réserve de tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre.

ARTICLE 5 - EXCLUSIONS

- 5.1 Les engagements du FOURNISSEUR pris au titre de ce contrat concernent les versions des systèmes d'exploitation, du SGBDR, de l'INFOCENTRE, du MIDDLEWARE et du GENERATEUR, agréées par le FOURNISSEUR et pour les progiciels :
- la nouvelle version diffusée par le FOURNISSEUR
 - la précédente version y compris ses mises à niveau, en cours d'exploitation par le CLIENT, pendant la période de mise en œuvre de la nouvelle version telle que précisée à l'article 13.
- 5.2 Toute prestation non expressément prévue par le présent contrat est réputée exclue du service de suivi, notamment les développements et interfaces réalisés spécifiquement pour le CLIENT et non intégrés dans l'objet du contrat (cf. annexe 3). Par ailleurs, les prestations prévues au contrat ne s'exercent pas dans les cas suivants :
- Modification des progiciels ou de la structure de la base de données par le CLIENT ou à son initiative, sans autorisation préalable écrite du FOURNISSEUR,
 - Apparition de problèmes causés par une utilisation des progiciels non conforme à la documentation associée,
 - Non mise en œuvre des mises à niveau et nouvelles versions des progiciels, dans les délais prévus à l'article 13.
 - Changement de tout ou partie des matériels, du réseau ou du système d'exploitation, les rendant non compatibles avec les progiciels, le SGBDR l'INFOCENTRE, le MIDDLEWARE ou le GENERATEUR, sauf agrément préalable par le FOURNISSEUR.

ARTICLE 6 - CONDITIONS FINANCIERES

- 6.1 Le présent contrat est conclu pour une redevance annuelle dont le montant est précisé en annexe 3 et pour les modalités de règlement précisées à l'article 7. Pour la durée ferme évoquée à l'article 4.1, le prix est calculé au prorata temporis sur la base de la

redevance annuelle en vigueur.

La redevance de suivi doit être mise à jour par avenant lorsque :

- le droit d'usage est étendu à de nouveaux utilisateurs ou à un nouveau site de référence ou à une nouvelle personne morale,
- le CLIENT a souhaité acquérir le droit d'usage de nouveaux modules applicatifs.
- de nouvelles prestations sont intégrées à la redevance.

La redevance de suivi pour la période annuelle restant à courir sera calculée au prorata temporis.

La partie à bons de commande concerne les prestations prévues à l'article 14 que le CLIENT pourra commander pour lui-même et/ou pour le compte du CCAS et/ou de la Caisse des écoles, sur la base des tarifs unitaires définis à l'annexe 1 et en vigueur à la date de la commande.

6.2 La TVA est appliquée au taux en vigueur à la date du fait générateur, correspondant à la date de constat des débits. Le taux valable à la date d'établissement du contrat est indiqué à l'annexe 3.

6.3 Les prix sont révisibles lors du renouvellement annuel, par application de la formule suivante :

$$P = P_o (0,125 + 0,875 S/S_o)$$

où

- P_o = prix de base qui figure aux annexes 1 et 3,
 P = prix après révision,
 S_o = est fixé à l'indice SYNTEC du mois d'octobre 2011.
 S = est le plus récent indice SYNTEC publié à la date de révision.

6.4 Le catalogue des prix présent en annexe 1 pourra être mis à jour par envoi recommandé avec accusé de réception sans qu'il soit nécessaire d'effectuer un avenant. Il sera intégré et applicable au présent contrat à sa date de réception par le CLIENT.

ARTICLE 7 - FACTURATION ET MODALITES DE REGLEMENT

7.1 Le FOURNISSEUR adresse au CLIENT une demande de paiement sur papier à en-tête comportant les indications suivantes :

- Les noms et adresse du CLIENT,
- Les références du contrat et de ses avenants éventuels,
- L'objet succinct des prestations effectuées,
- Le montant hors taxes et TTC de la redevance,
- L'identité du compte bancaire,
- Le détail du calcul de la révision des prix.

7.2 Les factures seront adressées à la personne responsable du contrat chez le CLIENT (cf. annexe 2).

7.3 Le CLIENT effectuera le règlement de la redevance annuelle selon les modalités précisées à l'annexe 3. Le paiement des prestations commandées en application de l'article 15 interviendra selon les modalités précisées à l'annexe 1:

- 7.4 Les paiements seront effectués au compte ouvert par le FOURNISSEUR auprès de la banque indiquée à l'annexe 3, selon les règles de paiement en vigueur.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITES

8.1 Responsabilité du FOURNISSEUR

Le FOURNISSEUR est responsable de la bonne exécution des prestations. Dans le cadre de ce contrat, il est soumis à une obligation de moyens. Le FOURNISSEUR s'engage à apporter tout le soin raisonnablement possible à l'exécution des prestations. En cas de non-respect par le FOURNISSEUR de ses obligations, il sera à la charge du CLIENT de prouver cette défaillance.

En cas de déclaration de responsabilité du FOURNISSEUR, celle-ci sera de plein droit, par la volonté des parties, limitée à la fourniture d'un progiciel dont l'anomalie relevée a été éliminée ou contournée.

Dépôt des sources

Le FOURNISSEUR dépose les sources des progiciels auprès de l'Agence pour la Protection des Programmes (association loi 1901 sise 249 rue de Crimée, 75019 Paris). Ce dépôt est effectué pour toutes les versions des progiciels objet du présent contrat. Conformément aux modalités de l'article 6 du règlement général de cet organisme, le CLIENT a accès à ces sources après un préavis de trente jours à compter de l'envoi d'une lettre de mise en demeure, envoyée en recommandé avec accusé de réception, dans les cas suivants :

- Prononcé d'un jugement d'ouverture de redressement judiciaire à l'encontre du FOURNISSEUR ou liquidation judiciaire de ce dernier.
- Inexécution totale des obligations prévues à la charge du FOURNISSEUR dans le cadre du contrat de suivi, après l'émission par le CLIENT d'une mise en demeure restée infructueuse.
- Expiration du contrat de suivi si un nouveau contrat de suivi du même type n'est pas proposé par le FOURNISSEUR,
- Arrêt de la maintenance d'un progiciel par le FOURNISSEUR sans qu'il ait proposé au CLIENT la concession du droit d'usage d'un autre progiciel à fonctionnalités équivalentes.

Lorsque le CLIENT a accès aux sources d'un progiciel, il ne peut les utiliser que dans la limite des droits d'usage qui lui ont été concédés.

Assurances

Le FOURNISSEUR doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des travaux ou prestations, objet du contrat.

Il doit produire, à toute demande du CLIENT, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

8.2 Responsabilité du CLIENT

Il incombe au CLIENT :

- de s'assurer que les structures de sa collectivité tiennent compte des nouvelles conditions résultant de l'emploi des progiciels et, le cas échéant, de prendre les mesures d'organisation nécessaires pour se prémunir contre toutes conséquences dommageables, directes ou indirectes, dues à l'utilisation des progiciels.
- de nommer un ou deux correspondants pour chaque domaine fonctionnel et pour l'informatique. L'ensemble de ces personnes, dont la liste est jointe en annexe 5, devra avoir été formé par le FOURNISSEUR aux fonctionnalités des progiciels auxquelles elles ont été affectées. Les correspondants informatiques devront en outre avoir été formés au système d'exploitation.
- d'affecter des personnels qualifiés et formés à l'utilisation des progiciels.
- de suivre les consignes d'exploitation des progiciels fournies par le FOURNISSEUR et de mettre en place en conséquence les procédures d'exploitation adaptées à son organisation et les points de contrôle et mécanismes de sécurité appropriés à la sauvegarde et à la remise en état des données, en cas d'incident dans le déroulement des programmes.

Le CLIENT est en outre responsable :

- de la constitution d'un double de l'ensemble des documents, fichiers et supports utiles à l'exploitation des progiciels,
- de la protection des données enregistrées,
- des résultats obtenus et de toutes les conséquences, directes ou indirectes, qui pourraient découler de leur utilisation,
- de maintenir la compatibilité entre les niveaux du SGBDR, de l'INFOCENTRE, du MIDDLEWARE, du GENERATEUR et des systèmes d'exploitation (notamment réseau et postes de travail) mis en œuvre par le CLIENT et ceux attendus par les progiciels applicatifs.

Livre de bord

Le CLIENT doit tenir à jour le livre de bord fourni par le FOURNISSEUR.

Outre les informations issues de l'exploitation, le CLIENT conserve les Fiches Incidents Progiciel, les Comptes Rendus de Télémaintenance, les Rapports d'Interventions, les documentations des différentes versions et les comptes rendus d'installation de celles-ci. Le FOURNISSEUR peut consulter le livre de bord lors de sa venue sur le site du CLIENT.

Gestion des correspondants

En cas de changement d'un des correspondants nommés en annexe 5, le CLIENT doit en avertir par écrit le FOURNISSEUR avec un préavis d'un mois, en indiquant le nom du remplaçant. Celui-ci devra nécessairement avoir été formé par le FOURNISSEUR à l'ensemble des fonctionnalités et procédures du domaine auquel il est affecté. Les correspondants informatiques devront en outre avoir été formés au système d'exploitation. Toute modification relative à l'annexe 5, communiquée par le CLIENT au FOURNISSEUR et réalisée après agrément de ce dernier, sera intégrée au présent contrat sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

8.3 Propriété et protection des droits

Le droit accordé au CLIENT s'entend du droit d'utiliser les progiciels pour ses besoins de fonctionnement internes uniquement. Ce droit est exclusif de tout autre et interdit de traduire, d'adapter, d'arranger ou de modifier les progiciels, le FOURNISSEUR se réservant expressément le droit de corriger les anomalies.

Le CLIENT s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour que ses préposés qui ont accès au progiciel respectent les droits susvisés. Dans le cas contraire, il garantit le FOURNISSEUR contre leurs agissements.

Le FOURNISSEUR conserve le droit de disposer et d'utiliser librement tous les éléments de savoir-faire qu'il a pu acquérir au cours de l'accomplissement de sa mission chez le CLIENT. Le CLIENT ne peut s'opposer à ce que les prestations réalisées pour son compte soient citées à titre de référence par le FOURNISSEUR, mais doit en être préalablement informé par écrit.

ARTICLE 9 – SITE DE REFERENCE

Le CLIENT est tenu de communiquer au FOURNISSEUR, en complétant l'annexe 2, la configuration d'exploitation, l'adresse du site de référence, les numéros de téléphone et de télécopie correspondants, les prestations étant limitées à cette localisation.

9.1 Changement majeur relatif à l'environnement

On entend par "changement majeur relatif à l'environnement" tout changement d'une ou plusieurs caractéristiques du site de référence qui affecte la compatibilité d'un progiciel avec l'environnement ainsi modifié.

Tout changement d'une plate-forme matérielle, d'un des systèmes d'exploitation, du SGBDR, de l'INFOCENTRE, du MIDDLEWARE ou du GENERATEUR, décrits à l'annexe 2 est considéré comme un changement majeur relatif à l'environnement quand la nouvelle caractéristique n'a pas été agréée par le FOURNISSEUR.

Toute modification relative à l'annexe 7, communiquée par le FOURNISSEUR au CLIENT par courrier, fax, mail ou mise à disposition sur Webinfo, sera intégrée au présent contrat sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Le CLIENT devra avoir modifié les caractéristiques de son site de référence conformément aux préconisations de la nouvelle annexe 7, avant la date limite indiquée par le FOURNISSEUR. Dans le cas contraire, le FOURNISSEUR n'est plus tenu d'assurer les prestations de suivi prévues par le présent contrat et ne pourra être tenu pour responsable d'un quelconque dysfonctionnement qui résulterait du non-respect de ses préconisations.

Si le CLIENT envisage un changement majeur relatif à l'environnement, il s'engage à en avertir le FOURNISSEUR par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si le FOURNISSEUR ne dispose pas dans son catalogue public d'une version de ses progiciels compatible avec l'environnement envisagé, il en informe le CLIENT par lettre recommandée avec accusé de réception dans les trente (30) jours suivant réception de la lettre recommandée visée au paragraphe ci-dessus. Si le CLIENT maintient, dans ce cas, le changement majeur de l'environnement, le FOURNISSEUR n'est plus tenu d'assurer les prestations de suivi prévues par le présent contrat de suivi progiciel.

Si le FOURNISSEUR dispose dans son catalogue public d'une version de ses progiciels compatible avec l'environnement envisagé, il en informe le CLIENT et s'engage à lui livrer cette version en remplacement de la précédente version dans les conditions suivantes :

- Le CLIENT doit confirmer au FOURNISSEUR la modification de l'environnement envisagé par lettre recommandée avec accusé de réception dans les quatre (4) mois précédant la réalisation de la dite modification, pour en permettre sa

planification.

- Le FOURNISSEUR s'engage à fournir au CLIENT la version des progiciels compatible avec l'environnement envisagé. En revanche, au titre du présent contrat de suivi progiciel, le FOURNISSEUR ne fournit pas les changements de niveau et/ou de version des systèmes d'exploitation ni du SGBDR ni de l'INFOCENTRE ni du MIDDLEWARE ni du GENERATEUR, sauf si la maintenance de ceux-ci est prévue à l'annexe 3.
- L'installation de cette version de ses progiciels compatible avec le nouvel environnement, est de la responsabilité du CLIENT. Il en est de même du changement de l'environnement d'utilisation des progiciels.
- L'installation de cette version doit coïncider avec le changement de l'environnement d'utilisation des progiciels. Le FOURNISSEUR ne saurait être tenu responsable des conséquences du non-respect de cette simultanéité par le CLIENT.
- Si le CLIENT était amené à demander l'assistance du FOURNISSEUR pour effectuer ce changement majeur d'environnement et/ou l'installation de la version compatible des progiciels, le FOURNISSEUR établirait un devis et n'interviendrait sur site qu'après avoir obtenu l'accord écrit du CLIENT.

Toute modification relative à l'annexe 2, communiquée par le CLIENT au FOURNISSEUR et réalisée après agrément de ce dernier, sera intégrée au présent contrat sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

9.2 Changement mineur relatif à l'environnement

On entend par "changement mineur relatif à l'environnement" tout changement d'une ou plusieurs caractéristiques du site de référence (cf annexe 2) n'affectant pas la compatibilité des progiciels avec l'environnement ainsi modifié.

Le CLIENT est tenu de communiquer au FOURNISSEUR avec un préavis de deux (2) mois et sous forme de lettre recommandée avec accusé de réception, la date prévue pour le changement mineur relatif à l'environnement.

Le CLIENT est seul responsable de toute perte ou détérioration des progiciels au cours de cette modification. Il est seul responsable de la modification de l'environnement d'utilisation des progiciels.

9.3 Double environnement

Si pour des raisons internes de qualification d'une mise à jour ou d'une nouvelle version ou de formation préalable, le CLIENT souhaite mettre en place un deuxième environnement d'utilisation différent au niveau de la plate-forme et du système d'exploitation de celui décrit à l'annexe 2, il devra :

- en informer le FOURNISSEUR,
- décrire le deuxième site de référence en dupliquant l'annexe 2,
- informer le FOURNISSEUR des changements de ce nouvel environnement,

Le FOURNISSEUR indiquera en retour le coût éventuel lié à l'extension du droit d'usage à ce deuxième environnement.

Les incidents constatés sur ce deuxième site réservé à la qualification des mises à jour et nouvelles versions, n'entrent pas dans le calcul de l'indisponibilité (cf. article 14) et ne peuvent être qualifiés par le CLIENT comme des anomalies bloquantes.

ARTICLE 10 - CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

De convention expresse, les parties s'engagent à tenir pour strictement confidentielles les informations dont elles auront pu disposer dans l'exécution du présent contrat et ne les divulguer à quiconque ni lors de l'exécution du contrat ni cinq ans après sa résiliation.

ARTICLE 11 - DISPOSITIONS GENERALES

11.1 Intégralité du contrat

Le présent contrat conclu entre les parties, ainsi que son préambule, ses annexes et éventuels avenants, expriment l'intégralité des obligations des parties.

Aucune indication, aucun autre document technique, commercial ou publicitaire d'aucune sorte, aucune correspondance antérieure ou postérieure à la signature du contrat ne pourront engendrer des obligations au titre du présent contrat s'ils ne font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

11.2 Loi applicable et attribution de compétence

Le présent contrat est soumis à la loi française.

En cas de litige, et après une tentative de recherche d'une solution amiable n'ayant pas abouti sous trente jours, celui-ci sera soumis au Tribunal Administratif compétent. Toutefois, une tentative d'arbitrage pourra être décidée entre les parties préalablement d'accord sur le choix de l'arbitre.

ARTICLE 12 – PRESTATIONS DE SUPPORT

12.1 Prestations standard

Assistance

Si, lors de l'exploitation du progiciel, le CLIENT rencontre des incidents, le FOURNISSEUR lui apporte l'assistance suivante.

Les correspondants du CLIENT désignés pour le domaine en difficulté, établissent une fiche incident progiciel (cf. annexe 4.1). Cette fiche contient une description de l'incident, décrit le contexte de son apparition et reprend l'ensemble des messages et codes erreur fournis par le système.

Cette fiche incident progiciel sert de base au message adressé par le correspondant au FOURNISSEUR via le formulaire de messagerie selon la procédure décrite à l'annexe 6. Les messages sont enregistrés en permanence par le serveur de messagerie. Chaque message est numéroté. Le suivi des messages est disponible sur Webinfo, dès mise à jour de la base Webinfo.

Afin d'éviter des messages trop nombreux, de nature à surcharger le service du support, seuls les correspondants déclarés à l'annexe 5 pourront utiliser le formulaire pour la messagerie Internet (cf. annexe 6).

Au titre de l'assistance, le FOURNISSEUR assure les services suivants :

- Rappel des correspondants ou envoi d'un message en vue d'effectuer le diagnostic du problème technique ou applicatif, origine de l'incident,
- Proposition d'une solution en cas d'anomalie imputable au progiciel, aux interfaces spécifiques développées pour la Ville de Montpellier ou aux éditions spécifiques,

hors module Kim'Stocks et l'interface Astre-kim'Stocks.

- Orientation vers l'équipe de monitorat en cas de dysfonctionnement non directement imputable au FOURNISSEUR en vue d'établir un devis d'intervention préalable à la résolution de l'incident.

Si nécessaire, le rappel du CLIENT par les intervenants du FOURNISSEUR a lieu du lundi au vendredi, 9 h à 12h et de 13h30 à 17 h 30, en tenant compte des horaires d'ouverture du CLIENT indiqués à l'annexe 2 et exception faite des jours fériés du FOURNISSEUR et du CLIENT.

Le FOURNISSEUR, sur la base des informations reçues (messages, FIP, codes erreur ...) et après éventuel complément d'information, détermine l'origine de l'incident :

- plate-forme matérielle et système d'exploitation,
- réseau (serveurs, systèmes d'exploitation, câblage, ...),
- SGBDR,
- MIDDLEWARE
- INFOCENTRE,
- GENERATEUR
- fonctionnalités des progiciels,
- utilisation des progiciels,

Dans le cas où l'incident est imputable au FOURNISSEUR, celui-ci indique par messagerie, téléphone, télémaintenance ou courriel, au correspondant du domaine concerné, la démarche à suivre pour régler l'anomalie : contournement, codification/paramétrage, etc.

Dans le cas où l'incident n'est pas imputable au FOURNISSEUR, le temps passé notamment pour réaliser le diagnostic sera imputé sur le forfait de prestation d'assistance plus, si le client a souscrit à cette option. Dans le cas contraire, le CLIENT s'engage à s'acquitter du montant correspondant au temps passé par le FOURNISSEUR qui, en cas d'intervention à distance, fera l'objet d'une facturation au prorata temporis, par tranches de quinze minutes indivisibles, sur la base du tarif horaire de 180 euros HT. Un compte rendu d'intervention récapitulant l'objet du diagnostic, l'élément incriminé et le temps passé, sera transmis au CLIENT par le FOURNISSEUR. Dans le cas où une intervention sur site ou qui dépasserait les 6h d'intervention, serait nécessaire pour effectuer le diagnostic et/ou élaborer la solution et/ou la mettre en œuvre, ces prestations donneront lieu à la transmission d'un devis préalable, sur la base des tarifs unitaires de prestations présents à l'annexe 1. L'intervention aura lieu après acceptation du devis par le CLIENT et transmission du bon de commande correspondant.

Dans le cas où le CLIENT dispose d'un outil de prise en main à distance agréé par le FOURNISSEUR, ce dernier pourra utiliser la télémaintenance pour effectuer rapidement son diagnostic sur la base des données réelles du site de référence.

Traitement des fiches incident progiciel

Si le support a permis de régler l'incident à l'origine de la FIP, celle-ci est classée par le CLIENT dans le livre de bord avec l'annotation « réglée » correspondante.

Dans les autres cas, la FIP est transmise au FOURNISSEUR pour analyse et prise en compte au titre de la maintenance corrective.

12.2 Prestations optionnelles

Ces prestations ne sont assurées au CLIENT que si elles sont valorisées à l'annexe 3 ou si elles ont été intégrées au contrat par bon de commande.

12.2.1 Visite annuelle

Nature de la prestation

Le CLIENT a la responsabilité de la mise en œuvre opérationnelle des progiciels :

- paramétrage et codification des différentes procédures applicatives,
- gestion du contenu de la base de données et suivi de son évolution,
- mise en œuvre des différents modules applicatifs,

de son exploitation journalière et de la mise en place des mises à jour et nouvelles versions dans les délais précisés à l'article 13.

Afin d'aider le CLIENT à assurer l'ensemble de ces tâches, le FOURNISSEUR propose d'intervenir sur site une fois par an dans le domaine technique - gestion des environnements, de la base de données, mise en place des nouvelles versions.

L'intervention d'une journée sur site donne lieu à un examen préalable de la situation technique du site et à la préparation des travaux nécessaires correspondants.

Bilan technique du système et de la base de données.

Le technicien détaché par le FOURNISSEUR pour effectuer cette visite technique intervient sur le site de référence pour contrôler la bonne exploitation des progiciels et la bonne mise œuvre par le CLIENT des différentes mises à jour et nouvelles versions livrées par le FOURNISSEUR et effectuer leur réinstallation dans le cas contraire.

L'ingénieur système du FOURNISSEUR intervient également pour vérifier avec le correspondant informatique l'état de la base de données et des différents environnements:

- Morcellement de la base et capacité d'évolution en fonction de la place disponible,
- Qualité des indicateurs relatifs au fonctionnement de la base (noyau ORACLE et objets applicatifs).
- Vérification des processus systèmes, des fichiers log, de l'épuration des tables temporaires, des fichiers logs (applications, bases de données, serveurs d'application, Actuate,...) des rapports de l'automate,...

En fonction des résultats de cette vérification, l'ingénieur système du FOURNISSEUR établira un diagnostic écrit (rapport de visite technique), il pourra contenir un plan d'actions qui sera déroulé par le correspondant informatique avec l'assistance de l'ingénieur système du FOURNISSEUR.

Afin que le FOURNISSEUR puisse assurer le bilan commandé par le CLIENT, celui-ci s'engage à fournir à l'intervenant du FOURNISSEUR :

- un local correct adapté à la nature de l'intervention,
- la documentation correspondant à la livraison des nouvelles versions telle que fournie par le FOURNISSEUR,
- le libre accès à la plate-forme d'exploitation après autorisation préalable et la mise à disposition du temps machine nécessaire à l'intervention,
- le livre de bord,
- la documentation à jour remise par les fournisseurs du matériel, des systèmes d'exploitation et l'éditeur du SGBDR, de l'INFOCENTRE, du MIDDLEWARE et du GENERATEUR, quand le droit d'usage n'a pas été acquis auprès du FOURNISSEUR.

Les points que le CLIENT souhaite voir aborder lors de la visite technique devront être

adressés au FOURNISSEUR au moins une semaine avant la date prévue pour la visite technique.

L'intervention s'effectue à l'intérieur d'une plage horaire du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures, en tenant compte des horaires d'ouverture du CLIENT indiqués à l'annexe 2 et à l'exception des jours fériés du FOURNISSEUR et du CLIENT.

On appelle journée d'intervention un total de sept heures consacré à la prestation demandée.

Le prolongement éventuel de cette intervention sur site, ne pourra avoir lieu qu'après accord entre les parties.

Cette visite donne lieu à la signature par le CLIENT d'un rapport d'intervention avec d'éventuelles remarques relatives à l'exécution de la mission par l'intervenant du FOURNISSEUR et à l'émission ultérieure par le FOURNISSEUR d'un compte rendu d'intervention et la transmission d'un rapport de visite technique.

12.2.2 Support « Assistance Plus »

a) Objet du service

Le service de support « Assistance Plus » a pour objet l'assistance téléphonique ou par télé-connexion à l'utilisation, à l'optimisation du paramétrage des progiciels sur le plan fonctionnel ou technique, et à la résolution des incidents non imputables au FOURNISSEUR.

Exemples d'interventions :

- Assistance lors de la réalisation d'opérations périodiques (déclarations annuelles ou traitements de fin d'année, budget primitif, budget supplémentaire, compte administratif...).
- Assistance à la prise en compte des nouvelles réglementations (évolution des nomenclatures comptables ...).
- Accompagnement à l'évolution des métiers (dématérialisation, décentralisation...).
- Vérification des processus et du journal système,
- purges des Logs et répertoires temporaires
- Assistance à l'installation des nouvelles versions

Le service « Assistance Plus » permet au CLIENT de disposer d'un numéro d'appel unique pour la prise en compte immédiate de ses demandes d'assistance fonctionnelle.

Le service proposé couvre les demandes de diagnostic, d'assistance et de conseil de courte durée ne nécessitant pas l'intervention d'un spécialiste du FOURNISSEUR sur le site du CLIENT. Ce service est ainsi réalisé par le FOURNISSEUR dans les limites des possibilités d'une intervention distante. Selon la complexité de l'intervention, la réalisation est planifiée d'un commun accord entre le CLIENT et le FOURNISSEUR.

Au titre de ce service, le FOURNISSEUR s'efforcera de répondre aux demandes exprimées par le CLIENT concernant le ou les progiciel(s) et module(s) visé(s) en Annexe 3.

Le service « Assistance Plus » n'est pas assuré au titre du service de support standard du présent marché ou au titre d'une quelconque garantie contractuelle. Le service « Assistance Plus » fait donc l'objet d'une redevance spécifique.

Dans la mesure où la durée ou la complexité de la prestation d'assistance nécessiterait une intervention du FOURNISSEUR sur le site de le CLIENT, celle-ci ne

ferait pas partie des prestations couvertes par le service « Assistance Plus ». Cette intervention sur site serait alors déclenchée d'un commun accord entre les parties, aux conditions définies par les parties, en dehors du service « Assistance Plus ».

Conditions d'utilisation et d'exécution

Le service « Assistance Plus » est accessible du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés et des ponts s'y rattachant, aux horaires suivants :

- de 09h00 à 12h00,
- de 13h30 à 17h30.

Les demandes d'assistance peuvent aussi être formulées par messagerie pendant et en dehors de ces périodes d'intervention.

Afin de garantir le bon fonctionnement du service par le FOURNISSEUR, le CLIENT veillera :

- à nommer les interlocuteurs habilités à contacter le service « Assistance Plus », ces interlocuteurs devant avoir préalablement suivi les formations préconisées par le FOURNISSEUR. Le Service « Assistance Plus » ne saurait donc se substituer à la mise en œuvre initiale ou aux formations qui doivent par ailleurs avoir été suivies par les interlocuteurs habilités à contacter le service « Assistance Plus ».
- à définir précisément sa demande d'assistance.
- à mettre à la disposition du FOURNISSEUR les moyens de communication nécessaires à une éventuelle téléconnexion.

Les prestations réalisées au titre du service « Assistance Plus » sont décomptées au temps passé, par unités d'œuvre d'une heure. Chaque intervention du FOURNISSEUR fait l'objet d'un rapport d'intervention dont la rédaction fait partie de la prestation globale d'assistance. Ce rapport d'intervention mentionne le nombre d'unités d'œuvre consommées. A l'issue de l'intervention, le rapport d'intervention est transmis par courriel au CLIENT qui en accuse réception. Sans contestation du CLIENT dans un délai de 7 jours, la prestation est réputée validée.

Conditions de souscription

Abonnement forfaitaire

Cette prestation s'entend comme un abonnement annuel correspondant à un maximum d'heures pouvant être consommées par le CLIENT. La redevance annuelle étant forfaitaire, elle est due en totalité même si le nombre d'heures souscrit n'est pas atteint. A titre exceptionnel, le CLIENT pourra reporter sur l'année suivante les heures non consommées, dans la limite de 20% du nombre d'heures prévu au forfait. Elles devront être consommées dans les six premiers mois de l'année suivante. A l'expiration de cette période, le compteur sera remis à zéro.

Le service « Assistance Plus » fait l'objet d'une redevance annuelle forfaitaire basée sur un nombre d'heures d'utilisation du service :

- Tranche 1 (T1) : forfait 8 heures
- Tranche 2 (T2) : forfait 10 heures
- Tranche 3 (T3) : forfait 20 heures
- Tranche 4 (T4) : forfait 40 heures
- Tranche 5 (T5) : forfait 60 heures

Un décompte semestriel sera transmis au CLIENT pour l'informer des heures non consommées.

Au-delà des heures prévues au forfait, le CLIENT peut solliciter le service « Assistance Plus »:

- soit par bon de commande sur la base du tarif horaire correspondant au forfait initialement souscrit, ces heures complémentaires étant facturées mensuellement,
- soit par passage du forfait initial vers une tranche supérieure, avec facturation uniquement du différentiel financier entre les deux tranches.

Utilisation du service hors forfait

Dans la mesure où le CLIENT ne souhaite pas souscrire à l'abonnement forfaitaire présentée au chapitre précédent, le service « Assistance Plus » peut être souscrit hors forfait. Cela permet au CLIENT de solliciter ponctuellement le service « Assistance Plus ». Un tarif spécifique est alors appliqué à l'heure.

ARTICLE 13 – MAINTENANCE

13.1 Prestations standard

13.1.1 Maintenance corrective des progiciels

Les FIP correspondant à des anomalies reproductibles par le FOURNISSEUR, sont étudiées par le FOURNISSEUR en vue de constituer une mise à niveau et/ou une nouvelle version corrective.

Suivant la gravité de l'anomalie signalée par le correspondant, le FOURNISSEUR procédera à l'une des actions suivantes :

Envoi d'une mise à jour

Le FOURNISSEUR peut, dans le cas où il l'estime nécessaire et notamment en cas d'anomalie bloquante, adresser au CLIENT un support physique standardisé (CD-ROM serveur et postes de travail) ou un message par Internet, contenant la correction ou le contournement de l'anomalie rencontrée.

L'installation de ce support sur le site de référence est assurée par le CLIENT, dans un délai maximal d'un mois après sa réception. En cas de non-respect de ce délai, une nouvelle apparition de l'anomalie ne pourra pas être prise en compte dans le calcul des pénalités.

Cette correction sera aussi disponible sur serveur Webinfo. Le CLIENT y accèdera, s'il le souhaite, pour la mettre en œuvre selon les mêmes dispositions.

La mise à disposition sur Webinfo horodatée et accompagnée d'une documentation, notamment d'installation, vaut fourniture de la correction et fait cesser la durée d'indisponibilité des progiciels.

Télémaintenance

Dans le cas où le CLIENT dispose d'un outil de prise en main à distance agréé par le FOURNISSEUR, ce dernier tentera de résoudre à distance la difficulté rencontrée sur la base des données réelles du site.

Le FOURNISSEUR établira par connexion directe sur les données du site de référence, son diagnostic. Si une solution de correction nécessitant une intervention sur ces données est envisagée par le FOURNISSEUR, celui-ci devra :

- Informer le CLIENT de l'intervention prévue (nature, fichier(s) touché(s), risques

- éventuels, délai, etc.),
- Obtenir l'accord préalable du CLIENT sur cette intervention. Celui-ci devra effectuer les opérations d'exploitation permettant de limiter les risques éventuels énoncés par le FOURNISSEUR (sauvegarde totale ou partielle, arrêt de l'exploitation, etc.),
 - Adresser un compte rendu de télémaintenance relatif à son intervention après avoir notifié le retour à un état normal d'exploitation (cf. annexe 4.2).

Intervention sur site

Le FOURNISSEUR peut, dans le cas où il l'estime nécessaire, intervenir sur le site de référence après accord du correspondant informatique. Le FOURNISSEUR s'engage à intervenir sur le site de référence dans un délai maximal de trois jours ouvrés à compter de l'acceptation de la proposition d'intervention par le correspondant.

Les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures, en tenant compte des horaires d'ouverture du CLIENT indiqués à l'annexe 2 et à l'exclusion des jours fériés du FOURNISSEUR et du CLIENT.

Le site de référence s'engage à fournir aux intervenants du FOURNISSEUR :

- un local correct adapté à la nature de l'intervention,
- la documentation telle que fournie par le FOURNISSEUR,
- la possibilité d'interroger un ou plusieurs membres du personnel du site de référence, compétents et ayant connaissance des difficultés en cause,
- le libre accès à la plate-forme d'exploitation où l'anomalie est intervenue, ainsi que la libre disposition du temps machine nécessaire à la correction de l'anomalie,
- le livre de bord,
- la documentation à jour remise par les fournisseurs du matériel, du système d'exploitation, du SGBDR, de l'INFOCENTRE, du MIDDLEWARE et du GENERATEUR, lorsque le droit d'usage n'a pas été acquis auprès du FOURNISSEUR.

Fourniture d'une version corrective

Par ailleurs, le FOURNISSEUR fournit des mises à niveau et/ou de nouvelles versions de ses progiciels contenant des corrections fonctionnelles en s'efforçant d'en limiter le nombre à deux par an.

Cette livraison comprend :

- a) la reprise des corrections apportées à l'état précédent,
- b) les modifications réalisées par le FOURNISSEUR sur la base de tout ou partie des FIP transmises par le CLIENT.

Les mises à niveau et/ou nouvelles versions sont fournies sous forme compilée pour les plates-formes agréées par le FOURNISSEUR (cf. annexe 7).

Cette livraison est fournie au CLIENT sur un support physique standardisé (CD ROM serveur et postes de travail).

Son installation sur l'ensemble des environnements d'utilisation est assurée par le CLIENT qui dispose d'un délai de trois mois, à compter de la date de diffusion par le FOURNISSEUR. Passé ce délai, le FOURNISSEUR n'est plus tenu d'assurer les prestations de suivi prévues par le présent contrat et ne pourra être déclaré responsable des préjudices résultant du non-respect de cette préconisation par le

CLIENT. En outre, une nouvelle apparition des anomalies précédentes ne pourra pas être prise en compte dans le calcul des pénalités.

Le FOURNISSEUR accompagne chaque mise à niveau et/ou nouvelle version d'un document d'installation, d'un descriptif fonctionnel des corrections apportées, y compris les modifications apportées sur la base de données et de la documentation correspondante. La documentation d'installation de ce support comprend :

- La procédure complète d'installation,
- Le contenu détaillé du support,
- Un outil permettant l'édition du compte rendu d'installation sur le serveur, qui sera adressé au FOURNISSEUR et conservé dans le livre de bord.

Si un transfert et/ou une réorganisation des données est nécessaire, le FOURNISSEUR fournit les procédures automatisées correspondantes.

13.1.2 Maintenance adaptative des progiciels

Les systèmes d'exploitation, le SGBDR le MIDDLEWARE, le GENERATEUR et l'INFOCENTRE évoluent régulièrement soit par changement de niveau dans une version donnée, soit par changement de version. Ces changements donnent lieu à une annonce de diffusion générale de la part des éditeurs / constructeurs concernés.

Le FOURNISSEUR s'engage à étudier l'ensemble de ces changements (niveau/version) pour vérifier les conséquences qu'ils entraînent sur les progiciels, dans un délai de trois mois après l'annonce de leur commercialisation par l'éditeur / constructeur concerné et à informer le CLIENT des changements qu'il retient pour faire évoluer ses progiciels, en précisant la date prévisionnelle de diffusion de la nouvelle version des progiciels adaptée à ces changements.

Un nouveau niveau d'une version des systèmes d'exploitation et/ou du SGBDR et/ou de l'INFOCENTRE et/ou du MIDDLEWARE et/ou du GENERATEUR n'est retenu que si le FOURNISSEUR considère qu'il apporte des évolutions significatives.

Le FOURNISSEUR s'engage à modifier ses progiciels pour tenir compte des changements de niveau et/ou version des systèmes d'exploitation et/ou du SGBDR et/ou de l'INFOCENTRE et/ou du MIDDLEWARE et/ou du GENERATEUR qu'il a retenus et à fournir au CLIENT les nouvelles versions des progiciels correspondantes, dans le délai précisé ci-dessus.

L'installation de ces nouvelles versions des progiciels est de la responsabilité du CLIENT. Il en est de même pour les évolutions des systèmes d'exploitation, du SGBDR, du MIDDLEWARE, du GENERATEUR et de l'INFOCENTRE.

L'installation de cette nouvelle version des progiciels doit coïncider avec celle des évolutions des systèmes d'exploitation et/ou du SGBDR et/ou du MIDDLEWARE et/ou du GENERATEUR et/ou de l'INFOCENTRE auxquelles correspond cette nouvelle version des progiciels. Le FOURNISSEUR ne saurait être tenu responsable des conséquences du non respect de cette simultanéité par le CLIENT. Le CLIENT dispose d'un délai maximal de trois mois (respectivement six mois) en cas de changement de niveau (respectivement de version) des systèmes d'exploitation et/ou du SGBDR et/ou du MIDDLEWARE et/ou du GENERATEUR et/ou de l'INFOCENTRE à compter de la réception de la nouvelle version pour procéder à son installation.

Passé ce délai, le FOURNISSEUR n'est plus tenu d'assurer les prestations de suivi prévues par le présent contrat.

Si le CLIENT était amené à demander l'assistance du FOURNISSEUR pour installer ces nouvelles versions, celui-ci établirait, selon la base des tarifs indiqués à l'annexe 1, un devis et n'interviendrait sur site qu'après avoir obtenu l'accord du CLIENT.

En cas d'abandon d'un niveau/version des systèmes d'exploitation et/ou du SGBDR et/ou du MIDDLEWARE et/ou du GENERATEUR et/ou de l'INFOCENTRE par les éditeurs concernés, l'ancien niveau/version n'est pris en compte par le FOURNISSEUR dans ses progiciels que pendant le délai de maintenance par l'éditeur / constructeur concerné. Le FOURNISSEUR s'engage à faire évoluer ses progiciels, sur le dernier niveau ou sur la version disponible en diffusion générale depuis plus de six mois des systèmes d'exploitation et/ou du SGBDR et/ou du MIDDLEWARE et/ou du GENERATEUR et/ou de l'INFOCENTRE.

Dans le cas où la nouvelle version des systèmes d'exploitation et/ou du SGBDR et/ou du MIDDLEWARE et/ou du GENERATEUR et/ou de l'INFOCENTRE, présente une évolution technologique majeure, c'est-à-dire pouvant remettre en cause la configuration matérielle ou logicielle nécessaire à l'exploitation des progiciels, le FOURNISSEUR s'engage à informer le CLIENT de l'existence de telles versions six mois avant leur diffusion. Le délai maximal d'installation de ces nouvelles versions est alors de six mois à compter de leur date de réception par le CLIENT. L'installation de cette version doit être simultanée avec celle de la nouvelle version des systèmes d'exploitation et/ou du SGBDR et/ou du MIDDLEWARE et/ou du GENERATEUR et/ou de l'INFOCENTRE. Passé ce délai d'installation, le FOURNISSEUR n'est plus tenu d'assurer les prestations de suivi prévues au présent contrat et ne pourra être déclaré responsable des préjudices résultant du non-respect de cette préconisation par le CLIENT.

La fourniture par le FOURNISSEUR de la nouvelle version des progiciels correspondant à ces changements technologiques majeurs peut donner lieu à un droit d'usage complémentaire non couvert par le présent contrat.

13.1.3 Maintenance évolutive des progiciels

Les évolutions fonctionnelles sont décidées par le FOURNISSEUR sur la base :

- De tout ou partie des demandes d'évolution émises par le CLIENT depuis la précédente version (cf. annexe 4.1),
- Des changements de la réglementation qui respectent la structure des données des progiciels et les fonctionnalités existantes,
- De l'évolution de la demande du marché.

Les demandes d'évolution émises par le CLIENT non retenues par le FOURNISSEUR pour la(les) nouvelle(s) version(s) sont retournées au CLIENT.

Lorsque les changements de la réglementation impliquent la modification de la structure des données et/ou des fonctionnalités existantes, la nouvelle version pourra donner lieu à droit d'usage complémentaire liée à l'ajout des nouvelles fonctionnalités éventuellement regroupées en nouveaux modules.

Les nouvelles versions sont fournies sous forme compilée pour les plates-formes agréées par le FOURNISSEUR (cf. annexe 7).

La nouvelle version est fournie sur un support physique standardisé (CD-ROM serveur et postes de travail) dans un contexte conforme à l'environnement d'utilisation du site du CLIENT.

L'installation de ces nouvelles versions est assurée par le CLIENT. Le CLIENT

dispose d'un délai de trois mois à compter de la date de réception du support adressé par le FOURNISSEUR, pour procéder à cette installation. Passé ce délai, le FOURNISSEUR n'est plus tenu d'assurer les prestations de suivi prévues par le présent contrat et ne pourra être déclaré responsable des préjudices résultant du non-respect de cette préconisation par le CLIENT. En outre, l'apparition d'anomalies liées à la non mise en œuvre par le CLIENT de cette version ne pourra pas être prise en compte dans le calcul des pénalités.

Le FOURNISSEUR accompagne chaque nouvelle version d'un document d'installation, d'un descriptif fonctionnel des évolutions apportées y compris à la structure de la base de données et de la documentation correspondante. La documentation d'installation de ce support comprend :

- La procédure complète d'installation,
- Le contenu détaillé du support,
- Un outil permettant l'édition du compte rendu d'installation sur le serveur, qui sera conservé dans le livre de bord.

13.1.4 Maintenance du MIDDLEWARE

Le droit d'utilisation du MIDDLEWARE a été transféré au CLIENT par le FOURNISSEUR, sous la forme d'un sous-ensemble constitué des parties nécessaires au fonctionnement des progiciels applicatifs sur le site de référence (cf. annexe 2). En conséquence, le FOURNISSEUR est responsable de la fourniture des nouvelles versions du MIDDLEWARE.

Le FOURNISSEUR diffuse, au titre du contrat de revendeur conclu à cet effet avec l'éditeur du MIDDLEWARE, le dernier niveau de la version du MIDDLEWARE qu'il a agréé pour ses progiciels applicatifs.

Lorsqu'une nouvelle version (respectivement niveau) du MIDDLEWARE est rendue disponible, le FOURNISSEUR en vérifie la compatibilité avec ses progiciels et en cas favorable :

- Avertira le CLIENT, six mois avant la date envisagée de diffusion de cette nouvelle version (respectivement niveau),
- Assurera la fourniture d'une nouvelle version de ses progiciels adaptée à la nouvelle version (respectivement niveau) du MIDDLEWARE,
- Etablira un devis d'intervention sur site pour installer cette nouvelle version (respectivement niveau) du MIDDLEWARE, sur la base des tarifs indiqués à l'annexe 1.

L'installation de cette nouvelle version (respectivement niveau) du MIDDLEWARE doit coïncider avec l'installation de la version des progiciels adaptée à cette nouvelle version (respectivement niveau) du MIDDLEWARE. Le FOURNISSEUR ne saurait être tenu responsable des conséquences du non respect de cette simultanéité par le CLIENT. Le CLIENT dispose d'un délai maximal de trois mois (respectivement six mois) en cas de changement de niveau (respectivement de version) du MIDDLEWARE, à compter de la réception de la nouvelle version du progiciel adaptée à la nouvelle version (respectivement niveau) du MIDDLEWARE pour procéder à son installation. Passé ce délai, le FOURNISSEUR n'est plus tenu d'assurer les prestations de suivi prévues au présent contrat.

La fourniture d'une nouvelle version (respectivement niveau) du MIDDLEWARE au titre de ce contrat ne concerne que les fonctionnalités du MIDDLEWARE existant dans la version (respectivement niveau) antérieure. Ce contrat ne comprend pas la fourniture de nouveaux modules du MIDDLEWARE éventuellement rendus nécessaires par la mise en place d'une nouvelle version (respectivement niveau) de celui-ci.

Il y a anomalie des progiciels due au MIDDLEWARE, dans le cadre du présent contrat justifiant correction quand l'incident demeure après que le CLIENT a effectué les opérations prescrites par le FOURNISSEUR.

Si la correction des progiciels s'avère trop complexe ou nécessite un délai trop long dû à la mise à niveau du MIDDLEWARE satisfaisante, le FOURNISSEUR s'engage alors à indiquer au CLIENT une procédure permettant de contourner dans les progiciels l'anomalie du MIDDLEWARE.

Dans le cas d'anomalie majeure du MIDDLEWARE, le FOURNISSEUR s'engage à informer l'éditeur auteur du MIDDLEWARE, de l'existence de cette anomalie et à lui demander d'assurer, auprès du CLIENT, le support de niveau supérieur.

Dans ce cas, le FOURNISSEUR informera par écrit le CLIENT de sa démarche et de l'évolution de la situation et assurera la continuité du suivi de ses progiciels.

13.1.5 Maintenance du GENERATEUR

Le droit d'utilisation du GENERATEUR a été transféré au CLIENT par le FOURNISSEUR, sous la forme d'un sous-ensemble, constitué des parties nécessaires au fonctionnement des progiciels applicatifs sur le site de référence (cf. annexe 2). En conséquence, le FOURNISSEUR est responsable de la fourniture des nouvelles versions du GENERATEUR.

Le FOURNISSEUR diffuse, au titre du contrat de revendeur conclu à cet effet avec l'éditeur du GENERATEUR, le dernier niveau de la version du GENERATEUR qu'il a agréé pour ses progiciels applicatifs.

Lorsqu'une nouvelle version (respectivement niveau) du GENERATEUR est rendue disponible, le FOURNISSEUR en vérifie la compatibilité avec ses progiciels et en cas favorable :

- Avertira le CLIENT, six mois avant la date envisagée de diffusion de cette nouvelle version (respectivement niveau),
- Assurera la fourniture d'une nouvelle version de ses progiciels adaptée à la nouvelle version (respectivement niveau) du GENERATEUR,
- Etablira un devis d'intervention sur site pour installer cette nouvelle version (respectivement niveau) du GENERATEUR, sur la base des tarifs indiqués à l'annexe 1.

L'installation de cette nouvelle version (respectivement niveau) du GENERATEUR doit coïncider avec l'installation de la version des progiciels adaptée à cette nouvelle version (respectivement niveau) du GENERATEUR. Le FOURNISSEUR ne saurait être tenu responsable des conséquences du non respect de cette simultanéité par le CLIENT. Le CLIENT dispose d'un délai maximal de trois mois (respectivement six mois) en cas de changement de niveau (respectivement de version) du GENERATEUR, à compter de la réception de la nouvelle version du progiciel adaptée à la nouvelle version (respectivement niveau) du GENERATEUR pour procéder à son installation. Passé ce délai, le FOURNISSEUR n'est plus tenu d'assurer les prestations de suivi prévues au présent contrat.

La fourniture d'une nouvelle version (respectivement niveau) du GENERATEUR au titre de ce contrat ne concerne que les fonctionnalités du GENERATEUR existant dans la version (respectivement niveau) antérieure. Ce contrat ne comprend pas la fourniture de nouveaux modules du GENERATEUR éventuellement rendus nécessaires par la mise en place d'une nouvelle version (respectivement niveau).

Il y a anomalie des progiciels due au GENERATEUR, dans le cadre du présent

contrat justifiant correction quand l'incident demeure après que le CLIENT a effectué les opérations prescrites par le FOURNISSEUR.

Si la correction des progiciels s'avère trop complexe ou nécessite un délai trop long dû à la mise à niveau du GENERATEUR satisfaisante, le FOURNISSEUR s'engage alors à indiquer au CLIENT une procédure permettant de contourner dans les progiciels l'anomalie du GENERATEUR.

Dans le cas d'anomalie majeure du GENERATEUR, le FOURNISSEUR s'engage à informer l'éditeur auteur du GENERATEUR, de l'existence de cette anomalie et à lui demander d'assurer, auprès du CLIENT, le support de niveau supérieur.

Dans ce cas, le FOURNISSEUR informera par écrit le CLIENT de sa démarche et de l'évolution de la situation et assurera la continuité du suivi de ses progiciels.

13.2 Prestations optionnelles

Ces prestations ne sont assurées au CLIENT que si elles sont valorisées à l'annexe 3 ou si elles ont été intégrées au contrat par bon de commande.

13.2.1 Maintenance du SGBDR

Si le droit d'utilisation du SGBDR a été transféré au CLIENT par le FOURNISSEUR, sous la forme d'un sous-ensemble constitué des parties nécessaires au fonctionnement des progiciels applicatifs sur le site de référence (cf. annexe 2), le FOURNISSEUR est responsable de la fourniture des nouvelles versions du SGBDR.

Le FOURNISSEUR diffuse, au titre du contrat de revendeur conclu à cet effet avec l'éditeur du SGBDR, le dernier niveau de la version du SGBDR qu'il a agréé pour ses progiciels applicatifs.

Lorsqu'une nouvelle version (respectivement niveau) du SGBDR est rendue disponible par l'éditeur ORACLE, le FOURNISSEUR en vérifie la compatibilité avec ses progiciels et en cas favorable :

- Avertira le CLIENT, six mois avant la date envisagée de diffusion de cette nouvelle version (respectivement niveau),
- Assurera la fourniture d'une nouvelle version de ses progiciels adaptée à la nouvelle version (respectivement niveau) du SGBDR,
- Etablira un devis d'intervention sur site pour installer cette nouvelle version (respectivement niveau) du SGBDR, sur la base des tarifs indiqués à l'annexe 1.

L'installation de cette nouvelle version du SGBDR doit coïncider avec l'installation de la version des progiciels adaptée à cette nouvelle version du SGBDR. Le FOURNISSEUR ne saurait être tenu responsable des conséquences du non respect de cette simultanéité par le CLIENT.

La fourniture d'une nouvelle version (respectivement niveau) du SGBDR au titre de ce contrat ne concerne que les fonctionnalités du SGBDR existant dans la version (respectivement niveau) antérieure. Ce contrat ne comprend pas la fourniture de nouveaux modules du SGBDR éventuellement rendus nécessaires par la mise en place d'une nouvelle version (respectivement niveau) de celui-ci.

Il y a anomalie des progiciels due au SGBDR, dans le cadre du présent contrat justifiant correction quand l'incident demeure après que le CLIENT a effectué les opérations prescrites par le FOURNISSEUR.

Si la correction des progiciels s'avère trop complexe ou nécessite un délai trop long dû à la mise à niveau du SGBDR satisfaisante, le FOURNISSEUR s'engage alors à

indiquer au CLIENT une procédure permettant de contourner dans les progiciels l'anomalie du SGBDR.

Dans le cas d'anomalie majeure du SGBDR, le FOURNISSEUR s'engage à informer l'éditeur auteur du SGBDR, de l'existence de cette anomalie et à lui demander d'assurer, auprès du CLIENT, le support de niveau supérieur.

Dans ce cas, le FOURNISSEUR informera par écrit le CLIENT de sa démarche et de l'évolution de la situation et assurera la continuité du suivi de ses progiciels.

13.2.2 Maintenance de l'INFOCENTRE

Si le droit d'utilisation de l'INFOCENTRE a été transféré au CLIENT par le FOURNISSEUR, sous la forme d'un sous-ensemble constitué des parties nécessaires au fonctionnement des progiciels applicatifs sur le site de référence (cf. annexe 2), le FOURNISSEUR est responsable de la fourniture des nouvelles versions de l'INFOCENTRE.

Le FOURNISSEUR diffuse, au titre du contrat de revendeur conclu à cet effet avec la société Business Objects, éditeur de l'INFOCENTRE, le dernier niveau ou la dernière version du logiciel INFOCENTRE qu'il a agréé pour ses progiciels applicatifs.

Lorsqu'une nouvelle version (respectivement niveau) de l'INFOCENTRE est rendue disponible par l'éditeur B.O., le FOURNISSEUR en vérifie la compatibilité avec les progiciels et en cas favorable :

- Avertira le CLIENT, six mois avant la date envisagée de diffusion de cette nouvelle version (respectivement niveau) de l'INFOCENTRE.
- Assurera la fourniture d'une nouvelle version des univers « OBJET » adaptés à la nouvelle version (respectivement niveau) de l'INFOCENTRE
- Etablira un devis d'intervention, pour installer cette nouvelle version (respectivement niveau) de l'INFOCENTRE, sur la base des tarifs indiqués à l'annexe 1.

L'installation de cette nouvelle version de l'INFOCENTRE doit coïncider avec l'installation de la version des univers « OBJET » concernés, adaptés à cette nouvelle version de l'INFOCENTRE. Le FOURNISSEUR ne saurait être tenu responsable des conséquences du non respect de cette simultanéité par le CLIENT. La fourniture d'une nouvelle version (respectivement niveau) de l'INFOCENTRE au titre de ce contrat ne concerne que les fonctionnalités de l'INFOCENTRE existant dans la version (respectivement niveau) antérieure. Ce contrat ne comprend pas la fourniture de nouveaux modules de l'INFOCENTRE éventuellement rendus disponibles par la nouvelle version (respectivement niveau) de celui-ci.

Il y a anomalie des progiciels due à l'INFOCENTRE, dans le cadre du présent contrat justifiant correction quand l'incident demeure après que le CLIENT a effectué les opérations prescrites par le FOURNISSEUR.

Si la correction des progiciels s'avère trop complexe ou nécessite un délai trop long dû à la mise à niveau du à l'INFOCENTRE satisfaisante, le FOURNISSEUR s'engage alors à indiquer au CLIENT une procédure permettant de contourner dans les progiciels l'anomalie de l'INFOCENTRE.

Dans le cas d'anomalie majeure de l'INFOCENTRE, le FOURNISSEUR s'engage à informer l'éditeur auteur de l'INFOCENTRE, de l'existence de cette anomalie et à lui demander d'assurer, auprès du CLIENT, le support de niveau supérieur.

Dans ce cas, le FOURNISSEUR informera par écrit le CLIENT de sa démarche et de l'évolution de la situation et assurera la continuité du suivi de ses progiciels.

ARTICLE 14 – SUPPORT ET MAINTENANCE DU MODULE KIM'STOCKS ET DE L'INTERFACE ASTRE-KIM'STOCKS

La société KIMOCE, ci-après désignée l'EDITEUR, éditeur du module KIM'STOCK, ci-après désigné le module, a développé en partenariat avec le FOURNISSEUR, une interface entre le progiciel et le module.

Les prestations relatives au module, couvertes par le présent contrat sont :

- le support téléphonique (hot line),
- la correction des anomalies détectées,
- la fourniture des mises à jour que l'EDITEUR décidera de diffuser au titre de la maintenance sans facturation supplémentaire,
- la maintenance de l'interface « ASTRE-KIM'STOCKS », y compris les adaptations rendues nécessaires suite à un changement de version du progiciel ou du module intégrant de nouvelles fonctionnalités.

14.1 Support téléphonique (hot line)

Le support téléphonique est assuré directement par l'EDITEUR auprès du CLIENT. Les appels téléphoniques sont reçus les jours ouvrés de l'EDITEUR de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30. Les articles 16 – Indisponibilité et 17 – Pénalités s'appliquent de la même manière pour le module et l'interface Astre-Kim'Stocks.

14.2 Maintenance

Au titre du présent contrat, l'EDITEUR réalisera la maintenance corrective du module. Pour toute anomalie détectée, une fiche d'anomalie (cf. annexe 4.3) sera complétée par le correspondant du CLIENT (cf. annexe 5) et transmise au service concerné de l'EDITEUR

La maintenance corrective de l'interface ASTRE-KIM'STOCK couvre les modifications rendues nécessaires suite à un changement de versions du progiciel ou du module intégrant de nouvelles fonctionnalités.

Le CLIENT bénéficiera également de la fourniture des mises à jour mineures que l'EDITEUR décidera de diffuser, sans facturation supplémentaire, au titre de la maintenance. En revanche, les nouvelles versions majeures seront payantes.

Toute prestation autre que celles mentionnées au présent article sont exclues de la maintenance. Il s'agit notamment de la maintenance de tout logiciel tiers ainsi que les modifications du module rendues nécessaires suite à un changement de niveau ou de version d'un logiciel tiers.

Les corrections, mises à jour ou nouvelles version sont livrées par l'EDITEUR au CLIENT. Leur installation est à la charge de ce dernier, moyennant la fourniture d'une documentation détaillée de la procédure d'installation.

Toute extension de licences ou tout aménagement donnera lieu à un avenant au présent contrat afin d'intégrer la redevance de maintenance y afférente.

Le CLIENT s'engage à respecter les prérequis de l'EDITEUR présents en annexe 9. Le FOURNISSEUR et l'EDITEUR ne pourront être déclarés responsables d'un dysfonctionnement consécutif au non respect par le CLIENT de ces prérequis, ainsi que de tout dommage ou préjudice direct ou indirect qui en résulterait.

ARTICLE 15 – PRESTATIONS SUR BONS DE COMMANDES

15.1 Nature des prestations

Le FOURNISSEUR assure les prestations suivantes :

- 1) paramétrage, installation, expertise fonctionnelle ou technique, formation complémentaire, assistance à l'exploitation, développements spécifiques, etc,
- 2) prestations optionnelles prévues aux articles 12.2 et 13.2 non-souscrites par le CLIENT à la date de signature du présent document,
- 3) concession de droit d'usage, support et maintenance de nouveaux modules connexes aux progiciels,
- 4) service support « Assistance Plus »

a) Objet du service

Le service de support « Assistance Plus » a pour objet l'assistance téléphonique ou par télé-connexion à l'utilisation, à l'optimisation du paramétrage des progiciels sur le plan fonctionnel ou technique, et à la résolution des incidents non imputables au FOURNISSEUR.

Exemples d'interventions :

- Assistance lors de la réalisation d'opérations périodiques (budget primitif, budget supplémentaire, compte administratif...).
- Assistance à la prise en compte des nouvelles réglementations (évolution des nomenclatures comptables...).
- Accompagnement à l'évolution des métiers (dématérialisation, décentralisation...).
- Vérification des processus et du journal système.
- purges des Logs et répertoires temporaires.
- Assistance à l'installation des nouvelles versions.

Le service « Assistance Plus » permet au CLIENT de disposer d'un numéro d'appel unique pour la prise en compte immédiate de ses demandes d'assistance fonctionnelle.

Le service proposé couvre les demandes de diagnostic, d'assistance et de conseil de courte durée ne nécessitant pas l'intervention d'un spécialiste du FOURNISSEUR sur le site du CLIENT. Ce service est ainsi réalisé par le FOURNISSEUR dans les limites des possibilités d'une intervention distante. Selon la complexité de l'intervention, la réalisation est planifiée d'un commun accord entre le CLIENT et le FOURNISSEUR.

Au titre de ce service, le FOURNISSEUR s'efforcera de répondre aux demandes exprimées par le CLIENT concernant le ou les progiciel(s) et module(s) visé(s) en Annexe 3.

Le service « Assistance Plus » n'est pas assuré au titre du service de support standard du présent marché ou au titre d'une quelconque garantie contractuelle. Le service « Assistance Plus » fait donc l'objet d'une redevance spécifique (cf. annexe 1).

Dans la mesure où la durée ou la complexité de la prestation d'assistance nécessiterait une intervention du FOURNISSEUR sur le site de le CLIENT, celle-ci ne ferait pas partie des prestations couvertes par le service « Assistance Plus ». Cette intervention sur site serait alors déclenchée d'un commun accord entre les parties, aux conditions définies par les parties, en dehors du service « Assistance Plus ».

b) Conditions d'utilisation et d'exécution

Le service « Assistance Plus » est accessible du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés et des ponts s'y rattachant, aux horaires suivants :

- de 09h00 à 12h00,
- de 13h30 à 17h30.

Les demandes d'assistance peuvent aussi être formulées par messagerie pendant et en dehors de ces périodes d'intervention.

Afin de garantir le bon fonctionnement du service par le FOURNISSEUR, le CLIENT veillera :

- à nommer les interlocuteurs habilités à contacter le service « Assistance Plus », ces interlocuteurs devant avoir préalablement suivi les formations préconisées par le FOURNISSEUR. Le Service « Assistance Plus » ne saurait donc se substituer à la mise en œuvre initiale ou aux formations qui doivent par ailleurs avoir été suivies par les interlocuteurs habilités à contacter le service « Assistance Plus ».
- à définir précisément sa demande d'assistance.
- à mettre à la disposition du FOURNISSEUR les moyens de communication nécessaires à une éventuelle téléconnexion.

Les prestations réalisées au titre du service « Assistance Plus » sont décomptées au temps passé, par unités d'œuvre d'une heure. Chaque intervention du FOURNISSEUR fait l'objet d'un rapport d'intervention dont la rédaction fait partie de la prestation globale d'assistance. Ce rapport d'intervention mentionne le nombre d'unités d'œuvre consommées. A l'issue de l'intervention, le rapport d'intervention est transmis par courriel au CLIENT qui en accuse réception. Sans contestation du CLIENT dans un délai de 7 jours, la prestation est réputée validée.

c) Conditions de souscription

Abonnement forfaitaire

Cette prestation s'entend comme un abonnement annuel correspondant à un maximum d'heures pouvant être consommées par le CLIENT. La redevance annuelle étant forfaitaire, elle est due en totalité même si le nombre d'heures souscrit n'est pas atteint. A titre exceptionnel, le CLIENT pourra reporter sur l'année suivante les heures non consommées, dans la limite de 20% du nombre d'heures prévu au forfait. Elles devront être consommées dans les six premiers mois de l'année suivante. A l'expiration de cette période, le compteur sera remis à zéro.

Le service « Assistance Plus » fait l'objet d'une redevance annuelle forfaitaire basée sur un nombre d'heures d'utilisation du service :

- Tranche 1 (T1) : forfait 8 heures
- Tranche 2 (T2) : forfait 20 heures
- Tranche 3 (T3) : forfait 40 heures
- Tranche 4 (T4) : forfait 60 heures

Au début de chaque période d'un an, le compteur des prestations est remis à zéro.

Au-delà des heures prévues au forfait, le CLIENT peut solliciter le service « Assistance Plus »:

- soit par bon de commande sur la base du tarif horaire correspondant au forfait initialement souscrit, ces heures complémentaires étant facturées mensuellement,
- soit par passage du forfait initial vers une tranche supérieure, avec facturation uniquement du différentiel financier entre les deux tranches.

Utilisation du service hors forfait

Dans la mesure où le CLIENT ne souhaite pas souscrire à l'abonnement forfaitaire

présentée au chapitre précédent, le service « Assistance Plus » peut être souscrit hors forfait. Cela permet au CLIENT de solliciter ponctuellement le service « Assistance Plus ». Un tarif spécifique est alors appliqué à l'heure.

Service support «Expert Site »

a) Objet du service

Le service « Expert Site » a pour objet l'accompagnement sur site pour l'utilisation, et l'optimisation du paramétrage du progiciel ASTRE-GF sur le plan fonctionnel. Les produits ou logiciels tiers sont exclus du périmètre du service.

Il s'agit d'assurer l'accompagnement fonctionnel nécessaire pour donner au CLIENT une maîtrise fonctionnelle, et lui apporter des conseils pour les améliorer. Dans le cadre de ce suivi, le FOURNISSEUR aide le CLIENT à atteindre ses objectifs en terme fonctionnel.

Le service « Expert Site » permet au CLIENT de disposer d'un interlocuteur privilégié pour le suivi et l'accompagnement du site, ci après dénommé Expert site.

Les prestations pouvant être réalisées dans le cadre de ce service sont :

- Paramétrage
- Expertise
- Assistance
- Formation des utilisateurs
- Suivi des livraisons
- Suivi des plans d'action

Ce service se décompose de la manière suivante :

- Réunions sur site

Bilan, suivi et rédaction d'un plan d'actions pour l'utilisation de ASTRE-GF avec un expert produit

- Conférences téléphoniques

Bilan et diagnostic des demandes hotware

3 conférences par an d'une durée maximum de 4 heures

- Crédit service de jours

Exemples d'interventions :

Mise en œuvre d'un plan d'actions

Paramétrage

Assistance sur site régulière

Formation aux nouvelles versions (Versions majeures), ou nouveaux utilisateurs

Mise en œuvre de nouveaux modules

- Compte-rendus

Réalisé à l'issue d'une réunion sur site ou d'une conférence téléphonique.

Exemples de thèmes d'expertise :

- Réalisation d'opérations périodiques (Fin d'année, Editions Budgétaires ...),
- Ouverture d'un nouveau plan comptable,
- Bons de Commandes, Suivi de factures, AP/CP,
- Création d'un profil de confidentialité ...

Au titre de ce service, le FOURNISSEUR s'efforcera de répondre aux demandes exprimées par le CLIENT concernant le ou les progiciel(s) et module(s) y afférant(s).

Le service « Expert Site » n'est pas assuré au titre du service de support standard dû au titre du présent marché ou au titre d'une quelconque garantie contractuelle et fait donc l'objet d'une redevance spécifique.

b) Conditions d'utilisation et d'exécution

Le service proposé couvre les demandes de suivi, de diagnostic, d'assistance, de conseil et de formations, nécessitant l'intervention d'un expert du FOURNISSEUR. Ce service est ainsi réalisé par le FOURNISSEUR dans le cadre d'une planification définie d'un commun accord entre les parties.

Les prestations réalisées au titre du service « Expert Site » sont décomptées au temps passé et suivies par l'Expert site dans un document intitulé Dossier Suivi de Projet (DSP). Les comptes-rendus des interventions sont communiqués par le FOURNISSEUR au CLIENT.

Le forfait annuel applicable (ES4, ES8, ES12) est fonction du nombre d'interventions choisi par le CLIENT par périodes d'un an. Au début de chaque période d'un an, le compteur des prestations est remis à zéro.

15.2 Processus de commande

Le CLIENT qui souhaiterait commander une des prestations listées à l'article 14.1, formule sa demande afin que le FOURNISSEUR établisse un devis sur la base des tarifs catalogue indiqués à l'annexe 1.

La prestation acceptée par le FOURNISSEUR fera l'objet d'un bon de commande. Elle sera planifiée d'un commun accord et facturée dans les conditions prévues à l'annexe 1.

ARTICLE 16 – INDISPONIBILITE

Une fonctionnalité d'un progiciel est déclarée indisponible quand, sans faute du CLIENT et en dehors des éventuels travaux effectués par le FOURNISSEUR sur le site de référence, son usage est rendu impossible soit par anomalie bloquante des progiciels, soit par indisponibilité d'une autre fonctionnalité dont elle dépend.

L'indisponibilité s'applique aux dernières mises à niveau et/ou versions diffusées par le FOURNISSEUR et mises en œuvre par le CLIENT dans les délais impartis (cf. article 13). Il n'y a pas d'indisponibilité pour les mises à niveau et/ou nouvelles versions d'un progiciel dont le CLIENT n'aurait pas assuré l'installation dans ces délais.

16.1 Délais d'intervention

La période d'intervention pendant laquelle le FOURNISSEUR doit rappeler ou envoyer un courriel pour prendre en compte les incidents est la période d'exploitation soit de 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 du lundi au vendredi, en tenant compte des horaires d'ouverture du CLIENT indiqués à l'annexe 2 et à l'exception des jours fériés du FOURNISSEUR et du CLIENT.

Le délai d'intervention est le délai noté entre l'enregistrement du message du correspondant du CLIENT (ou la réception par télécopie de la FIP adressée par le correspondant) et l'envoi d'un courriel au correspondant par le FOURNISSEUR ou le rappel par ce dernier.

Le délai nécessaire au FOURNISSEUR pour joindre le correspondant ou obtenir de ce dernier les éléments nécessaires pour établir son diagnostic, sera déduit du délai d'intervention. En cas d'absence répétée du correspondant lors du rappel, le FOURNISSEUR lui adressera une télécopie ou un message internet aux coordonnées indiquées en annexe 2 pour confirmer son rappel et lui demander de réinitialiser un

message ou de confirmer un rendez-vous téléphonique en retour.

En cas d'anomalie bloquante, le délai maximal d'intervention est de 4 heures si le CLIENT a installé et mis en œuvre un outil de prise en main à distance agréé par le FOURNISSEUR et de 8 heures sinon. Pour les autres anomalies, il est de 8 heures avec le dispositif de télémaintenance et il est de 16 heures sinon.

Ces heures sont exclusivement décomptées dans la période d'exploitation.

16.2 Délai d'indisponibilité en cas d'anomalie bloquante

Le délai d'indisponibilité est le délai pris par le FOURNISSEUR pour débloquer la situation.

Le délai d'indisponibilité débute à compter de l'expiration du délai de correction/contournement accordé au FOURNISSEUR. Le délai nécessaire au FOURNISSEUR pour joindre le correspondant et les délais de mise en place par le CLIENT de la solution proposée par le FOURNISSEUR pour traiter l'anomalie ne sont pas comptés dans ce délai.

Le délai d'indisponibilité ne pourra être supérieur à 12 heures en cas de dispositif de télémaintenance, 28 heures sinon.

Ces heures sont exclusivement décomptées dans la période d'exploitation.

16.3 Délai de correction ou contournement de l'anomalie

Le délai de correction/contournement de l'anomalie est le délai pris par le FOURNISSEUR pour corriger ou contourner l'anomalie. Le délai de correction/contournement de l'anomalie débute dès l'appel du CLIENT ou dès réception de la FIP par le FOURNISSEUR. Le délai nécessaire au FOURNISSEUR pour joindre le correspondant et les délais de mise en place par le CLIENT de la solution proposée par le FOURNISSEUR pour traiter l'anomalie ne sont pas comptés dans ce délai.

Le délai de correction/contournement d'une anomalie bloquante ne pourra être supérieur à 10 jours, décomptés pendant la période d'exploitation. Les anomalies non bloquantes seront traitées au titre de la version suivante.

ARTICLE 17 – PENALITES

Tout dépassement du délai maximal d'indisponibilité ou du délai maximal de correction de l'anomalie entraîne l'application d'une pénalité au FOURNISSEUR sur la base de la formule suivante :

En cas d'indisponibilité totale du progiciel :

$$P = D \times 100 \text{ €}$$

Où P = montant de la pénalité à définir

D = nombre de jours de dépassement par rapport au délai maximal décomptés pendant la période d'exploitation.

En cas d'indisponibilité totale d'un module du progiciel :

$$P = D \times 75 \text{ €}$$

Où P = montant de la pénalité à définir

D = nombre de jours de dépassement par rapport au délai maximal décomptés pendant la période d'exploitation.

ANNEXE 1

CATALOGUE

1.1 Modules connexes complémentaires et prestations de support et de maintenance y afférentes

CATALOGUE ASTRE GF

Tous les prix figurant ci-dessous s'entendent hors prestations de service et hors outils de base périphériques : Middleware, Actuate, SGBDR et Business Object.

Lorsque la Ville achète un module aux tarifs indiqués ci-après, le droit d'usage est également concédé au CCAS et à la Caisse des écoles. Lorsque la Ville achète un module pour le compte du CCAS, le droit d'usage n'est accordé qu'à ce dernier et le tarif applicable est de 50% du prix indiqué ci-dessous. Lorsque la Ville achète un module pour le compte de la Caisse des écoles, le droit d'usage n'est accordé qu'à cette dernière et le tarif applicable est de 30% du prix indiqué ci-dessous.

				Tarif en €uros hors taxes		
				Licence	Maintenance annuelle (%)	Support annuel (%)
	ASTRE-GF	Gamme	Article			
Dispo	NOYAU FONCTIONNEL (<i>obligatoire</i>)					
	NOYAU FONCTIONNEL incluant :	AGF	NOGF	Droit d'usage concédé	//	//
	IHM Web multi-média					
	Structure budgétaire multi-nomenclatures					
	Organigramme des services					
	Gestion des tiers					
	Préparation et éditions budgétaires					
	Exécution budgétaire					
	Suivi analytique					
	Editions standard					
	Interface normalisée de niveau 1					

DOMAINES FONCTIONNELS METIERS						
				Droit d'usage concédé	//	//
	Commande publique	AGF	COMM			
3.01	Inventaire comptable (<i>immo NET</i>)	IMW	INCO	17 111	12 %	6 %
3.01	Inventaire physique (1) (<i>immo NET</i>)	IMW	INPH	9 113	12 %	6 %
				Droit d'usage concédé	//	//
	Structures d'Opérations et gestion des AP/CP	AGF	APCP			
	Cadrage Budgétaire	AGF	CADR	11 391	12 %	6 %
	Plan de programmation avancé	AGF	PPRA	22 781	12 %	6 %
5,00	SEM (suivi étendu des marchés)	AGF	SEMA	37 074	12 %	6 %
				Droit d'usage concédé	//	//
	Univers Astre/Objet GF Noyau	AGF	BOGF			
3.01	Univers Immo NET	AGF	INBO	2 852	12 %	6 %
3.01	Extracteur Excel	AGF	EXEX	4 563	12 %	6 %
	Editions Budgétaires M4X	AGF	M4XX	3 797	12 %	6 %
	Editions Budgétaires M157	AGF	M157	3 797	12 %	6 %
	Editions Budgétaires M22	AGF	M22X	3 797	12 %	6 %

	Editions Budgétaires M22 pour EHPAD	AGF	M22E	3 797	12 %	6 %
	Fichier des voies	AGF	VOIE	7 594	12 %	6 %

(1) Le module inventaire physique nécessite obligatoirement l'installation du module
Inventaire comptable

ASTRE SUBVENTIONS						
Dispo	NOYAU fonctionnel (obligatoire) incluant :	AGF	SUNO			
	Référentiel					
	Gestion des aides					
	Traitements par lot					
	Tiers					
	Gestion des dossiers					
	Gestion des courriers					
	Gestion des procédures					
	Outils d'administration et confidentialité					
	Tableaux de bord					
Dispo	Univers Astre/Objet Subventions Noyau	AGF	SUBO	6 464	12 %	6 %
Dispo	Rattachement de dossiers à une même opération	AGF	SURA	8 450	12 %	6 %
3.01	Prêts et avances remboursables	AGF	SUAR	12 929	12 %	6 %
Dispo	Interface Gedelib	AGF	SUGD	12 929	12 %	6 %
Dispo	Liaison Hopayra aides aux particuliers	AGF	SUHO	9 697	12 %	6 %
4.01	Subventions reçues	AGF	SURE	19 393	12 %	6 %

ASTRE GF DEMAT						
ASTRE GF PES HELIOS						
3.01	PES Aller comptable (noyau)	AGF	PESN	Inclus		
3.01	PES Pièces justificatives	AGF	PJUS	8 556	12 %	6 %
3.01	Jeu de requêtes SQL sur les tiers en prévision du passage au PES (requêtes + téléassistance)	AGF	PESR	4 563	12 %	6 %
3.01	Astre/Telios Dépôt Portail DGFIP	AGF	DEPO	14 830	12 %	6 %
	Dépôt automatique des flux PES sur le portail DGFIP par liaison https					
3.01	Astre/Telios Gestion de trésorerie	AGF	TRES	17 111	12 %	6 %
	Gestion de la trésorerie à partir des retour Ocre ou PESV2					
3.01	PES Signature du bordereau dans Astre paraph pour 5 signatures comprenant :	CCMIA		15 188	12 %	
3.01	PES Signature intégration			5 316	12 %	6 %
3.01	PES Signature du bordereau dans Astre paraph			9 872	12 %	6 %
3.01	Package 5 signataires supplémentaires	CCMIA		759	12 %	6 %
3.01	PES driver TdT Fast	CCMIA		14 830	12 %	6 %
3.01	PES driver TdT ixbus	CCMIA		14 830	12 %	6 %
3.01	PES driver TdT Slow2	CCMIA		14 830	12 %	6 %
ASTRE GF GESTION DOCUMENTAIRE						
3.01	Documents Annexes tiers	AGF	DATI	3 422	12 %	6 %
3.01	Documents Annexes factures	AGF	DAFA	5 133	12 %	6 %
3.01	Documents Annexes marchés	AGF	DAMA	3 993	12 %	6 %
3.01	Documents Annexes Bons de commande	AGF	DABC	5 133	12 %	6 %
4,01,100	Signature scannée des Bons de Commandes	AGF	BDCS	3 422	12 %	6 %
3.01	Documents Annexes engagements	AGF	DAEN	3 993	12 %	6 %
3.01	Documents Annexes liquidations	AGF	DALI	4 563	12 %	6 %
3.01	Documents Annexes dossiers de subventions	AGF	DASU	6 845	12 %	6 %
3.01	Module d'intégration Astre GED pour Alfresco source GF (applicable au périmètre des documents annexes)	CCMIA		4 504	12 %	6 %
3.01	ALFRESCO version Entreprise source GF (applicable au périmètre des documents annexes)	CCMIA		6 380	12 %	6 %
ASTRE GF DEMAT FACTURES						
	Suivi de factures	AGF	FACT	Droit d'usage concédé	//	//

3.01	Regroupement multi-factures	AGF	RFAC	3 797	12 %	6 %
3.01	Astre LAD factures comprenant :	AGF	LADF	26 129	12 %	6 %
	Traitement automatique des factures fournisseurs dans ASTRE GF (LAD sur factures) comprenant :					
	Connecteur LAD Astre GF			2 852	12 %	6 %
	Vidéocodage de 1 à 5 postes			22 278	12 %	6 %
	Code barre séparateur de factures			1 000	12 %	6 %
	Suppléments :					
	Videocodage par groupe de 5 postes supplémentaires	AGF	LAD5	3 861	12 %	6 %
	Droit d'utilisation supplémentaire par Collectivité se connectant sur une plate-forme mutualisée	AGF	LADM	5 792	12 %	6 %
3.01	Page d'alerte	AGF	ALER	7 594	12 %	6 %
3.01	Complément multi-budget de la page d'alerte	AGF	ALMB	3 797	12 %	6 %
	ASTRE GF DADSII Honoraires					
3.01	DADSII Honoraires	AGF	IDAD	11 408	12 %	6 %
Dispo	ASTRE PARAPHEUR POUR ASTRE GF					
	Module d'intégration	CCMIA				
Dispo	Driver Astre Parapheur pour le domaine de la GF	CCMIA		5 316	12 %	6 %
	Parapheur Astre paraph	CCMIA				
Dispo	Astre Paraph Licence pour le domaine de la gestion financière	CCMIA		16 706	12 %	6 %
Dispo	Astre Paraph Licence pour un domaine métier supplémentaire Astre	CCMIA		8 353	12 %	6 %
Dispo	Astre Paraph Licence site (tous domaines métiers)	CCMIA		41 766	12 %	6 %

La licence est accordée pour 5 signataires. Ajouter 5% par package de 5 signataires complémentaires

FORMULAIRES ASTRE EXTRANET						
3.01	Extranet Attribution du jeton (1)	AGF	EXJE	6 075	12 %	6 %
3.01	Extranet Fournisseurs (2)	AGF	EXFO	12 150	12 %	6 %
3.01	Extranet Subventions Elus (3)	AGF	EXSE	7 594	12 %	6 %
3.01	Extranet Subventions consultation (3)	AGF	EXSC	9 872	12 %	6 %

(1) L'attribution du jeton est un prérequis des modules Extranet : ne le compter qu'une fois. Ce module n'est pas nécessaire pour l'extranet Elus.

(2) Nécessite l'acquisition du noyau fonctionnel Astre GF et de son module de gestion des factures.

(3) Nécessite l'acquisition du noyau fonctionnel Astre Subventions

Dispo	INTERFACES ENTRE ASTRE GF et...					
3.01	Interfaces normalisées Astre-GF niveau 2 (API)	AGF	IAP1	22 815	12 %	6 %
3.01	Interfaces normalisées Astre-GF niveau 4 (SW)					
	Tiers	AGF	ISTI	5 704	12 %	6 %
	RechercheTiers	AGF	ISRT	3 422	12 %	6 %
	Contact	AGF	ISCO	3 422	12 %	6 %
	ContactAdresse	AGF	ISCA	1 711	12 %	6 %
	TiersRib	AGF	ISTR	1 711	12 %	6 %
	Modif JSP recherche de tiers	AGF	ISRT	1 711	12 %	6 %
	Dossier	AGF	ISDO	5 704	12 %	6 %
	DossierSuppr	AGF	ISDS	1 711	12 %	6 %
	DossierCalcul	AGF	ISDC	1 711	12 %	6 %
	DossierInfosGF	AGF	ISDI	1 711	12 %	6 %
	DossierTiers	AGF	ISDT	3 422	12 %	6 %
	DossierEleana	AGF	ISDE	2 282	12 %	6 %
	DossierIndicateur	AGF	ISIN	2 282	12 %	6 %
4.01.200	Upload document annexé associé à 1 entité (Dossier, tiers, factures ...)	AGF	ISDA	5 704	12 %	6 %
3.01	Injecteurs					
	Tiers	AGF	INTI	6 845	12 %	6 %
	Dossiers	AGF	INDO	11 408	12 %	6 %
3.01	Interface ASTRE GF / Régie NET	AGF	IREG	14 259	12 %	6 %
3.01	Dettes (Sage/Finance Active)	AGF	IDET	4 563	12 %	6 %

3.01	Patrimoine (Sage Patrimoine)	AGF	IPAT	9 126	12 %	6 %
3.01	Marco procédure	AGF	IMA1	11 391	12 %	6 %
3.01	Marco STF	AGF	IMA2	22 781	12 %	6 %
3.01	Sis marché (flux tiers et marchés)	AGF	ISI1	8 556	12 %	6 %
3.01	Sis suivi (flux liquidations et mandats)	AGF	ISI2	17 111	12 %	6 %
3.01	Banque de France (assistance hotline 1/2 j comprise)	AGF	IBDF	6 845	12 %	6 %
3.01	Interface factures électroniques	AGF	IFACT	6 845	12 %	6 %

FORFAITS SERVICES OPTIONNELS						
Disp	Mise à jour nouveaux codes banques sur référentiel Tiers (procédures + téléassistance)	AGF	FBAN	4 563	12 %	6 %
Dispo	Mise à jour nouveaux codes APE sur référentiel Tiers (procédures + téléassistance)	AGF	FAPE	4 563	12 %	6 %
	Les 2 avec remise de 30%			6 388	12 %	6 %
3.01	Jeu de requêtes SQL sur les tiers en prévision du passage au PES (requêtes + téléassistance)	AGF	FSQL	4 563	12 %	6 %
3.01	Détection doublons et fusion tiers	AGF	FSFT	6 075	12 %	6 %
	DEMANDES PAYEURS EQUIPES HELIOS HORS PES					
Dispo	Edition titre multi-imputation (maxi 12)	AGF	TIMU	4 563	12 %	6 %
Dispo	Demandes particulières des payeurs	AGF	DPAY	4 563	12 %	6 %
	ASTRE GF CARTE ACHAT					
3.01	Carte Achat Noyau hors adaptations spécifiques aux organismes bancaires	AGF	ACHA	15 188	12 %	6 %

ASTRE BI						
Astre BI GF						
Dispo	Licence Astre BI GF comprenant : - Programmes d'alimentation ETL pour Astre GF - Outils d'ETL ODI d'Oracle pour la source Astre GF - Datamart standard GF	CCMIA		19 744	12 %	6 %
		CCMIA				
		CCMIA				
		CCMIA				

Modalités de facturation

Les licences seront facturées à compter de leur livraison.

Les prestations de support et de maintenance y afférentes seront facturées annuellement terme à échoir à compter de la livraison des modules et pour la première année au prorata temporis du temps restant à courir sur l'année civile. Pour les années suivantes, elles seront révisées et facturées dans les mêmes conditions que la redevance de suivi progiciel. Toutefois, l'indice So applicable correspondra au dernier indice Syntec connu au mois de livraison.

1.2 Tarifs unitaires de prestations

Prestations	Sur le site du client (*)	Dans les locaux du fournisseur (*)
Directeur de Projet (**)	1 435,00	1 165,00
Chef de Projet	1 335,00	1 060,00
Conseil Expert	1 335,00	1 060,00
Conseil	1 275,00	1 000,00
Architecte du Système d'Information	1 435,00	1 165,00
Responsable Qualité	1 285,00	1 010,00
Ingénieur Système	1 275,00	1 000,00
Technicien Système	1 175,00	900,00
Expert fonctionnel	1 335,00	1 060,00
Formateur	1 175,00	900,00
Directeur d'études	1 265,00	990,00
Concepteur	1 110,00	840,00
Ingénieur d'études	1 050,00	780,00
Analyste	1 000,00	730,00
Analyste/programmeur	950,00	680,00
Programmeur	740,00	465,00

(*) Montant journalier en euros hors taxes

(**) Ces montants sont divisés par 2 en cas de commande à la demi-journée

Les prestations seront facturées à service fait.

1.3 Prestations de support optionnelles

Visite annuelle : 1 750 euros HT

La visite annuelle sera facturée terme à échoir à compter de la réception du bon de commande. Son montant n'est pas proratisable. Au delà de la première année, il sera révisé et facturé dans les mêmes conditions que la redevance de suivi progiciel. Toutefois, l'indice So applicable correspondra au dernier indice Syntec connu à la date du bon de commande.

1.4 Prestation d'Assistance Plus

Forfait annuel	T1	T2	T3	T4
Nombre d'heures	8	20	40	60
Tarif horaire en euros HT	150	130	114	100
Tarif forfait annuel euros HT	1200	2600	4560	6000

Tarifs hors forfait : 180 euros HT par heure

Forfait mutualisable GF/Système. Le nombre d'heures GF et Système doit être indiqué au bon de commande.

Le forfait sera facturable annuellement terme à échoir.

Les heures hors forfait seront facturables trimestriellement terme à échoir

1.5 Prestation Expert Site

	Total annuel en euro HT
EXPERT SITE : ES4	7 200,00
1 Réunion sur site	
4 Comptes rendus	
3 Conférences téléphoniques (maximum 4h)	
Crédit service : 3 jours	
EXPERT SITE : ES8	11 300,00
2 Réunions sur site	
5 Comptes rendus	
3 Conférences téléphoniques (maximum 4h)	
Crédit service : 6 jours	
EXPERT SITE : ES12	14 900,00
3 Réunions sur site	
6 Comptes rendus	
3 Conférences téléphoniques (maximum 4h)	
Crédit service : 9 jours	

Le forfait sera facturable annuellement terme à échoir

ANNEXE 2

SITE DE REFERENCE

Serveur de données :

Version du SGBDR :

Aucune licence SGBDR dédiée à l'utilisation du progiciel objet du présent contrat n'a été concédée par le FOURNISSEUR au CLIENT. En conséquence, le CLIENT a souscrit un contrat de maintenance directement auprès de l'éditeur du SGBDR pour une licence à usage complet.

Système d'exploitation du serveur de données :

Serveur de réseau :

Système d'exploitation du serveur de réseau

Système d'exploitation des postes de travail :

Serveur(s) d'application :

Version du MIDDLEWARE : BEA Weblogic Express Base Edition

Nombre de processeurs* : 1

BEA Weblogic Express Premium Edition

Nombre de processeurs* : 4

Système d'exploitation du (des) serveur(s) d'application :

GENERATEUR : ACTUATE e-Reporting Suite Embarqué

Modules de l'INFOCENTRE dont le droit d'usage a été concédé :

Aucune licence INFOCENTRE dédiée à l'utilisation du progiciel objet du présent contrat n'a été concédée par le FOURNISSEUR au CLIENT. En conséquence, le CLIENT a souscrit un contrat de maintenance directement auprès de l'éditeur concerné.

Adresse du site de référence :

Téléphone :

Télécopie :

e-mail :

Personne responsable du contrat :

Jours et heures d'ouverture du CLIENT :

- * Le nombre de processeurs est défini comme le nombre maximal de processeurs utilisés par les serveurs physiques sur lesquels est implanté le MIDDLEWARE. Le droit d'usage a été accordé pour ce nombre.

ANNEXE 3

3.1 Conditions financières

Prestations	Montants annuels en euros hors taxes
MAINTENANCE ASTRE- Prestations standard DOMAINE GESTION FINANCIERE ➤ Noyau financier et comptable 10 687,00 ➤ Commande publique 590,00 ➤ Factures 590,00 ➤ Structures d'Opérations et gestion des AP/CP 911,00 ➤ Univers Astre/Objet GF Noyau 590,00 ➤ Editions Budgétaires inclus ➤ Maintenance MIDDLEWARE 1 923,00 ➤ Maintenance GENERATEUR Inclus MAINTENANCE – Kim'Stocks ➤ Module Kim'Stocks 11 462,50 ➤ Interface Kim'Stocks/ASTRE incluse	
Sous total Maintenance	26 753,00
SUPPORT <u>Prestations standard</u> ➤ Assistance 5 236,00 ➤ Assistance Kim'Stock 3 018,75	
Sous total Support	8 254,75
TOTAL SUIVI	35 008,25

9500

Le CLIENT souscrit à l'option Support Assistance plus et choisit le forfait suivant selon la répartition ci-après indiquée :

☐ Forfait 8 heures : 1 200 euros HT

☐ Forfait 10 heures : 1 400 euros HT (*)

☐ Forfait 20 heures : 2 600 euros HT

☐ Forfait 40 heures : 4 560 euros HT

☐ Forfait 60 heures : 6 000 euros HT

- Nombre d'heures dédiées à la GF :
- Nombre d'heures dédiées au Système :

(*) Cette tranche n'est applicable que si le CLIENT souscrit à l'option Support Assistance plus à la date de signature du contrat.

☐ Le CLIENT ne souscrit pas à l'option Support Assistance plus

Dans le cas où aucune des cases n'est cochée, le CLIENT est réputé n'avoir pas souscrit à l'option Support Assistance Plus.

3.2 Modalités de paiement : paiement annuel terme à échoir. L'option Support Assistance Plus fera l'objet d'une facture séparée.

3.3 Coordonnées bancaires du FOURNISSEUR :

Compte ouvert à	Société Générale – Agence SG LA DEFENSE ENTREPRISES
Code banque	30003
Code guichet	04170
Numéro de compte	00026037352
Clé	68


3.4 Le taux de TVA est de 19,60 %

3.5 So est fixé à l'indice SYNTEC du mois d'octobre 2011.

ANNEXE 4

FORMULAIRES

- 4.1. FIP Fiche Incident Progiciel
- 4.2. CRT Compte Rendu de Télémaintenance
- 4.3. Fiche anomalie KIMOCE

Fiche Incident Progiciel	N ° abonné		F I P	
	Nom Collectivité			
	Date			

A renseigner par le client

N° FIP CLIENT

Date constat

Emetteur:

Service :

Nom Emetteur :

Tél :

mail :

A envoyer à
Contact GFI :

- **Produit :** ☐ Astre GF ☐ Astre GS
☐ Astre RH ☐ Formasoft

fip-gf@gfi.fr
fip-rh@gfi.fr

➤ **Qualification Client**

- ☐ Anomalie Bloquante ☐ Anomalie Non Bloquante ☐ Amélioration

➤ **Incidence collectivité**

- ☐ Urgent
☐ Non Urgent

Vous pouvez préciser quelle en est l'incidence pour la collectivité


Domaine / Module / Menu & Intitulé du traitement (...) :

Instance : ☐ Formation ☐ Production ☐ Qualification **Serveur d'applications :** OS :
Base de données : OS :

N° Version :

DESCRIPTION ET CAUSES DE LA FICHE

- Pièces jointes ☐ **Observations :**

COMPTE RENDU DE TELEMAINTENANCE	Structure	Equipe Fonctionnelle GF	C R T	
	Auteur			
	Date			
Nom Collectivité ou client :				

Rapport à retourner dûment signé : GFI PROGICIELS – Service Clients GF – Route de Ganges – Campus de Bissy – CS 60010 – 34988 SAINT CLEMENT DE RIVIERE – Fax : 04.99.61.90.80

Nom du correspondant client :

Nombre de jours :

Type d'intervention :				Facturable :			
Formation :		Exp/audit/param :		Assistance :		Oui :	
						Non :	
Date :		Heure de début :		Heure de fin :			

Travaux réalisés par GFI PROGICIELS :

KIMOCE S.A. Parc des Collines – BP2487 26, rue Victor Schoelcher 68057 MULHOUSE CEDEX Tél. : 03 89 43 88 00 Fax : 03 89 43 87 58	FICHE ANOMALIE	<u>CLIENT :</u> N° : Date : Emetteur : Destinataire : Module :
--	---------------------------	--

<p align="center">PARTIE CLIENT</p> <p align="center"><i>Description de l'anomalie (détail de l'éventuel message système, procédure suivi pour arriver à l'anomalie, ...)</i></p> <hr/>
--

<p align="center">PARTIE KIMOCE</p> <hr/> <p> <u>Prise en charge :</u> <u>Responsable :</u> <u>Résolution :</u> <u>Envoi :</u> <u>Réponse détaillée :</u> </p>

905

ANNEXE 5

CORRESPONDANTS

Liste des personnes habilitées à contacter le FOURNISSEUR

Ces personnes ont été nécessairement formées par le FOURNISSEUR à l'ensemble des fonctionnalités et procédures du domaine auquel elles sont affectées.

Les correspondants informatiques ont été aussi formés par le FOURNISSEUR aux procédures d'exploitation.

Correspondant	Nom	Téléphone	Télécopie	E-mail
Informatique				
Informatique				
Services financiers				
Services financiers				

ANNEXE 6

1. Mode d'utilisation du formulaire pour envoi de questions à l'assistance

Lorsque vous lancez le programme « question.exe », le formulaire suivant apparaît :

Formulaire Appels Support GFI Progiciels

Identification du demandeur

Identifiant
Téléphone
Société
Fax
Nom

Identification de la demande

Produit concerné
Type de question
Objet de la demande
Question

☐ Prévisualiser le message

Fermer **Configurer** **Envoyer**

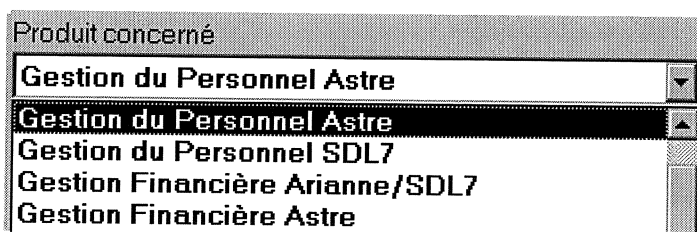
Dans la zone **Identifiant** saisir le numéro d'abonné qui vous a été communiqué. **Cette information est indispensable**, une mauvaise indication entraînerait le rejet du message.

Dans la zone **Société** saisir le nom de votre établissement. Afin que l'information ne soit pas tronquée et devienne illisible pour nous, vous pourrez abréger le titre, par exemple CG ou CR pour Conseil Général ou Conseil Régional.

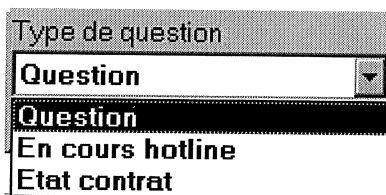
Dans la zone **Nom** saisir votre nom (information obligatoire).

Les zones **Téléphone** et **Fax** sont facultatives mais conseillées pour qu'on puisse vous joindre.

Dans la zone **Produit concerné**, vous choisissez dans la liste, l'application concernée par votre question.



Dans la zone **Type de question**, vous choisissez :



- **Question** : pour adresser un appel à l'assistance.
- **En cours hotline** : pour vérifier où en sont vos demandes en cours de traitement, cela vous permet de vérifier qu'un problème est toujours en cours de traitement dans nos services. Cette liste ne comporte que les demandes prises en charge par un assistant. Un appel reçu mais non encore pris en charge n'y figure pas.
- **Etat contrat** : pour connaître l'état de votre contrat de maintenance.

Dans la zone **Objet de la demande**, vous saisissez un texte synthétique de présentation du problème. Cette information doit être la plus explicite possible car c'est sur celle-ci que l'équipe des assistants va se baser pour déterminer comment traiter la demande dans les meilleurs délais.

Dans la zone **Question**, vous détaillez la demande en indiquant comment se matérialise le problème à l'écran ou sur l'édition, comment la rubrique a été codifiée, le message d'erreur système ou Oracle, ... Vous indiquerez aussi dans quel environnement vous travaillez : version installée (ex : F2401, Astre 1.5.3), niveau de correctif (ex : F2404, HA10) et si le problème concerne une grille donnez sa version (ex : GFVISMSG_5_43). Si la question est suffisamment explicitée et que le problème est connu de nos services, nous pourrons vous répondre rapidement par retour de mail.

Si vous cochez la case **Prévisualiser le message** vous pourrez voir celui-ci avant de l'envoyer (attention sur certaines plate-formes cette fonctionnalité peut bloquer le programme).

Le bouton **Configurer** n'a pas à être activé, nous avons renseigné comme il se doit le fichier de paramètres « question.ini ».

Le bouton **Envoyer** vous permet d'envoyer le message à notre boîte aux lettres at@gfi.fr

Remarque : lorsque vous lancez le programme « question.exe » il reprend les informations saisies lors de la précédente session. Vérifiez bien que vous ne laissez pas d'anciennes lignes en fin de la zone « question ».

Formulaire renseigné :

Formulaire Appels Support GFI Progiciels	
Identification du demandeur	
Identifiant 99999	Téléphone 01 46 62 30 00
Société VILLE DE GFI	Fax 01 46 62 99 99
Nom DUPOND Philippe	
Identification de la demande	
Produit concerné Gestion du Personnel Astre	Type de question Question
Objet de la demande Impossible accéder écran "arreté avancement"	
Question Version : ASTRE 1.5.3 niveau HA10 L'appel de l'écran "agent/carrière/arreté d'avancement" provoque l'erreur suivante : Message : Code : 932 : Erreur SQL dans BeanSelectorog.exception.AstreSQLException: ORA-00932: Types de données incohérents	
<input type="checkbox"/> Prévisualiser le message <input type="button" value="Fermer"/> <input type="button" value="Configurer"/> <input type="button" value="Envoyer"/>	

Mail généré :

À...	at@gfi.fr
CC...	
Objet :	Impossible accéder écran "arreté d'avancement"
<p>Concerne le produit : Gestion du Personnel Astre</p> <p>Version : ASTRE 1.5.3 niveau HA10 L'appel de l'écran "agent/carrière/arreté d'avancement" provoque l'erreur suivante : Message : Code : 932 : Erreur SQL dans BeanSelectorog.exception.AstreSQLException: ORA-00932: Types de données incohérents</p> <p>=====</p> <p>Mots clés du message</p> <p>=====</p> <p>@Requete:Q @ID:99999 @SOC:VILLE DE GFI @NOM:DUPOND Philippe @PROD:ASTRE-GP @TEL:01 46 62 30 00 @FAX:01 46 62 99 99</p> <p>=====</p> <p>Fin des mots clés du message</p> <p>=====</p>	

CREER UN MAIL DIRECTEMENT

Pour les utilisateurs dont la messagerie ne serait pas à la norme MAPI (Notes, Netscape, ...), ou si l'utilitaire de gestion de formulaire ne fonctionne pas sur votre poste, il existe une seconde méthode pour nous adresser une demande, c'est de la transmettre directement par votre messagerie en composant un message (format texte, pas html) ainsi :

Destinataire : at@gfi.fr

Objet : vous indiquez l'objet de la demande,

Corps du message : le détail de la question et des mots clés suivants (les réponses indiquées sont bien sûr des exemples) en respectant scrupuleusement ce format :

```
@Requete:Q
@ID:99999          (L'identifiant de votre site)
@SOC:VILLE DE GFI
@NOM:DUPOND Philippe
@PROD:ASTRE-GP      (Le code produit concerné, cf plus bas)
@TEL:01 46 62 30 00
@FAX:01 46 62 99 99
```

Vous pouvez retrouver cette liste de mots clés dans le fichier « question.txt » pour les insérer **dans le corps** de votre message. Respecter scrupuleusement la syntaxe, notamment le caractère « @ » en début de chaque ligne et les « : » avant la valeur du mot clé.

Dans la zone @Requete, vous indiquez « Q » pour poser une question, « E » pour connaître l'état des questions en cours, « C » pour connaître l'état de vos contrats.

Dans les zones @ID, @SOC, @NOM, @TEL, @FAX vous saisissez les informations telles que décrites au chapitre 2 de la documentation.

Dans la zone @PROD saisir le code du produit selon la correspondance suivante, attention respecter scrupuleusement cette liste, sinon votre message n'arrivera pas au bon destinataire :

CODE PRODUIT (@PROD :)	Produit concerné
ASTRE-GF	Gestion Financière Astre
ASTRE-GF-DEMAT	Gestion Financière Astre DEMAT
GF-EB	Editions budgétaires Astre
ASTRE-GI	Gestion Immobilisations Astre
ASTRE-GS	Gestion Subventions Astre
SO-GF	Infocentre BO Gest. Financ. Astre
ASTRE-GP	Gestion du Personnel Astre
SO-GP	Infocentre BO Gestion du Personnel Astre
ASTRE-GFD	Gestion Frais Déplacements Astre
SDL7-POP-EL	Elections
SDL7-POP-RG	Régies, Scolarité, Vaccinations
SO-RG-EL	Infocentre BO Régies Elections
SDL7-SDIS	Modules SDIS
FORMASOFT	Gestion Formation FORMASOFT
SYSTEME	Système

Mail saisi :

À...	at@gfi.fr
Cc...	
Objet :	Impossible accéder écran "arreté d'avancement"
<p>Version : ASTRE 1.5.3 niveau HA10</p> <p>L'appel de l'écran "agent/carrière/arreté d'avancement" provoque l'erreur suivante : Message : Code : 932 : Erreur SQL dans BeanSelectorog.exception.AstreSQLException: ORA-00932: Types de données incohérents</p> <p>@Requete:Q @ID:99999 @SOC:VILLE DE GFI @NOM:DUPOND Philippe @PROD:ASTRE-GP @TEL:01 46 62 30 00 @FAX:01 46 62 99 99</p>	

2. WEBINFO

GFI Progiciels propose au client sous contrat de suivi progiciel, sous la dénomination « Webinfo » :

1) Un site internet http de communication sur les produits.

Sur ce site on trouve :

- des informations et des actualités sur les différents modules des produits,
- des documentations,
- des FAQ : les questions les plus fréquentes, posées par l'ensemble des clients,
- les demandes d'assistance émises par le client et les réponses apportées par GFI Progiciels
- les FIP

2) Un site FTP pour le téléchargement de correctifs ou de mises à jour.

Lors de la mise en diffusion d'un correctif ou d'une mise à jour, le client est averti par mail de sa disponibilité sur le site FTP et des consignes d'installation.

Ne relèvent pas d'une diffusion sur le site FTP, les versions majeures, les correctifs ou mises à jour volumineux (ils sont envoyés au client par CD) et les correctifs ou mises à jour de modules optionnels (ils sont envoyés au client par mail ou par CD).

ANNEXE 7

ENVIRONNEMENTS TECHNIQUES (SYSTEMES D'EXPLOITATION et PRODUITS TIERS) AGREES AU 1^{er} JANVIER 2011

La présente annexe liste les seules plates-formes agréées par le FOURNISSEUR, elle pourra être mise à jour dans les conditions prévues au présent contrat.

7.1 ASTRE

Un KM (Kit Middleware) est un ensemble de logiciels tiers compatibles entre eux, nécessaires au fonctionnement de ASTRE. Un KM regroupe : la JDK, les serveurs d'application, le générateur d'état Actuate, le SGBDR Oracle et, pour les serveurs de base de données sous Windows, l'émulateur MKSH Toolkit. Une version du Kit Middleware regroupe les versions agréées des produits tiers précités. En conséquence, le CLIENT devra associer sur le site de référence exclusivement des logiciels afférents à une même version de KM. Les logiciels mentionnés à la présente annexe sans référence à un quelconque KM, pourront être associés indifféremment avec des logiciels identifiés KMV2 ou KMV3.

7.1.1 Serveur de données

Version Kit Middleware	Version Oracle	OS	date de fin de support GFI Progiciels
KM V2	9.2.07	AIX 5.3-TL08	31/03/2011
		HP-UX 11i	
		SUN SOLARIS 9	
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	
KM V3	10.2.04	AIX 5.3-TL10	30/11/2012
		HP-UX 11i v3	
		SUN SOLARIS 10	
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 ou 64 bits (Standard ou Enterprise)	
		WINDOWS Server 2008-R2 64bits	
		Linux Red Hat AS 5.2 à 5.4 version 32 ou 64 bits	

7.1.2 Serveur de batchs

Version Kit Middleware	Version Oracle	OS	date de fin de support GFI Progiciels
KM V2	9.2.07	AIX 5.3-TL08	31/03/2011
		HP-UX 11i (RISC)	
		SUN SOLARIS 9 (SPARC)	
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	
KM V3	10.2.04	AIX 5.3-TL10	30/11/2012
		HP-UX 11i v3 (RISC)	
		SUN SOLARIS 10 (SPARC)	
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	
		Linux Red Hat AS 5.2 à 5.4 version 32 bits	

Version Kit Middleware	Version MKSH Toolkit	OS	date de fin de support GFI Progiciels
KM V2	8.7	WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	31/03/2011
KM V3	9.1	WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	30/11/2012

7.1.3 Serveur d'application

Version Kit Middleware	Produit et version	OS	date de fin de support GFI Progiciels
KM V2	Oracle IAS 10g (9.0.4)	AIX 5.3	31/03/2011
		HP-UX 11i	
		SUN SOLARIS 9	
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	
		Linux Red Hat 4.0 update 6 32 bits	
	BEA Weblogic 8.1 SP5	AIX 5.3	
		HP-UX 11i	
		SUN SOLARIS 9	
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	
		Linux Red Hat 4.0 update 6 32 bits	
KM V3	Oracle IAS 10gR3 (10.1.3.3)	AIX 5.3	30/11/2012
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 ou 64 bits	
		Windows 2008-R2	
		Linux Red Hat AS 5.2 à 5.4 version 32 bits	
	Oracle Weblogic Server 10.0 MP2	AIX 5.3	
		SUN SOLARIS 10	
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	
		Linux Red Hat AS 5.2 à 5.4 version 32 bits	
	JBoss Enterprise 4.3	WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	
		Linux Red Hat AS 5.2 à 5.4 version 32 bits	

7.1.4 Serveur d'édition Actuate

Version Kit Middleware	Version Actuate	OS	date de fin de support GFI Progiciels
KM V2	8.1 fix10	AIX 5.3	31/03/2011
		SUN SOLARIS 9	
		WINDOWS Server 2003 R2 SP2	
		Linux Red Hat AS 4.0 update 6	
KM V3	9.3 fix3	WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	30/11/2012
		WINDOWS Server 2008 R2	
		Linux Red Hat AS 5.2 à 5.4 version 32 bits	

7.1.5 Serveur d'édition Word

Logiciel Serveur	Version	OS	date de fin de support GFI Progiciels
Microsoft Internet Information Server	6.0	WINDOWS Server 2003 R2 SP2	30/11/2011
Word Office 2003		WINDOWS Server 2003 R2 SP2	30/11/2011

7.1.6 Kit développement java

Version Kit Middleware	Version de JDK	OS	date de fin de support GFI Progiciels
KM V2	JDK 1.4.2_15	Mêmes OS que les serveurs d'application mentionnés au 7.1.3 de la présente annexe	31/03/2011
KM V3	JDK 1.5.0	Mêmes OS que les serveurs d'application mentionnés au 7.1.3 de la présente annexe	30/11/2012

7.1.7 Poste de travail

Navigateur	Version	OS	date de fin de support GFI Progiciels
Microsoft Internet Explorer	7.0 8.0	Windows 2000 Professional SP4 Windows XP Professionnal SP2 Windows Vista	30/11/2011
Firefox	3.0		

7.1.8 Logiciel de télémaintenance :

NTR Support (anciennement dénommé NTR inquiero)

7.2 Modules ASTRE-GF : IMMOS.NET et REGIES.NET

7.2.1 Serveur de données

Le serveur de données est le même que celui qui héberge Astre GF, il est donc identique à ceux décrits au chapitre 7.1.1. Il n'y a pas de traitements batchs pour ces deux modules.

7.2.2 Serveur d'applications

Version Microsoft .Net	OS	date de fin de support GFI Progiciels
Framework 3.5 SP1	WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	30/11/2011

7.2.3 Serveur d'édition Cristal Report

Version Cristal Report	OS	date de fin de support GFI Progiciels
Developer edition 11	WINDOWS Server 2003 R2 SP2 version 32 bits	30/11/2011

7.2.4 Poste de travail

Navigateur	Version	OS	date de fin de support GFI Progiciels
Microsoft Internet Explorer	7.0 8.0	Windows 2000 Professional SP4 Windows XP Professionnal SP2 Windows Vista	30/11/2012
Firefox + FF Click Once	2.0 3.0		

7.2.5 Logiciel de télémaintenance :

NTR Support (anciennement dénommé NTR inquiero)

ANNEXE 8

DESCRIPTION DES PROGICIELS APPLICATIFS

ASTRE-GF

MODULES	DESCRIPTION
Noyau Financier	IHM Web multimédia Référentiels Structure budgétaire Structure interne Structures d'analyse transversale Tiers Suivi financier des marchés Préparation budgétaire Décisions Réalisation (mandats, titres) Compte administratif Suivi analytique Outils d'administration Editions standards Editions Budgétaires selon nomenclature de la Collectivité
Commande publique	Gestion des besoins, demandes d'achats et bons de commandes
Suivi des factures	Suivi des factures
Inventaire (Web et VB)	Gestion comptable des immobilisations
Inventaire physique (VB)	Gestion physique de l'inventaire (requiert l'option Inventaire)
Structures d'opérations et AP/CP	Gestion des opérations
Cadrage Budgétaire	Outil de simulation et de préparation du BP par grandes masses
Subventions versées	Gestion des dossiers de subventions
Univers Astre/objet noyau financier	
Objet commandes	Univers pour BO
Objet factures	
Objet subventions	
Interface Anis	Interface Anis
Interface Dette (Sage / Finance Active)	Interface avec logiciel Sage et/ou Finance Active

NB : Seuls les modules tarifés à l'annexe 3 sont maintenus.

ANNEXE 9

GUIDE DE DEPLOIEMENT KIM'S STOCK

**Marché d'Expertise des Véhicules mis en Fourrière
Marché à procédure adaptée n° 1M321140
Résiliation du Marché**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- L'arrêté n° 2009/28 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe à l'égalité des droits et à la tranquillité publique ;

Considérant :

- Que par décision n° 2011/0335 en date du 27 juillet 2011, la Ville de Montpellier a décidé de confier un marché concernant l'expertise des véhicules mis en fourrière au cabinet FRETAY et associés sis rue Lagarde 34120 Pézenas.
- Que ce marché à Bons de commande n° 1M321140 a été conclu avec un montant minimum de 5 000,00 Euros H.T. et un montant maximum de 50 000,00 Euros H.T. sur une durée initiale de 8 mois avec possibilité de reconduction une fois sur une période de 3 mois.
- Que par délibération n° 2011/576 du Conseil Municipal en date du 07 novembre 2011, la Ville de Montpellier a approuvé le choix d'un nouveau délégataire, l'entreprise EFFIA STATIONNEMENT, en charge du service public de la fourrière automobile à compter du 1^{er} janvier 2012. Cette nouvelle délégation comprend l'expertise des véhicules mis en fourrière puisqu'il s'agit d'une mission revenant naturellement au délégataire. Cette réorganisation de service qui constitue un motif d'intérêt général nous conduit à résilier le marché.

Décide en conséquence :

- De résilier le marché à procédure adaptée n° 1M321140 concernant l'expertise des véhicules mis en fourrière confié au cabinet FRETAY et associés à compter du 1^{er} janvier 2012,
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 28/12/2011

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée,
Régine SOUCHE

Publiée le : 29/12/2011
Notifiée le :

1 route de Lavérune
Convention d'occupation du Domaine Public
Ville de Montpellier/ACM Office Public de l'Habitat
de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que ACM – Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier recherche des locaux situés en périphérie du parc immobilier ACM de la cité Gély Figuerolles. Ces locaux sont destinés à héberger les agents de l'Office Public de l'Habitat qui ont été soumis à des incivilités répétées dans le cadre de leur activité professionnelle ;
- que la Ville de Montpellier dispose de locaux à proximité d'une superficie de 97,77 m² situés, 1 route de Lavérune, anciennement occupés par le poste de police municipale de la cité Gély-Figuerolles ;


Décide en conséquence :

- de conclure avec ACM – Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, une convention d'occupation du Domaine Public pour une durée de 2 mois à compter du 1^{er} janvier 2012, pour les locaux situés, 1 route de Lavérune à Montpellier ;
- que la convention d'occupation est consentie à titre gratuit compte tenu des activités d'intérêt général effectuées par le preneur au sein du parc immobilier de la cité Gély Figuerolles ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que ladite convention d'occupation sera annexée à la présente décision ;

Montpellier, le 28/12/2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 29/12/2011
Notifiée le :



CONVENTION D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité par Décision du

d'autre part,

ACM – Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sis à Montpellier, 407 avenue du Professeur E. Antonelli, **dûment représentée par sa Directrice Générale, Madame Claudine FRÈCHE**, ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par les présentes, la Ville de Montpellier en application des articles L. 2122-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, met à disposition du preneur les lieux ci-après désignés situés :

1, route de Lavérune
34070 MONTPELLIER

Article 1 - Dispositions concernant les lieux mis à disposition

1.1 - Désignation des lieux

Les lieux mis à disposition sont d'une superficie de 97,77 m² dont un garage de 17,96 m².

Le preneur déclare les connaître parfaitement pour les avoir vus et visités.

1.2 - Destination des lieux

Le preneur devra personnellement occuper les lieux loués pour l'exercice de ses activités en direction des personnes logées dans les résidences ACM de Gély Figuerolles .

1.3 - Etat des lieux

Le preneur prendra les lieux mis à disposition dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance ; un état des lieux sera dressé contradictoirement et joint en annexe à la convention.

.../...

Article 2 : Durée

La présente convention d'occupation est consentie, à titre précaire et révocable pour une durée de 2 mois à compter du 1^{er} janvier au 29 février 2012.

La présente convention ne peut faire l'objet d'un renouvellement tacite.

Article 3 : Redevance

La présente convention est consentie à titre gratuit compte tenu de la mission d'intérêt général effectuée par le preneur au sein du quartier Gély Figuerolles.

Article 4 : Obligations

Le preneur utilisera les lieux en bon père de famille au sens de l'article 1728 du code civil : d'une manière générale, le preneur ne devra exercer aucune activité susceptible de remettre en cause l'affectation ou la nature des locaux mis à disposition, ne commettra aucun abus de jouissance susceptible de nuire à la tranquillité de l'immeuble, ou d'engager la responsabilité de la Ville envers les occupants de l'immeuble ou le voisinage.

Les locaux loués doivent être tenus en état et leur utilisation s'effectuera dans le respect des lieux, de l'ordre public, de l'hygiène.

Le preneur s'engage à supporter les réparations locatives au sens de l'article 1754 du code civil lorsqu'elles s'avéreront nécessaires.

Le preneur ne pourra faire dans les lieux mis à disposition aucun changement de distribution, aucune démolition, aucun aménagement intérieur ou extérieur sans l'accord exprès de la Ville.

A l'expiration de la présente convention, le preneur devra laisser les lieux en bon état.

Article 5 : Assurances

Le preneur doit souscrire une police d'assurance multirisque et responsabilité civile couvrant les personnes et les locaux pour tous les dommages pouvant résulter des activités exercées dans les locaux y compris ceux causés au tiers.

Une copie de contrat ou une attestation doit être remise à la Ville avant la prise de possession et copie des quittances sera transmise à la Ville chaque année.

Article 6 : Transmission de la convention d'occupation

La présente convention ne peut être transmise ou cédée à un tiers. Le preneur ne pourra sous-louer les lieux ou en concéder la jouissance même à titre temporaire.

Article 7 : Résiliation

La Ville se réserve le droit de reprendre à tout moment le local après mise en demeure d'un délai de un mois par lettre recommandée avec accusé de réception informant le preneur, sans qu'il soit besoin de justifier la dite démarche ou de contraindre le preneur par décision de justice.

Le preneur s'engage à libérer le local et à en remettre les clés dans le délai de un mois précité. A défaut, il sera procédé à la reprise effective du local par la Ville après ouverture en présence d'un huissier diligenté à établir au frais du preneur un inventaire des objets déposés. Ceux-ci sont tenus à la disposition du preneur pendant un délai de trente jours. Passé ce délai, les objets sans valeur seront détruits et ceux susceptibles d'être réutilisés seront remis au Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier.

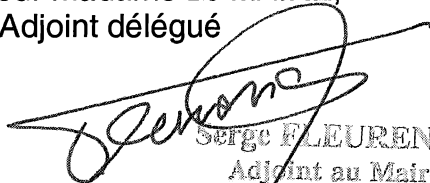
Article 8 : Litiges

La Ville et le preneur s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'exécution de la présente convention avant d'engager une procédure devant le Tribunal administratif de Montpellier.

Fait à Montpellier,
le 28/12/2011

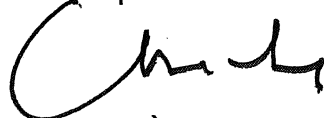
Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

P/O

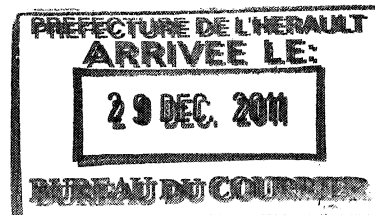

Serge FLEURENCE
Adjoint au Maire

Frédéric TSITSONIS

La Directrice Générale,
ACM – Office Public de l'Habitat
de la Communauté d'Agglomération
de Montpellier



Claudine FRÈCHE



**Direction de l'Espace Public - Création d'une régie de
recettes pour l'Aire de Bionne**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 22 décembre 2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que le délégataire de la Délégation de Service Public (DSP) de gestion de l'Aire d'accueil des gens du voyage dénommée « Aire de Bionne » se retirant du contrat qui le lie à la Ville de Montpellier au 31 décembre 2011, il convient de créer une régie de recettes à compter du 1^{er} janvier 2012 pour que la Ville de Montpellier, dorénavant gestionnaire en régie directe de cette activité, puisse encaisser les droits d'emplacement des gens du voyage.

Décide en conséquence :

Article 1:

Il est instauré une régie de Recettes auprès de la Direction de l'Espace Public pour l'encaissement des droits d'emplacement des gens du voyage à l'Aire de Bionne.

Article 2 :

La régie est installée au 1, Place Georges Frêche, 34267 Montpellier Cedex 2

Article 3 :

La régie encaisse les recettes suivantes :

- Droits d'emplacement sur l'aire.

Article 4 :

Les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

- Espèces,
- CB,
- Chèques.
- Virements (virement bancaire et postal, mandat administratif...)

Elles sont perçues contre remise à l'usager de tickets, factures ou cartes d'emplacement.

Article 5 :

Un fond de caisse d'un montant de 100 € est mis à disposition du régisseur.

Article 6 :

Un compte de dépôt de fond sera ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Trésor Public.

Article 7 :

Le montant maximum de l'encaisse est fixé à 4 000 €.

Article 8 :

L'intervention d'un mandataire a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 9 :

Le régisseur est tenu de verser au Trésorier municipal le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 10 :

Le régisseur verse auprès de l'ordonnateur la totalité des pièces justificatives de recettes tous les mois et lors de sa sortie de fonction.

Article 11 :

Le régisseur est assujéti à un cautionnement dont le montant est fixé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 12 :

Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

Article 13 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le

29 DEC. 2011

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le :

Notifiée le :

**Avenant n°1
Square de Cos
Prolongation de la convention de mise à disposition
Ville de Montpellier/Association DEFI**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'Arrêté n°2011/2181/T/R du 1 septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que par convention de mise à disposition en date du 2 décembre 2008, la Ville de Montpellier loue à l'association « DEFI » des locaux d'une superficie de 243 m² situés Résidence le Mercure, Square de Cos, 34080 Montpellier ;
- que cette mise à disposition arrivée à son terme au 31 mars 2011, il convient de régulariser la situation d'occupation ;
- que pour permettre à l'association de poursuivre ses activités au sein du quartier, la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) réunie le 15 novembre 2011 a décidé de prolonger la durée d'occupation des locaux jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- que le loyer est révisable au 1^{er} avril de chaque année en fonction de l'indice National du coût de la construction établi par l'INSEE (l'indice de base étant 14443 du 3^{ème} trimestre 2007) soit pour 2011 un montant de 13 570,28 €, charges et taxes en sus ;

Décide en conséquence :

- de prolonger, par avenant n°1 à la convention de mise à disposition en date du 2 décembre 2008, la durée d'occupation des locaux jusqu'au 31 décembre 2013, les autres articles étant sans changement ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

- que l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition sera annexé à la présente décision ;

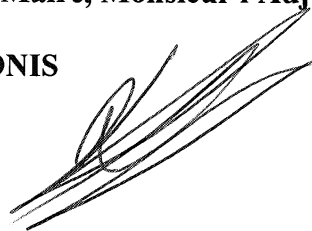
Montpellier, le 17/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 18/01/2012

Notifiée le :



CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AVENANT N°1

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par Décision du

d'autre part,

**L'Association « DEFI » dûment représentée par son président en exercice,
Monsieur Philipp ROCHER** ci-après désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 2 décembre 2008, la Ville de Montpellier a mis à disposition de
l'association « DEFI » des locaux d'une superficie de 243 m² situés, Résidence Le Mercure,
Square de Cos, 34080 Montpellier.

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 2 : Loyer

Le montant du loyer sera révisé au 1^{er} avril de chaque année en fonction de la variation de
l'indice National du coût de la construction établi par l'INSEE (l'indice de base étant 1443 du
3^{ème} trimestre 2007) soit au 1^{er} avril 2011 un montant annuel de 13 570,28 € charges et taxes
en sus.

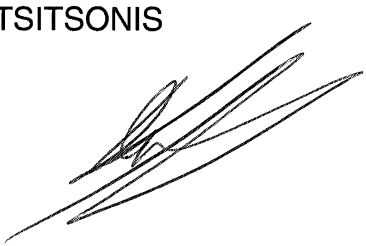
En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera
pratiquée. Le montant de l'année précédente sera reconduit.

Les autres articles sont sans changement .

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS



Le Président de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

**Direction des Ressources Humaines – Service
Prévention**
Modification de la régie d'avances
Augmentation du Montant de l'avance

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu la Décision n°2011/0036 du 02/02/2011 relative à la création d'une régie d'avances au Service Prévention,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 28 décembre 2011,
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avances du Service Prévention, il convient d'augmenter le montant de l'avance de la régie

Décide en conséquence :

Article 1 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est élevé à 20 000 €.

Article 2 : Les autres dispositions susvisées restent inchangées.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 17/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 18/01/2012
Notifiée le :

Direction de la Culture et du Patrimoine
Modification de la régie d'avances GUSO pour la
rémunération des intermittents du spectacle
Augmentation du montant de l'Avance

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du 28/12/2011
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avance GUSO de la Direction de la Culture et du Patrimoine, il convient d'en augmenter le montant de l'avance.

Décide en conséquence :

Article 1 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est élevé à 6 000€

Article 2 : Les autres dispositions restent inchangées.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué

Max LEVITA



Publiée le : 19/01/2012

Notifiée le :

Direction de l'Action Territoriale
Modification de la régie d'avances GUSO pour la
rémunération des intermittents du spectacle
Augmentation du montant de l'avance

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 18,
- Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- Vu le décret n° 97-1259 du 29 décembre 1997 relatif à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités locales et des établissements publics locaux,
- Vu l'instruction codificatrice N°06-031-A-B-M du 21 avril 2006 relative aux régies de recettes, d'avances, d'avances et de recettes des collectivités territoriales,
- Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux d'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et du montant du cautionnement imposé à ces agents,
- Vu l'avis conforme de Monsieur le Trésorier Principal Municipal en date du
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA,

Considérant :

Que pour assurer le bon fonctionnement de la régie d'avance GUSO de la Direction de l'Action Territoriale, il convient d'augmenter le montant de l'avance.

Décide en conséquence :

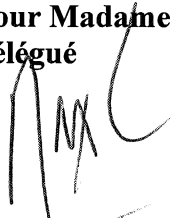
Article 1 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est élevé à 6 000€

Article 2 : Les autres dispositions restent inchangées.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 18/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué



Max LEVITA

Publiée le : 19/01/2012

Notifiée le :



**QUARTIER Hôpitaux Facultés
ZAC du Coteau
Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée
Etude d'incidences hydrauliques**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu la délibération n°2011/478 du Conseil municipal en date du 3 octobre 2011 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté du Coteau
- Vu l'arrêté n° 2011/2209/T/R du 2 septembre 2011 donnant délégations de fonctions à Monsieur Michaël DELAFOSSE ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation d'une étude d'incidences hydrauliques pour la Zone d'Aménagement Concerté du Coteau à l'intersection des quartiers Hôpitaux Facultés et Mosson ;
- qu'à la suite d'une consultation de bureaux d'études spécialisés du 6 octobre 2011 jusqu'au 21 octobre 2011 inclus, conformément à l'article 28 du code des marchés Publics, le bureau d'étude CEREG Ingénierie a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché précité au bureau d'études CEREG Ingénierie pour un montant de 5 500 € HT pour l'ensemble du marché,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché et plus généralement tous documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville.

Montpellier, le 25/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 26/01/2012

Notifiée le :

Maisons pour tous de la Ville de Montpellier
**Contrat d'entretien des ascenseurs et monte
handicapés**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté N° 2208/2011 en date du 5 septembre 2011 donnant délégation de signature à Mme Sophie BONIFACE-PASCAL, Adjointe Déléguée aux Maisons pour tous, à la Vie Associative

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'élaboration d'un marché concernant l'entretien des ascenseurs et monte handicapés installés dans les Maisons pour tous de la Ville de Montpellier ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés Publics, la Société SCHINDLER, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- d'attribuer le Marché 1M680 précité à la société SCHINDLER, Agence de Montpellier, sise 18 rue Saint Exupéry, 34430 St Jean de Védas pour un montant total de 8320€ H.T., (Huit mille trois cent vingt euros) ;
- d'autoriser Mme le Maire ou Mme l'Adjointe Déléguée à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Direction de l'Action Territoriale de la Ville de Montpellier ;

Nature : 6156, Fonction 924, Ligne de crédit : 1900.

Montpellier, le 24/01/2012

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe
déléguée
Sophie BONIFACE-PASCAL

Publiée le : 25/01/2012
Notifiée le :

Ville de MONTPELLIER contre Madame CROCHIN
Requête en annulation de l'arrêté de
Madame le Maire n°DP 39172 11 0835
du 22 septembre 2011, faisant opposition à
déclaration préalable.

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que par arrêté du 22 septembre 2011, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la déclaration préalable de travaux de Madame CROCHIN concernant une réfection de menuiseries extérieures ;
- Que Madame CROCHIN a déposé une requête auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER (instance n°1104335-1), le 29 septembre 2011, visant à obtenir l'annulation de l'arrêté ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 06/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 09/01/2012
Notifiée le :

**Contentieux
Référé provision
Ville de MONTPELLIER c/ SARL URBAIN NET
Décision de défendre**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que la société URBAIN NET (SARL) a déposé, le 22 décembre 2011, devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER, sous le n° 1105741-4, un référé provision ;
- qu'elle demande le versement de sommes dues au titre de l'application du marché de nettoyage des cimetières et sanitaires dont elle était titulaire pour la période courant de juillet 2007 à juillet 2011 en ce que la formule de révision de prix aurait été mal appliquée ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 06/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 08/01/2012
Notifiée le :

CONTENTIEUX
Ville de MONTPELLIER c/ Société Chronologie
Ingénierie (SARL)
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que la société Chronologie Ingénierie (SARL) a déposé, le 12 décembre 2011, un recours devant le Tribunal administratif de Montpellier sous le n° 1105474-4 dans le cadre du marché de maîtrise d'œuvre d'exécution et de coordination OPC pour la construction de la Maison pour Tous François VILLON dont elle était titulaire pour le compte de la Ville ;
- qu'elle demande le paiement de l'indemnité résultant du préjudice subi du fait que le montant minimum prévu audit marché n'a pas été atteint ainsi que du préjudice financier correspondant à la mobilisation de production et de disponibilité ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 11/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LÉVITA

Publiée le : 12/01/2012
Notifiée le :

**Ville de MONTPELLIER c/ Monsieur CASTILLON
et Madame MOLLES**
Recours en annulation de l'arrêté
n°PC 3417111V0082
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que par un arrêté du 16 mai 2011, Madame le Maire de MONTPELLIER a accordé à Monsieur Thierry ARTUSO un permis de construire afin d'entreprendre des travaux de surélévation de son immeuble ;
- que Monsieur Philippe CASTILLON et Madame Martine MOLLES ont déposé une requête (n°1104992-1) auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER le 10 novembre 2011, visant à obtenir l'annulation de l'arrêté ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 11/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/01/2012
Notifiée le :

**Ville de MONTPELLIER c/ SCCV Le jardin des
oliviers
Recours en annulation de l'arrêté
n° PC 3417209V0388 MI
Décision de défendre**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que par arrêté du 17 octobre 2011, Madame le Maire de MONTPELLIER a rejeté la demande de permis de construire modificatif de la S.C.C.V. Le Jardin Des Oliviers qui prévoyait la construction d'un deuxième immeuble et la modification des conditions d'accès à la résidence ;
- que la S.C.C.V. Le Jardin des Oliviers a déposé une requête (n°1104992-1) auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER, le 19 décembre 2011 visant à obtenir l'annulation de l'arrêté ;

qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 11/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 12/01/2012
Notifiée le :

**738 rue de la salaison - Domaine de la Pompignane
Reconduction de la convention d'occupation précaire
et révocable
Ville de Montpellier/Société France Télécom**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- que par convention d'occupation précaire et révocable en date du 11 avril 2011, la Ville de Montpellier loue à la Société France Télécom, une parcelle de terrain d'une superficie de 1300 m² cadastrée RR 57, située dans l'enceinte du Domaine de la Pompignane, 738 rue de la Salaison ;
- que la convention d'occupation a été consentie pour une durée de 1 an soit jusqu'au 31 mars 2012 renouvelable de façon expresse ;
- que la Société France Télécom conformément à l'article 2 « Durée » de la convention, sollicite par courrier en date du 15 décembre 2011 transmis en recommandé avec AR, le renouvellement de celle-ci pour un an supplémentaire soit jusqu'au 31 mars 2013 ;

Décide en conséquence :

- de reconduire de façon expresse, du 1^{er} avril 2012 au 31 mars 2013, la convention d'occupation précaire et révocable avec la Société France Télécom moyennant un loyer annuel de 19 500 € ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

Montpellier, le 17/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**

Publiée le : 18/01/2012
Notifiée le :

**Avenant n°2
Prorogation de bail
55 route de Nîmes
Ville de Montpellier/SAS Chateau Pourcel**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2011/2181/T/R du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué ;

Considérant :

- qu'aux termes d'un acte authentique dressé en date du 9 décembre 2008 par Maître BONNARY, notaire à Montpellier, la Ville de Montpellier a consenti un bail au profit de la SAS CHATEAU POURCEL pour un terrain d'une superficie de 887 m² cadastré CE 64, situé 55 route de Nîmes à Montpellier ;
- que ce bail a été conclu pour une durée ayant commencé à courir à compter rétroactivement du 25 juin 2007 pour se terminer le 31 décembre 2009 ;
- que les parties ont entamé des pourparlers en vue de la cession de ce terrain par la Ville de Montpellier au profit de la SAS CHATEAU POURCEL. Une offre d'achat avait été émise par la SAS CHATEAU POURCEL dont la durée de validité expire au 31 décembre 2011.
- que le bail étant parvenu à son terme, les parties ont convenu de proroger la durée du bail, rétroactivement depuis la date de son expiration, le 31 décembre 2009 jusqu'à la date du 31 décembre 2011, aux termes d'un acte sous signatures privées en date du 10 mai 2010, étant précisé dans ladite prorogation que les parties pourraient convenir entre elles d'un nouveau renouvellement ;
- que la signature de l'acte de vente du terrain par la Ville de Montpellier n'ayant pu intervenir avant le 31 décembre 2011, les parties ont souhaité que ce bail puisse être une deuxième fois prorogé pour un an, soit jusqu'au 31 décembre 2012, la SAS CHATEAU POURCEL souhaitant proroger également son offre d'achat du terrain jusqu'à cette même date ;

Décide en conséquence :

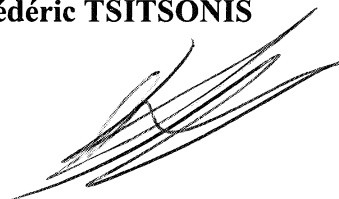
- de proroger par avenant n°2 la durée du bail expirant au 31 décembre 2011 pour une période de un an soit jusqu'au 31 décembre 2012, l'offre d'achat du terrain étant également prorogée à cette même date ;
- que le montant du loyer annuel de base fixé à 16 677,18 € (seize mille six cent soixante dix sept euros dix huit centimes) a été réindexé au 1^{er} juillet 2011 selon l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE et s'élève à présent à 22 426,41 € (vingt deux mille quatre cent vingt six euros quarante un centimes) ;

- que les autres conditions du bail restent inchangées ;
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;
- que l'avenant n°2 prorogeant le bail sera annexé à la présente décision.

Montpellier, le 16/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 17/01/2012
Notifiée le :



PROROGATION DE BAIL N° 2

Ville de MONTPELLIER/SAS CHATEAU POURCEL

Entre les soussignés,

La **COMMUNE DE MONTPELLIER**, collectivité territoriale, dont l'hôtel de ville est à MONTPELLIER (Hérault) 1 place Francis Ponge, identifiée au SIREN sous le numéro 213 401 722.

Représentée par Monsieur **Frédéric TSITSONIS**, adjoint au Maire, délégué à l'économie des ressources et du patrimoine,

Dûment habilité à signer pour le Maire de MONTPELLIER, Madame Hélène MANDROUX, en vertu d'un arrêté de délégation de signature n° 2011/2181/T/R en date du 1er septembre 2011 publié et transmis en Préfecture, dont une copie demeurera **annexée** aux présentes,

Madame Hélène MANDROUX, elle-même dûment habilitée à l'effet des présentes par décision du transmise en Préfecture de l'Hérault le dont une copie demeurera **annexée** aux présentes.

Ci-après dénommé "Le Bailleur", d'une part,

Et La Société dénommée **SAS CHATEAU POURCEL**, Société par Actions Simplifiée au capital de 115.050 euros, dont le siège est à MONTPELLIER (34000), 11 avenue Saint Lazare, identifiée au SIREN sous le numéro 348 089 442 et immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de MONTPELLIER.

Représentée par Monsieur **Olivier CHATEAU**, en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés spécialement à l'effet des présentes par Monsieur **Jacques POURCEL**, en vertu d'une procuration sous signatures privées en date du, dont l'original est demeuré **annexé** aux présentes après mention,

Monsieur Jacques POURCEL, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration de ladite société et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes.

Ci-après dénommé "Le preneur", d'autre part,

Il a été rappelé ce qui suit :

EXPOSE

1) Bail initial en date du 9 décembre 2008

Aux termes d'un acte authentique dressé par Maître André BONNARY, notaire à MONTPELLIER le 9 décembre 2008,

La **COMMUNE DE MONTPELLIER** a consenti un bail, conformément au droit commun des articles 1708 et suivants du Code civil, au profit de la **SAS CHATEAU POURCEL**, d'un terrain situé à MONTPELLIER, 55 route de Nîmes, cadastré section CE numéro 64 pour 8a 87ca, à usage d'emplacements de stationnement.

Ce bail a été consenti et accepté moyennant un loyer annuel de base de **SEIZE MILLE SIX CENT SOIXANTE DIX SEPT EUROS ET DIX HUIT CENTS (16.677,18 €)** que le "Preneur" s'est obligé à payer au domicile ou siège du "Bailleur" ou en tout autre endroit indiqué par lui.

Ce loyer correspond à la valeur locative et s'entend hors droits, taxes et charges.

Ce loyer est exigible trimestriellement et d'avance soit au 1^{er} janvier, au 1^{er} avril, au 1^{er} juillet et au 1^{er} octobre.

Ce bail a été conclu pour une durée ayant commencé à courir à compter rétroactivement du **25 juin 2007** pour se terminer **le 31 décembre 2009**.

2) Prorogation du bail n° 1 en date du 10 mai 2010

Les parties avaient entamé des pourparlers en vue de la cession de ce terrain par la Commune de MONTPELLIER au profit de la SAS CHATEAU POURCEL. Une offre d'achat avait été émise par la SAS CHATEAU POURCEL dont la durée de validité expire au 31 décembre 2011.

Par ailleurs, le bail étant parvenu à son terme, les parties ont convenu de proroger la durée du bail, rétroactivement depuis la date de son expiration, le 31 décembre 2009, jusqu'à la date du 31 décembre 2011, aux termes d'un acte sous signatures privées en date du 10 mai 2010, enregistré au SIE de MONTPELLIER SUD EST le 21 mai 2010, bordereau n° 2010/898, case n° 44,

Etant précisé dans ladite prorogation que les parties pourraient convenir entre elles d'un nouveau renouvellement.

Compte tenu de l'indexation pratiquée au 1er juillet 2011, le loyer s'élève actuellement à la somme de **22.426,41 €**.

3) Prorogation du bail n° 2 objet des présentes

La signature de l'acte de vente du terrain par la Commune de MONTPELLIER n'ayant pu intervenir, les parties ont convenu de proroger le bail, déjà prorogé une première fois, bientôt parvenu à son nouveau terme, et ce, jusqu'au 31 décembre 2012.

Etant précisé que la SAS CHATEAU POURCEL prorogera également son offre d'achat du terrain objet des présentes jusqu'au 31 décembre 2012.

Ceci exposé, les parties ont convenu de ce qui suit :

PROROGATION DE LA DUREE DU BAIL

Dans l'attente de la conclusion de la vente du terrain, la **COMMUNE DE MONTPELLIER** et la **SAS CHATEAU POURCEL** conviennent de proroger la durée du bail prorogé une première fois, rétroactivement depuis la date de son expiration au 31 décembre 2011 jusqu'à la date du **31 décembre 2012**.

A moins que la vente du terrain n'intervienne avant cette date, le bail finira de plein droit, à l'expiration du nouveau terme fixé, soit le 31 décembre 2012, conformément à l'article 1737 du Code civil, sans que le "Bailleur", ait à signifier congé au "Preneur" et ce dernier s'oblige à quitter les lieux loués à l'expiration des présentes sans chercher à s'y maintenir sous quelque prétexte que ce soit.

Si contre toute attente, le "Preneur" se maintenait dans les lieux, il devrait être considéré comme occupant sans droit ni titre et son expulsion aurait lieu en vertu d'une ordonnance de référé rendue par Monsieur le Président du Tribunal de Grande Instance, exécutoire par provision, nonobstant opposition ou appel.

Les parties pourront néanmoins convenir entre elles d'un nouveau renouvellement, le renouvellement n'étant pas de droit et le refus de renouvellement ne pouvant générer une indemnité d'éviction au profit du "Preneur".

Les autres conditions du bail demeurent inchangées, notamment celles relatives au loyer.

ENREGISTREMENT - PUBLICITE FONCIERE

Le présent avenant renouvelant le contrat de location sera enregistré à la recette des impôts compétente au droit fixe de 25 € conformément aux dispositions de l'article 739 du Code général des impôts.

Fait à
Le

En trois exemplaires, un pour chacune des parties et un exemplaire pour l'enregistrement.

Pour le Maire
L'Adjoint Délégué
Frédéric TSITSOMIS

**Attribution d'un marché passé selon la procédure
adaptée.
Mission d'études géotechniques
pour le groupe scolaire André Malraux.
ABROGE ET REMPLACE LA DECISION 2011/0551**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 218/2011 en date du 5 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, adjoint délégué ;

Considérant :

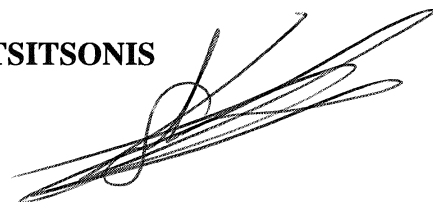
- qu'il y a lieu de confier à une entreprise le marché concernant la mission d'études géotechniques du futur groupe scolaire André Malraux, situé dans le quartier Port Marianne,
- qu'à la suite d'une consultation en date du 18 octobre 2011, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, la société GINGER CEBTP a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- d'attribuer le marché d'études géotechniques précité à l'entreprise GINGER CEBTP -12 rue des Frères Lumière, Parc d'activité Clément ADER, 34 830 JACOU - pour un montant total de marché de 5 550,00 € Hors Taxes (cinq mille cinq cent cinquante euros), sur une durée totale de 2 semaines ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville de Montpellier – Direction Architecture Immobilier – Service Conduite d'Opérations.
Nature : 2031 - Fonction : 900 020 - Ligne de Crédit : 18870

Montpellier, le 19/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS**



Publiée le : 20/01/2012
Notifiée le :

**Avenant n°1
139 rue du Bari
Prolongation de convention de mise à disposition
Ville de Montpellier/Association I.PEICC**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2181//T/R du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Frédéric TSITSONIS, Adjoint Délégué ;

Considérant :

- que par convention de mise à disposition en date du 2 janvier 2009, la Ville de Montpellier loue à l'association « I.PEICC » (I.Projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté) des locaux d'une superficie de 174 m² situés, Résidence Uranus, 139 rue du Bari, 34080 Montpellier ;
- que cette mise à disposition arrivée à son terme au 31 mars 2011, il convient de régulariser la situation d'occupation ;
- que pour permettre à l'association de poursuivre ses activités au sein du quartier, la Commission d'Attribution des Locaux Associatifs (CALA) réunie le 15 novembre 2011 a décidé de prolonger la durée d'occupation des locaux jusqu'au 31 décembre 2013 ;
- que le loyer est révisable au 1^{er} avril de chaque année en fonction de l'Indice National du coût de la construction établi par l'INSEE (l'indice de base étant 1443 du 3^{ème} trimestre 2007) soit pour 2011 un montant de 3012,21 € taxes et charges en sus.
En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera pratiquée. Le montant de l'année précédente sera reconduit.

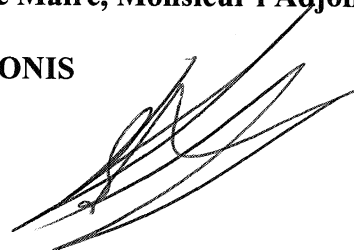
Décide en conséquence :

- de prolonger, par avenant n°1 à la convention de mise à disposition en date du 2 janvier 2009, la durée d'occupation des locaux jusqu'au 31 décembre 2013, les autres articles étant sans changement ;
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire ;

- que l'avenant n°1 à la convention de mise à disposition sera annexé à la présente décision ;

Montpellier, le 17 / 01 / 2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Frédéric TSITSONIS



Publiée le : 18/01/2012
Notifiée le :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION **AVENANT N°1**

Entre les soussignés :

d'une part,

La Ville de Montpellier représentée par son maire Hélène MANDROUX dûment habilité
par Décision du

d'autre part,

L'Association « I.PEICC » (I. Projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)
dûment représentée par sa présidente en exercice, Madame Corinne FRANCE ci-après
désigné le preneur.

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Par convention en date du 2 janvier 2009, la Ville de Montpellier a mis à disposition de
l'association « **I.PEICC** » (**I. Projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté**) des
locaux d'une superficie de 174 m² situés, Résidence Uranus, 139 rue du Bari,
34080 Montpellier.

Disposition concernant les lieux mis à disposition

Article 1 : Durée

La convention de mise à disposition est prolongée jusqu'au 31 décembre 2013.

Article 2 : Loyer

Le montant du loyer sera révisé au 1^{er} avril de chaque année en fonction de la variation de
l'indice National du coût de la construction établi par l'INSEE (l'indice de base étant 1443 du
3^{ème} trimestre 2007) soit au 1^{er} avril 2011 un montant annuel de 3012,21 € charges et taxes
en sus.

En cas de variation à la baisse des indices, aucune réduction de loyer ne sera pratiquée. Le
montant de l'année précédente sera reconduit.

Les autres articles sont sans changement .

Fait à Montpellier, le

Pour Madame Le MAIRE,
L'Adjoint délégué

Frédéric TSITSONIS



La Présidente de l'Association,

Conditions acceptées
(cachet de l'association)

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée: Direction artistique de la ZAT! Celleneuve,
avril 2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville organise, du 7 au 9 avril 2012, la quatrième édition de la manifestation ZAT ! Zone Artistique Temporaire, dans le quartier Celleneuve ;
- Qu'une manifestation d'une telle ampleur exige l'intervention d'un directeur artistique, chargé de la programmation et du suivi de l'évènement ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 12 décembre 2011, Monsieur Pascal Le Brun Cordier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à Monsieur Pascal Le Brun Cordier, 53 rue Piat, 75020 Paris, pour un montant de 24 230.40 € HT ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 17/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 18/01/2012

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'achat d'un système d'assemblage et de
brochage automatisé**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2011/2176/TR du 01 septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un système d'assemblage et de brochage automatisé pour la ville de Montpellier, qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées (MAPA n°1M702), conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 28/11/2011, la société SAS SIPROUDHIS, 37540 SAINT CYR SUR LOIRE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à la société SAS SIPROUDHIS, pour un montant total de commandes de 35 237 € HT, pour une durée d'un mois à compter de sa notification
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement de la Ville nature 2188, chapitre 903.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 24/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 25/01/2012
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure
adaptée pour l'entretien des systèmes de ventilation du
Tunnel de la Comédie**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2178/T/R/ du 01 Septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe THINES Adjoint délégué ;

Considérant :

Qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur les travaux d'entretien des systèmes de ventilation du Tunnel de la Comédie ;

Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 dernier alinéa du Code des Marchés Publics, en date du 14 septembre 2011, la société AXIMA SEITHA – ZAE Font de la Banquière – immeuble « Le Météor » - BP 90109 – 34874 LATTES, a présenté une offre économiquement avantageuse ;

Décide en conséquence :

D'attribuer le marché précité à la société AXIMA SEITHA pour un montant de 6380,00 € HT, et pour une période de un an, reconductible deux fois, à compter de sa notification ;

D'autoriser l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;

De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, nature : 6156 et fonction : 821.

Montpellier, le 17/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe THINES

Publiée le : 18/01/2012
Notifiée le :

Ville de MONTPELLIER c/ SCI Immo GAMBETTA
Recours en annulation de
l'arrêté n° DP34172110427
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que par arrêté du 20 juin 2011, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la déclaration préalable de travaux de ravalement de la SCI Immo GAMBETTA ;
- Que la SCI Immo GAMBETTA a déposé une requête (n° 1105361-1) auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER le 5 décembre 2011, visant à obtenir l'annulation de l'arrêté ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 25/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**



Publiée le : 26/01/2012
Notifiée le :

Contentieux
Ville de MONTPELLIER c/ Société URBAIN NET
(SARL)
Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que la société URBAIN NET (SARL) a déposé, le 27 décembre 2011, devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER, sous le n° 1105806-4, une requête tendant à la réparation du préjudice subi par elle ;
- qu'elle invoque une faute de la commune résultant de l'absence de prise en compte de l'obligation de reprise du personnel ainsi que de l'irrégularité de la procédure de passation pour le marché signé en 2007 avec la société ONET relatif au nettoyage des espaces verts ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la ville dans cette affaire ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 25/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA**

Publiée le : 26/01/2012
Notifiée le :

Ville de MONTPELLIER c/ SCI Immo DARU
Recours en annulation de
l'arrêté n° DP 34172110426



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que par un arrêté du 20 juin 2011, Madame le Maire de MONTPELLIER a fait opposition à la déclaration préalable de travaux de ravalement de la SCI Immo DARU ;
- que la SCI Immo DARU a déposé une requête (n° 1105362-1), auprès du Tribunal Administratif de MONTPELLIER le 5 décembre 2011, visant à obtenir l'annulation de l'arrêté ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 25/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/01/2012
Notifiée le :



CONTRAT DE COLLECTE DU COURRIER

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2176 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier, dans le cadre du projet de modernisation du courrier, et dans une volonté de gain de temps et de simplicité, souhaite mettre en place une collecte de son courrier ;
- Que La Poste propose de prendre en charge tous les jours ouvrables de la semaine, l'intégrité du courrier en venant le retirer dans les locaux du service, à un horaire convenu et selon un volume définit ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le contrat de collecte à La Poste pour un montant de 1600€ HT, ajustable en fonction de la volumétrie du courrier et pour une période de un an, reconductible pour une durée maximale de 3ans ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville au chapitre 920 ;
- D'autoriser Madame Le Maire ou Monsieur l'Adjoint Délégué à signer ce marché.

Montpellier, le 27/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 30/01/2012

Notifiée le :

**Ville de MONTPELLIER c/ Association
Kinésithérapie et Ergothérapie
Pourvoi en cassation contre l'ordonnance du juge des
référés du 20 décembre 2011**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que saisi par l'association kinésithérapie et Ergothérapie dans le cadre de l'instance n°1105272-1, le juge des référés a ordonné le 20 décembre 2011 la suspension de l'arrêté n° PC 3417210V0009, délivré par Madame le Maire de MONTPELLIER à la SCI MONT D'AURELE, le 9 février 2011 ;
- que la ville de MONTPELLIER souhaite introduire un pourvoi en cassation contre l'ordonnance du 20 décembre 2011 ;

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. LYON-CAEN et THIRIEZ devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 25/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 26/01/2012
Notifiée le :

Contentieux
Désordres - Crèche la Petite Sirène
Quartier MALBOSC



Décision de défendre

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- que des décollements de sols souples ont été observés dans les locaux de la crèche La Petite Sirène, située 115 avenue de Fès, dans le quartier MALBOSC ; ces désordres ont été constatés dans la section Bébé et dans la section Moyens ;
- qu'il convient de chercher les causes et origines de ces désordres et de déterminer les responsabilités ;
- qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire,

Décide en conséquence :

- de défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la S.C.P. VINSONNEAU-PALIES, NOY, GAUER et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- de verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- de prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature- fonction : 6227 – 920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03).

Montpellier, le 25/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué**
Max LEVITA

Publiée le : 26/01/2012
Notifiée le :



**Exposition "William Eugene Smith: Pittsburgh, le
labyrinthe impossible, 1955-1958" au Pavillon
Populaire du 9 mars au 27 mai 2012
Numérisation des oeuvres présentées pour le catalogue**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Que la Ville présentera au Pavillon Populaire, du 9 mars au 27 mai 2012, une exposition photographique consacrée à l'œuvre de William Eugene Smith ;
- Que cette exposition fera l'objet d'un catalogue coédité par la Ville de Montpellier ;
- Que les œuvres présentées dans ce catalogue doivent être numérisées par l'Université d'Arizona, qui les détient ;
- Que, conformément à l'article 35.II.8 du Code des marchés publics, cette prestation de numérisation de photographies ne peut être réalisée que par l'Arizona Board of Regents, Université d'Arizona ;

Décide en conséquence :

- D'attribuer le marché précité à l'Arizona Board of Regents, Université d'Arizona, PO Box 210103, Tucson, AZ 85721-0103, pour un montant de 10 029.90 dollars, soit 7870 € selon le cours du 17 janvier 2012 ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 27/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 30/01/2012
Notifiée le :

Archives Municipales
**Contrat de prestation d'assistance d'Avenio v9 et
Avenio Web v3 entre la société DI'X et la Ville de
Montpellier pour l'année 2012**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2011/2179 du 1^{er} septembre 2011 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, adjoint délégué ;

Considérant :

- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 28 novembre 2007 la Ville a choisi, pour la gestion intégrée des archives, le logiciel Avenio, qui assure à la fois la description des articles d'archives, la gestion des versements et des éliminations ainsi que celle des communications et des prêts ;
- Que la société DI'X, propriétaire de ce logiciel, propose un contrat de mise à jour et prestation d'assistance pour Avenio v9 et AvenioWeb v3 pour l'année 2012 ;

Décide en conséquence :

- D'accepter la proposition de l'entreprise DI'X, 7 rue du portail Magnanen, BP 90983, 84094 Avignon cedex 9 pour la mise à jour et la prestation d'assistance du logiciel Avenio v9 et AvenioWeb v3, pour un montant de 1 400.00 € HT pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012 ;
- De dire que la dépense sera prélevée sur le budget 2012 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

27/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Philippe SAUREL

Publiée le : 30/01/2012

Notifiée le :



**ACCOMPAGNEMENT ET TRANSFERT DE
COMPETENCE POUR LA FORMALISATION DES
POLITIQUES PUBLIQUES
Avenant au marché n° OM 1076**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/05 du 3 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Max LEVITA

Considérant :

Le transfert de compétence n'a pu être mené à son terme en raison de la mobilisation d'une partie de l'équipe de la direction organisation évaluation sur le projet de déménagement et de la priorisation de cette mission sur l'ensemble des autres missions

Que ce faisant le marché attribué à la SARL EDATER n'a pu être mené à son terme dans son objet.

Décide en conséquence :

- D'accepter l'avenant au marché n° OM 1076 proposé par l'entreprise EDATER portant de 12 à 18 mois la durée du marché, sans incidence sur le montant du marché et sur son objet.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2012 de la Ville (chapitre 920)

Montpellier, le 30/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Max LEVITA

Publiée le : 31/01/2012

Notifiée le :

AVENANT N° 1

A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

Ministère, collectivité territoriale ou établissement :

Ville de MONTPELLIER
1 place Georges FRECHE
34064 MONTPELLIER CEDEX 2
Correspondant : Madame le Maire

Titulaire du marché :

L'entreprise EDATER
Tour Polygone
265, avenue des Etats du Languedoc
F-34000 Montpellier

B. Renseignements concernant le marché

Objet du marché :

ACCOMPAGNEMENT ET TRANSFERT DE COMPETENCE POUR LA FORMALISATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

N° du marché :

OM-1076

Fin du marché : janvier 2012

Montant initial et inchangé du marché :

Montant HT : Ente 10 000€ et 80 000 €

Date de la décision autorisant la signature du marché :

31/12/2010

C. Objet de l'avenant

ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter la durée du contrat pour le(s) motif(s) suivant(s) :
Le transfert de compétence n'a pu être mené à son terme en raison de la mobilisation d'une partie de l'équipe de la direction organisation évaluation sur le projet de déménagement et de la priorisation de cette mission sur l'ensemble des autres missions.

ARTICLE 2

Il n'y a pas de prestations supplémentaires à exécuter car il s'agit de la poursuite de la prestation initialement prévue ; les prestations exécutées par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition initiale, qui reste inchangée.

De même, les montants minimum et maximum de commande sont inchangés

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

La durée totale de cet avenant est de six mois à compter du 31 janvier 2012, portant la durée totale du contrat à 18 mois.

ARTICLE 3

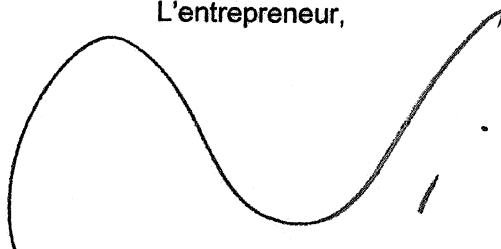
Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

D. Signatures des parties

A Montpellier, le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire
Le DGAS



Bruno ROUDIER, Co-gérant

SARL EDATER

Au capital de 50 000 €

Siège social :

Tour Polygone - 13e Etage

265, av. des Etats du Languedoc

34000 MONTPELLIER

Tél : 04 67 02 29 02 / Fax : 04 67 79 56 76

RCS B 353 469 570 - Siret 353 469 570 00058

APE : 7112 B

**CONTENTIEUX
VILLE / MADAME LAURENCE COLAS**

Recours pour excès de pouvoir contre:

- la délibération du Conseil Municipal en date du 25 juillet 2011**
- le courrier de notification de ladite délibération en date du 10 aout 2011.**

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

Considérant :

- Que, suite à l'avis du Comité Technique Paritaire en date du 1^{er} juillet relatif à la réorganisation de la direction du Parc Darwin, le Conseil Municipal a, par délibération en date du 25 juillet 2011, supprimé un poste sur les fonctions de Directeur du parc zoologique de Lunaret et créé un poste sur les fonctions de conseiller scientifique au sein de la direction du parc Darwin.
- Que par courrier en date du 10 aout 2011, le contenu de cette délibération a été notifié à madame Laurence Colas qui occupait jusque-là le poste de directeur du parc zoologique de Lunaret, ledit courrier lui proposant par ailleurs un reclassement sur le poste de conseiller scientifique.
- Que par deux recours distincts madame Laurence Colas a saisi le tribunal administratif en vue de faire procéder à l'annulation de la délibération en date du 25 juillet 2011 et du courrier en date du 10 aout 2011,
- Qu'il convient de défendre les interets de la Ville dans cette affaire ;

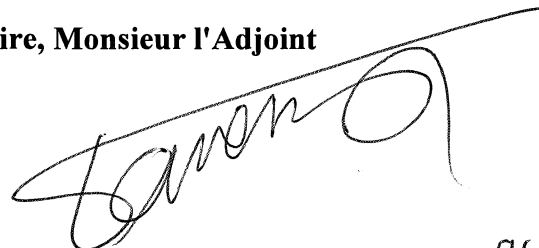
Décide en conséquence :

- Qu'il est nécessaire de défendre les intérêts de la Ville dans cette affaire par l'intermédiaire du cabinet Vinsonneau Palies Noy Gauer et associés ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227 – 920 200

Montpellier, le 31/01/2012

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Serge FLEURENCE**

**Publiée le :
Notifiée le :**



MISSION GRAND COEUR
Droit de préemption
Propriété SCI IMMOPHONE
8, rue Aristide Ollivier
Abrogation de la décision de préemption du 23/09/2011

Madame le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 2 septembre 2011 (n° 2011-2209);
- Vu la décision de préemption prise par la Ville le 23 septembre 2011;
- Vu le courrier de Maître GENIEYS en date du 22 septembre 2011, reçu en mairie le 28 septembre 2011;
- Vu le courrier de Monsieur BOUTAOUT, gérant associé de la SCI IMMOPHONE, en date du 17 octobre 2011;

Considérant :

- que le 11 août 2011, la SCI IMMOPHONE a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un local commercial constituant le lot n° 4 de l'immeuble situé 8 rue Aristide Ollivier et cadastrée section HM 279, au prix de 38.000 € plus 2.000 € pour la commission d'agence;
- que le 23 septembre 2011, la Ville a décidé d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la SCI IMMOPHONE, située 8 rue Aristide Ollivier, et cadastrée section HM 279, au prix de 38.000 € plus 2.000 € pour la commission d'agence;
- que la décision de préemption a été réalisée dans le cadre l'opération d'aménagement urbain "Montpellier Grand Cœur", afin de maîtriser l'implantation et la pérennité de l'activité commercial sur ce secteur;
- que le 22 septembre 2011, Maître GENIEYS notaire rédacteur de la déclaration d'intention d'aliéner, par un courrier reçu en Mairie le 28 septembre, a demandé le retrait de la décision de préemption le compromis de vente du bien ayant été résilié;
- que par courrier du 17 octobre 2011, Monsieur BOUTAOUT gérant associé de la SCI IMMOPHONE, confirmait la demande de retrait de la décision de préemption pour cause d'irrégularités de la vente cette dernière ayant été passée par son associé sans son consentement;

- que la vente étant à l'origine irrégulière et que donc, dans ces conditions, la cession au profit de la Ville, suite à l'exercice du droit de préemption, ne pourrait être réitérée.

Décide en conséquence :

- d'abroger la décision du 23 septembre 2011 par laquelle la Ville avait exercé le droit de préemption sur la propriété de la SCI IMMOPHONE sise 8 rue Aristide Ollivier et cadastrée section HM 279.

Montpellier, le 30/01/2012

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint
délégué
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :
Notifiée le :

